



DOCUMENT OPÉRATIONNEL DE MISE EN ŒUVRE (DOMO) DU PROGRAMME RÉGIONAL FEDER – FSE+ - FTJ 2021-2027 HAUTS-DE-FRANCE

Version 8 - en cours de validation par le comité de suivi du 16 mai 2024





SYNTHESE DES MODIFICATIONS EFFECTUEES DU DOMO

Version du DOMO	Date du Comité de suivi	Modification effectuées
Version 2	Consultation écrite du Comité de suivi du 07 février 2023	<ul style="list-style-type: none"> - OS 1, Priorité 2, OSpé 1.3 – Fiche-action 3 : modification des dépenses éligibles pour l'accélérateur BPI France - OS 2, Priorité 4, OSpé 2.1 – Fiche-action 2: modification de la formule d'actualisation annuelle du coût forfaitaire (BSCU) - OS 2, Priorité 5, OSpé 2.4 – Fiche-action 1: mise à jour adresse email des interlocuteurs - OS 2, Priorité 5, OSpé 2.7 – Fiches-action 1 et 2: mise à jour adresse email des interlocuteurs - OS 2, Priorité 6, OSpé 2.8 – Fiche-action 1 : Précision sur la méthodologie utilisée pour l'indicateur de résultat - OS 2, Priorité 6, OSpé 2.8 – Fiche-action 2 : Précision sur la méthodologie utilisée pour l'indicateur de résultat et mise en cohérence PR/DOMO - OS 5, Priorité 7, OSsé 5.1 – Fiche-action 2 : mise à jour adresse email des interlocuteurs - OS 5, Priorité 7, OSpé 5.1 – Fiche-action 3 : mise à jour adresse email des interlocuteurs - OS 5, Priorité 7, Opsé 5.2 – Fiche-action 2 : modification des dépenses exclues et mise à jour adresse email des interlocuteurs - OS 4, Priorité 8, OSpé 4.1 et OSpé 4.6 : ajout d'un indicateur et mise à jour adresse email des interlocuteurs - OS 4, Priorité 10, OSpé 4.5 : mise à jour adresse email des interlocuteurs
Version 3	Consultation écrite du Comité de suivi du 30 mars 2023	<ul style="list-style-type: none"> - OS 2, Priorité 5, OSpé 2.7 – Fiche-action 2: mise à jour taux plafond d'aides publiques, exemples d'actions et critères de sélection - OS 5, Priorité 7, OSpé 5.1 – Fiche-action 3 : mise à jour dépenses éligibles - OS 5, Priorité 7, OSpé 5.1 – Fiche-action 4 : mise à jour complète de la fiche-action - OS 5, Priorité 7, Opsé 5.2 – Fiche-action 2 : mise à jour dépenses éligibles
Version 4	Comité de suivi du 10 juillet 2023	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre juridique, Les Options de Coûts Simplifiés : précisions sur le financement à taux forfaitaire pour les coûts autres que les dépenses de personnel directes - OS 1, Priorité 1, OSpé 1.1 – Fiches-actions 1, 2, 3, 4 et 5 : modification des seuils minimums des dépenses éligibles



prévisionnelles, des dépenses éligibles, des critères de sélection, des modalités de sélection des opérations et des OCS

- OS 1, Priorité 3, OSpé 1.2 – Fiches-action 2 ; 3 et 4 : mise à jour des dépenses éligibles
- OS 1, Priorité 3, OSpé 1.3 – Fiche-action 1 : mise à jour modalités selection operations
- OS 2, Priorité 5, OSpé 2.7 – Fiche-action 1 , sous-action 1 : modification des bénéficiaires éligibles
- OS 2, Priorité 6, OSpé 2.6 – Fiches-actions 1, 2 et 3 : modification des dépenses exclues, de seuils minimaux et des critères d'éligibilité
- OS 5, Priorité 7, OSpé 5.1 – Fiche-action 3 : mise à jour des critères de selection
- OS 5, Priorité 7, OSpé 5.2 – Fiche-action 1 : mise à jour des dépenses éligibles/exclues, des exemples d'actions, des bénéficiaires éligibles, des critères de selection
- OS 4, Priorité 11, OSpé 4.7 : mise à jour OCS – introduction BCSU

Version 5	Consultation écrite du Comité de suivi du 05 octobre 2023	<ul style="list-style-type: none"> - OS 1, Priorité 1, OSpé 1.1 – Fiche-action 5 : Précision sur les bénéficiaires éligibles et mise à jour service interlocuteur
Version 6	Consultation écrite du Comité de suivi du 15 décembre 2023	<ul style="list-style-type: none"> - OS 1, Priorité 1, OSpé 1.1 – Fiche-action 6 : mise à jour des seuils mimimaux des dépenses éligibles prévisionnelles et des dépenses éligibles - OS 1, Priorité 2, OSpé 1.3– Fiches-action 1 ; 2 ; 3 et 4 : mise à jour des seuils mimimaux des dépenses éligibles prévisionnelles et des dépenses éligibles - OS 1, Priorité 3, OSpé 1.3– Fiches-action 1 ; 2 ; 3 et 4 : mise à jour des seuils mimimaux des dépenses éligibles prévisionnelles et des dépenses éligibles - OS 2, Priorité 4, OSpé 2.1– Fiche-action 1: modification taux plafond aides publiques, dépenses éligibles, critères d'éligibilité et critères de selection - OS 2, Priorité 4, OSpé 2.1– Fiche-action 4 : modification des critères d'éligibilité - OS 2, Priorité 4, OSpé 2.2– Fiche-action 1: modification exemples d'action, dépenses exclues, critères d'éligibilité, critères de selection - OS 2, Priorité 4, OSpé 2.6– Fiche-action 1: mise à jour des seuils mimimaux des



		<ul style="list-style-type: none"> dépenses éligibles prévisionnelles et des dépenses éligibles - OS 2, Priorité 5, OS^{Spé} 2.4– Fiche-action 1, sous-action 1: mise à jour des exemples d'action - OS 2, Priorité 5, OS^{Spé} 2.4– Fiche-action 1, sous-action 4: mise à jour des exemples d'actions et des critères d'éligibilité - OS 2, Priorité 5, OS^{Spé} 2.7– Fiche-action 1, sous-action 4 : mise à jour des exemples d'actions - Cadre juridique, Quelles sont les dépenses éligibles de mon projet ? : précisions sur le traitement de la TVA - OS 4, Priorité 10, OS^{Spé} 4.5– Fiche-action Innovation et experimentation sociale: modification des exemples d'actions éligibles - OS FTJ, Priorité 12, OS^{Spé} 8.1, Fiche-action Mesures pour une transition juste : mise à jour des seuils minimaux des dépenses éligibles prévisionnelles; des dépenses éligibles; des modalités de selection et ajout de critères de sélection
Version 7	Consultation écrite du Comité de suivi du 13 mars 2024	<ul style="list-style-type: none"> - Ensemble des fiches-actions: mise à jour des regimes d'aides d'Etat - OS 5, Priorité 7, OS^{Spé} 5.1 – Fiche-action 2 : mise à jour des exemples d'actions, des dépenses éligibles et des dépenses exclues - OS 4, Priorité 9, OS^{Spé} 4.5 – Fiche-action: modification des porteurs éligibles
Version 8	Consultation écrite du Comité de suivi du 16 mai 2024	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre juridique, Les regimes d'Aides d'Etat : mise à jour de la partie - Les obligations du porteur, les principes horizontaux: introduction du principe DNSH - OS 1, priorité 1, OS^{Spé} 1.1/ Priorité 2, OS^{Spé} 1.3 / Priorité 3, OS^{Spé} 1.2, ensemble des fiches actions : precision sur le DNSH dans les critères d'éligibilité - OS 1, priorité 3, OS^{Spé} 1.3, fiches-actions 1 et 4: precision sur le DNSH dans les critères d'éligibilité - OS 2, ensemble des fiches actions: precision sur le DNSH dans les critères d'éligibilité - OS 5, Priorité 7, OS^{Spé} 5.1 – Fiche-action 4 : mise à jour des exemples d'actions, des dépenses éligibles et des dépenses exclues - OS 5, ensemble des fiches actions: precision sur le DNSH dans les critères d'éligibilité - OS 4, ensemble des fiches actions: precision sur le DNSH dans les critères d'éligibilité



- OS 4, Priorité 10, OSPé 4.5 – Fiche-action : mise à jour des actions éligibles
- OS FTJ, Priorité 12, OSPé 8.1, Fiche-action Mesures pour une transition juste: précision sur le DNSH dans les critères d'éligibilité



SOMMAIRE

SYNTHESE DES MODIFICATIONS EFFECTUEES DU DOMO.....	3
I. INTRODUCTION	9
PRESENTATION DU DOCUMENT DE MISE EN ŒUVRE.....	9
VALIDITE ET VALEUR JURIDIQUE	9
II. LE CADRE JURIDIQUE	10
LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA PROGRAMMATION 2021-2027	10
QUELLES INFORMATIONS DOIVENT FIGURER DANS MA DEMANDE DE SUBVENTION ?	14
QUELLES SONT LES DEPENSES ELIGIBLES DE MON PROJET ?	15
LES OPTIONS DE COUTS SIMPLIFIES (OCS).....	18
LES REGIMES D'AIDES D'ÉTAT.....	21
LA COMMANDE PUBLIQUE	25
LES OPERATIONS COLLABORATIVES	27
LA SPECIFICITE DU FONDS POUR UNE TRANSITION JUSTE (FTJ).....	28
LES CONDITIONS FAVORISANTES.....	28
LES MODALITES DE SELECTION DES OPERATIONS	29
III. LES OBLIGATIONS DU PORTEUR	30
LES RECOMMANDATIONS POUR BIEN METTRE EN ŒUVRE SON OPERATION	30
LES OBLIGATIONS DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE : PENSEZ A PREPARER LA COMMUNICATION SUR LE FINANCEMENT EUROPEEN !.....	30
LE RESPECT DES PRINCIPES HORIZONTAUX	32
LE SUIVI DES PARTICIPANTS (UNIQUEMENT SUR LE FSE+).....	36
LES INDICATEURS	40
IV. LES FICHES ACTIONS.....	41
A. OBJECTIF STRATEGIQUE 1 – OS 1	41
UNE EUROPE PLUS COMPETITIVE ET PLUS INTELLIGENTE PAR L'ENCOURAGEMENT D'UNE TRANSFORMATION ECONOMIQUE INNOVANTE ET INTELLIGENTE ET DE LA CONNECTIVITE REGIONALE AUX TIC	41
OBJECTIF STRATEGIQUE 2 – OS 2	102
UNE EUROPE PLUS VERTE, RESILIENTE ET A FAIBLES EMISSIONS DE CARBONE EVOLUANT VERS UNE ECONOMIE A ZERO EMISSION NETTE DE CARBONE, PAR LA PROMOTION D'UNE TRANSITION ENERGETIQUE PROPRE ET EQUITABLE, DES INVESTISSEMENTS VERTS ET BLEUS, DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE, DE L'ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE L'ADAPTATION A CELUI-CI, DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES RISQUES, ET D'UNE MOBILITE URBAINE DURABLE	102
B. OBJECTIF STRATEGIQUE 5 – OS 5	194
UNE EUROPE PLUS PROCHE DES CITOYENS PAR L'ENCOURAGEMENT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET INTEGRE DE TOUS LES TYPES DE TERRITOIRES ET DES INITIATIVES LOCALES	194
C. OBJECTIF STRATEGIQUE 4 – OS 4 FSE+	223
UNE EUROPE PLUS SOCIALE ET INCLUSIVE METTANT EN ŒUVRE LE SOCLE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX	223
D. OBJECTIF STRATEGIQUE FTJ – OS FTJ.....	247
FONDS POUR UNE TRANSITION JUSTE	247





I. INTRODUCTION

Présentation du Document de mise en œuvre

Le Document de mise en œuvre (DOMO) a vocation à compléter et préciser le programme opérationnel FEDER - FSE+ - FTJ pour la période 2021-2027.

Pensé comme un guide pour faciliter le dépôt des demandes de subvention, les premières parties du DOMO viennent présenter le cadre juridique et réglementaire que doivent respecter les porteurs de projet d'une part ; et d'autre part, les obligations qui incombent aux bénéficiaires d'un cofinancement européen. Ces parties permettent également une meilleure compréhension des fiches actions.

Dans un second temps, le DOMO décrit pour chaque type d'actions, regroupées par objectif stratégique :

- les montants des enveloppes prévisionnelles fléchées, ainsi que le taux plafond des aides publiques autorisé pour les opérations ;
- des exemples d'actions cofinancables avec les crédits européens ;
- les typologies de dépenses éligibles et exclues du cofinancement européen ;
- les typologies de bénéficiaires éligibles ;
- les critères d'éligibilité et de sélection des opérations, ainsi que leurs modalités de sélection ;
- les territoires éligibles, le cas échéant ;
- la réglementation des aides d'État applicable, le cas échéant ;
- les indicateurs de réalisation et de résultat auxquels doivent répondre les opérations déposées , le cas échéant ;
- le ou les services en charge de la gestion et de l'instruction des dossiers, ainsi que le ou les services pouvant être associés lors de l'instruction, le cas échéant, ainsi que leurs coordonnées.

Validité et valeur juridique

La première version de ce document a été validée par le Comité du Suivi du 07 novembre 2022.

Les informations contenues dans le DOMO sont valables à la date de sa validation par le Comité de suivi, figurant sur la page de garde du présent document ; elles sont susceptibles d'évoluer à tout moment, sur décision de l'autorité de gestion et/ou des instances partenariales et de suivi. Par ailleurs, elles peuvent être précisées par les critères d'un appel à projets ou d'un guide plus détaillé : dans ce cas, les documents correspondants sont mis en ligne sur le site portail des aides européennes en Hauts-de-France : [L'Europe s'engage en Hauts-de-France - Tout savoir sur l'Europe en Hauts-de-France \(europe-en-hautsdefrance.eu\)](https://europe-en-hautsdefrance.eu).

La présente version du DOMO est validée par le Comité de suivi des fonds européens, mis en place par l'autorité de gestion conformément à l'article 38 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021, instance compétente dans l'examen et l'approbation des méthodes et critères de sélection des opérations.



II. LE CADRE JURIDIQUE

Le cadre réglementaire de la programmation 2021-2027

La programmation 2021-2027 du FEDER et du FSE+ en Hauts-de-France est encadrée par plusieurs textes de référence qui fixent le cadre réglementaire au niveau européen et national.

Ci-dessous vous sont présentées les différentes références avec les principaux éléments, qui viennent construire l'architecture du PO Hauts-de-France et encadrer les demandes de subvention.

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive mais vous permet de connaître les grandes références pour cette programmation 2021-2027.

➤ **Législation européenne**

[Règlement \(UE\) 2021_1060 portant dispositions communes \(RPDC\)](#)

Ce règlement définit les exigences communes aux différents fonds financés par l'Union européenne pour la période 2021-2027.

Il vient notamment définir les cinq objectifs stratégiques qui doivent permettre la construction d'une Europe plus compétitive et intelligente, plus verte, plus connectée, plus inclusive et sociale et plus proche des citoyens.

Les articles 51 à 56 et 94 viennent préciser l'utilisation des options coûts simplifiés.

Sur cette programmation, le RPDC comporte les nouveautés suivantes :

- Les États membres doivent satisfaire des conditions favorisantes (cf partie dédiée dans le DOMO), formant un cadre général et sectoriel qui garantit l'efficacité du soutien de l'Union.
- Il se veut simplificateur car il présente 75 mesures de simplification pour huit fonds, notamment en inscrivant un principe d'audit unique.

[Règlement \(UE\) 2021_1056 relatif au fonds de transition juste \(FTJ\)](#)

Ce règlement vient préciser :

- La couverture géographique de ce fonds : le choix des territoires est négocié entre chaque État membre et la Commission sur base de plans territoriaux de transition juste.
- Le mécanisme de récompense écologique : après le 31/12/2024, si des ressources financières supplémentaires sont disponibles pour le FTJ, elles seront réparties en prenant en compte le pourcentage des réductions de gaz à effet de serre de chaque État membre (mesure d'encouragement)
- Le champ d'application du FTJ



[Règlement \(UE\) 2021_1057 relatif au fonds social européen + \(FSE+\)](#)

Ce règlement vient préciser les objectifs poursuivis par le FSE+, les actions éligibles et les indicateurs.

Sur cette programmation, le FSE+ comporte les nouveautés suivantes :

- Ce fonds s'impose comme le fonds d'investissement de l'UE dans les ressources humaines, en insistant également sur des actions en faveur de la jeunesse et de lutte contre la pauvreté infantile.
- Les priorités du FSE+ sont alignées sur les recommandations et les analyses par pays du [Semestre européen](#).

[Règlement \(UE\) 2021_1058 relatif au fonds européen de développement régional \(FEDER\)](#)

Ce règlement vient préciser les objectifs poursuivis par le FEDER, les actions éligibles et les indicateurs.

Il précise également les grands principes appliqués à ce fonds :

- La « concentration thématique » : le FEDER concentre ses investissements sur plusieurs priorités clés en faveur du climat, qui viennent impacter la constitution de la maquette du PO.
- Le FEDER doit également participer au développement urbain durable, au moins 8% de ses ressources sont dédiées à cet objectif.

[Décision de la Commission du 14/05/2019 établissant les lignes directrices pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses financées par l'Union en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics](#)

Cette décision de la Commission européenne porte sur la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses financées par l'Union européenne en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.

➤ **L'accord de partenariat**

[Accord de partenariat 2021-2027 France](#)

L'Accord de partenariat est un document exposant la stratégie, les priorités et les modalités fixées par l'État membre pour une utilisation efficace et efficiente des fonds européens. Il est approuvé par la Commission européenne à la suite d'une évaluation et d'un dialogue avec l'État membre.



➤ **Législation nationale**

[Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027](#)

Ce décret fixe les règles nationales d'éligibilité des dépenses aux programmes soutenus par les fonds européens pour la période 2021-2027.

Y figurent :

- La définition des opérations collaboratives et la répartition des rôles entre le chef de file et les partenaires ;
- La définition de l'éligibilité des dépenses ;
- Les pièces attendues pour la justification des dépenses ;
- Les dépenses exclues.

[Décret n° 2022-713 du 27 avril 2022 relatif à la mise en œuvre des programmes européens de la politique de cohésion, de la pêche et des affaires maritimes, et des migrations et des affaires intérieures pour la période 2021-2027](#)

Ce décret précise les modalités de mise en œuvre des fonds européens de la politique de cohésion, de la pêche et des affaires maritimes, et des migrations et des affaires intérieures pour la période 2021-2027 concernant leur coordination, le stockage et l'échange électronique de données, la désignation des autorités de gestion et des autorités de coordination et les circuits financiers.

[Décret n° 2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé](#)

Ces deux éléments viennent préciser les mentions obligatoires qui doivent figurer sur les factures.

[Article 242 nonies A, Code Général des Impôts](#)

[Document d'appui méthodologique sur l'éligibilité des dépenses cofinancées par les fonds européens période de programmation 2021-2027 – Agence Nationale de la cohésion des territoires](#)

Le document d'appui méthodologique sur l'éligibilité des dépenses cofinancées par les fonds européens (DAME) 2021-2027, portant sur les fonds FEDER, FSE+, FTJ, FEAMPA, apporte des éléments complémentaires aux règlements sur les principes généraux d'éligibilité des dépenses et des informations additionnelles sur certaines catégories de dépenses.



➤ **Les lignes de partage entre l'Etat et la Région Hauts-de-France**

[Accord régional entre l'Etat et la Région Hauts-de-France 2021-2027](#)

L'Etat et la Région Hauts-de-France partagent l'objectif d'aboutir à une répartition optimale des champs d'intervention du FSE+, fonds dont la gestion est partagée entre ces deux autorités de gestion. L'accord régional vise à clarifier les lignes de partage entre les actions relevant du volet déconcentré en Hauts-de-France du programme opérationnel national FSE+ 2021-2027 et celles relevant du programme régional Hauts-de-France 2021-2027.



Quelles informations doivent figurer dans ma demande de subvention ?

Afin de pouvoir être étudiée, votre demande de subvention doit comporter certains éléments obligatoires :

- Des informations sur le ou les porteurs de projet : l'identité, les coordonnées et les contacts au sein de votre structure et de vos partenaires, le cas échéant ;
- Des informations sur votre projet : l'intitulé de votre projet, le calendrier, la localisation, la description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre ;
- Des indications sur les bénéficiaires finaux de votre projet, si pertinent ;
- Le plan de financement de votre projet ;
- Les indicateurs permettant de mesurer la réalisation de votre projet ;
- Des indications sur le respect des obligations réglementaires, notamment vis-à-vis de la commande publique, des principes horizontaux, des régimes d'Aides d'État, des conditions favorisantes.

Il est également demandé de fournir un ensemble de pièces comptables et justificatives pour le traitement de votre dossier. Il pourra également être demandé des pièces techniques par le service instructeur dans le cadre de l'analyse du dossier.

L'ensemble des éléments à préciser dans votre demande permet de vérifier la cohérence de votre projet au programmation et l'efficacité de sa contribution à l'Objectif Stratégique dans lequel il s'inscrit. Votre projet doit être en cohérence avec les stratégies correspondantes à la condition favorisante applicable et doit viser le meilleur rapport entre le montant de l'aide, les activités entreprises et la réalisation des objectifs. La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et d'autres éléments pourront être amenés à être vérifiés par l'autorité de gestion conformément à l'article 73 du Règlement (UE) 2021_1060 portant dispositions communes.

Le dépôt dématérialisé de votre demande d'aide sur le portail [E Synergie](#) est à privilégier. En amont du dépôt de toute demande de subvention, il est utile de vous rapprocher des services instructeurs mentionnés dans ce document afin d'évaluer la faisabilité de votre projet, sa compatibilité avec les exigences européennes ou d'obtenir des précisions sur les pièces attendues lors du dépôt.



Quelles sont les dépenses éligibles de mon projet ?

Lors du dépôt de la demande, il vous est demandé de fournir le plan de financement de votre opération. Celui-ci comprend les dépenses et les ressources liées à votre opération, et dans certains cas, les recettes générées par votre opération.

Les dépenses valorisées doivent respecter les règles européennes et nationales afin d'être retenues dans le plan de financement. Lorsque qu'une dépense valorisée est conforme à ces règles, on parle alors de dépense éligible.

Pour être éligible aux fonds européens, la dépense doit être :

- Liée et nécessaire à la réalisation du projet ;
- Justifiable par des pièces comptables probantes (par exemple, factures, bulletins de paye...) ;
- Réalisée et acquittée (c'est-à-dire payée et décaissée) entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029.



NB : *il est à noter que s'il est permis que les opérations s'achèvent au 31 décembre 2029, il est conseillé si cela est possible d'achever votre opération au 30 juin 2029. Cela vous permet de bénéficier d'un délai conséquent pour la remontée de vos dépenses aux services instructeurs.*



NB sur le traitement de la TVA :

La TVA est éligible pour toutes les opérations où elle n'est pas récupérable. Les opérations concernées seront alors traitées en TTC.

La TVA est inéligible pour toutes les opérations où elle est récupérable partiellement ou en totalité. Les opérations concernées seront alors traitées en HT.

Les dépenses éligibles peuvent être catégorisées selon plusieurs schémas de lecture :

- *Dépenses directes/dépenses indirectes*

Par opposition aux dépenses directes, les dépenses indirectes ne sont pas ou ne peuvent pas être directement rattachées à une opération, tout en demeurant nécessaires à sa réalisation.

Pour être éligibles, les dépenses indirectes présentées sur une base réelle respectent les deux conditions cumulatives suivantes :

- a) elles sont affectées à l'opération sur la base d'une clé de répartition justifiée et basée sur des éléments physiques et non financiers permettant de distinguer l'activité du bénéficiaire lié à l'opération soutenue de l'ensemble de ses activités ;
- b) la clé de répartition figure dans l'acte attributif de l'aide.

Sont notamment constitutifs de coûts indirects :

- Les coûts administratifs ;
- Les frais de gestion ;
- Les frais de recrutement ;
- Les honoraires du comptable ;



- Les fournitures de bureaux ;
- Les salaires des agents de nettoyage, de sécurité ;
- Les factures de téléphone, d'eau et d'énergie ;
- Les frais de reprographie, impression, location de copieur ;

Ces dépenses indirectes pourront être prises en charge dans le cadre des options de coûts simplifiés (cf partie dédiée dans le DOMO).

- *Catégorisation selon le poste de dépenses :*

- *Les dépenses directes de personnel :* il s'agit des ressources humaines du bénéficiaire porteur (et des partenaires en cas de projet collaboratif ou multipartenaire), directement impliquées dans la mise en œuvre de l'opération.

Elles sont établies par personne : une ligne de dépense de personnel pour une personne travaillant sur le projet. La ligne de dépense est établie en prenant en compte le salaire chargé brut et le temps passé sur l'opération.

Les dépenses de personnel éligibles sont les rémunérations, charges patronales et salariales comprises, et tous les autres traitements accessoires et avantages des personnels affectés à l'opération, réellement supportés, directement ou indirectement, en numéraire ou en nature, par la structure.

Ces dépenses directes de personnel sont couvertes par une option de coûts simplifiés sur la priorité 1 – RSO1.1, la priorité 2-RSO1.3, la priorité 3 – RSO1.2 et RSO1.3, la priorité 4 – RSO2.1, RSO2.2 et RSO2.6, la priorité 5 - RSO2.4 et RSO2.7 et la priorité 12 – JSO8.1, lorsque la nature de l'action le permet.

Dépenses de personnel

- Rémunérations
- Charges patronales et salariales
- Traitements accessoires et avantages divers prévus :
 - ✓ Dispositions législatives et réglementaires concernées
 - ✓ Conventions collectives
 - ✓ Accords collectifs (accord d'entreprise, de branche ou national interprofessionnel)
 - ✓ Usages de l'entreprise préexistants à l'aide européenne

Par conséquent ne sont pas considérés comme des coûts de personnels :

- Les frais de déplacement à l'exception du remboursement domicile-travail ;
- Les frais d'hébergement ;
- Les frais de restauration à l'exception de la participation à des tickets restaurants ou autres prestations similaires ;
- Les frais de voyages d'affaires ;
- Les indemnités ou les salaires versés pour le bénéfice de participants à l'opération couverte par le FSE+.

Pour les fonctionnaires titulaires, les coûts de personnels se composent du : Traitement Indiciaire Brut, des primes statutaires, de l'Indemnité de Résidence, du Supplément Familial de Traitement ainsi que de l'ensemble des charges sociales qui s'y rattachent.



Les contributions en nature qui constituent des frais de personnel sont prises en compte comme frais de personnel directs pour l'utilisation des taux forfaitaires.

- *Dépenses d'investissement matériel et immatériel* : il s'agit des achats de matériels, d'équipements, de machines, liés au projet, ainsi que les coûts de travaux et études liés au projet.
- *Dépenses d'amortissement* : il s'agit de dépenses liées à des équipements utilisés en partie pour la réalisation du projet. Le montant de la dépense est calculé au prorata de la durée et de la part d'utilisation du bien amorti pour la réalisation de l'opération.
- *Dépenses de prestations externes* : il s'agit de dépenses liées à l'opération réalisées par le biais d'un acte de sous-traitance ou de marchés publics.
- *Dépenses liées aux participants (uniquement sur le FSE+)* : il peut s'agir des
 - salaires et indemnités de stage
 - frais de déplacements, de restauration et d'hébergement
- *Dépenses de fonctionnement* : en fonction de la nature du projet, cela peut être les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des personnels valorisés dans le projet et liés au projet, des dépenses de communication liées au projet...
- *Dépenses en nature* : il s'agit de la fourniture à titre gracieux de biens ou de services par un organisme tiers pour la mise en œuvre de l'opération. Il peut également s'agir de personnes travaillant bénévolement pour la mise en œuvre de l'opération. Cette dépense doit être valorisée en ressource également.
- *Dépenses de tiers* : il s'agit des dépenses supportées par un organisme tiers pour la mise en œuvre de l'opération. Cette dépense doit être valorisée en ressource également.

Les dépenses exclues sont les suivantes :

- Amendes et sanctions pécuniaires hors contrat ;
- Pénalités financières hors contrat ;
- Frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 36 du règlement général ;
- Dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte n° 6811 du plan comptable général ;
- Charges exceptionnelles relevant du compte n° 67 du plan comptable général ;
- Dividendes (hors dépenses de personnel des dirigeants non-salariés de PME) ;
- Frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrats ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.



NB : Chaque fiche action et chaque appel à projets le cas échéant vient préciser les dépenses éligibles et inéligibles pour chaque action précise. Il convient donc au-delà de ces dispositions générales de se référer aux fiches actions et appels à projets inhérents avant de constituer son plan de financement.



Les options de coûts simplifiés (OCS)

L'un des grands principes des cofinancements européens est de pouvoir relier chaque euro de dépense cofinancée à des pièces justificatives individuelles. Lorsque les options de coûts simplifiés sont utilisées, les coûts éligibles sont calculés selon une méthode prédéfinie basée sur des réalisations, des résultats ou certains autres coûts. Cela permet donc d'échapper à l'exigence de justification individuelle des dépenses et de réduire de manière significative la charge administrative des porteurs et des autorités de gestion. In fine, ces options permettent de simplifier l'utilisation des fonds et de réduire le risque d'erreur dans le cadre des contrôles de premier et second niveau.

Sur la programmation 2021-2027, l'Autorité de Gestion a mis en place des options de coûts simplifiés.

- **L'obligation d'une mise en œuvre d'options de coûts simplifiés pour les opérations présentant un coût total de moins de 200 000 euros**

Par mesure de simplification, la réglementation européenne impose que cette typologie d'opération soit obligatoirement mise en œuvre administrativement par des options de coûts simplifiés.

Seules les opérations sous réglementation des aides d'État hors de minimis et les opérations de la priorité 1 du programme (hors allocations de recherche) bénéficient d'une exemption à cette obligation.

Les opérations de moins de 200 000 € font l'objet d'une évaluation précise des dépenses prévisionnelles lors de l'instruction.

À l'issue de cette évaluation, le plan de financement est :

- mis en œuvre par une ou plusieurs options de coûts simplifiés, déterminées lors de l'instruction de votre dossier. Les OCS suivantes peuvent être mobilisées pour ces opérations : taux forfaitaires, montants forfaitaires, barèmes standards de coûts unitaires ;
- adossé à des conditions de paiement qui seront reprises dans la convention attributive de l'aide ;
- validé lors de la programmation de l'opération.

Exemple :



Organisation d'un séminaire pour 50 personnes

Budget prévisionnel retenu et validé

Frais de personnel directs	50 000 €
Frais de mission	6 500 €
Repas	1 000 €
Publicité	5 000 €
Frais indirects	7 500 €
	70 000 €

Mise en place d'un barème de coûts unitaires



Cout total	=	70 000	=	1 400 € par participant
Nombre de participants		50		

Le montant de 1 400 € par participants sera repris dans la conversion attributive de l'aide.
Le bénéficiaire devra fournir la preuve de la tenue du séminaire et une preuve de nombre de participants (production d'une feuille d'émargement).
Le montant retenu au niveau de la vérification sera le nombre de participant au séminaire * 1 400 €.

Les OCS suivantes sont mises en œuvre dans le cadre de la gestion du programme :

➤ Le recours aux taux forfaitaires

Les taux forfaitaires permettent de calculer certains types de coûts éligibles par l'application d'un pourcentage à une ou plusieurs catégories de coûts définies.

Pour cette option, deux modalités de gestion sont mises en œuvre :

- Soit un taux forfaitaire est fixé dans le cadre du déploiement d'une action ou d'un appel à projets du programme et ce taux s'applique à l'ensemble des opérations sans modulation possible ;
- Soit le taux forfaitaire est fixé lors de l'instruction de la demande d'aide sur la base d'un plan de financement justifié. Les modalités permettant de fixer le taux forfaitaire sont communes à l'ensemble d'un fonds et visent à apporter la plus grande simplification de gestion au regard de l'opération à financer.

L'application de ce taux forfaitaire variable est notamment requise pour les actions présentant une grande variabilité des projets dans les plans de financement présentés.

Il existe deux types de taux forfaitaire :

- *Le financement à taux forfaitaire pour les coûts autres que les dépenses de personnel directes*

Sur la base du plan de financement détaillé et retenu par le service instructeur, le ratio coûts autres que les dépenses de personnel sur dépenses de personnel est calculé.

Dans le cadre de l'application de ce taux forfaitaire, les coûts indirects pris en compte ne peuvent excéder 15% maximum des frais de personnel directs. Pour le FEDER, ces coûts indirects sont plafonnés à 150 000 € par partenaire.

Si le taux de pourcentage est compris	Le taux forfaitaire est
Entre 5% et 14,99%	De 10% des frais de personnel directs
Entre 15 et 24,99%	De 20% des frais de personnel directs
Entre 25 et 34,99 %	De 30% des frais de personnel directs
Entre 35 et 44,99 %	De 40% des frais de personnel directs
Supérieur à 45%	Traitement aux coûts réels ou sur la base d'un autre taux forfaitaire



- *Le financement à taux forfaitaire des dépenses indirectes*

Un financement à taux forfaitaire :

- **pour le FSE+**, de 15 % appliqué aux frais directs de personnel éligibles pour calculer les coûts indirects. Le porteur de projet doit attester de la réalité des dépenses indirectes lors de la demande d'aide.
- **pour le FEDER** :
 - de 15% appliqué aux frais directs de personnel éligibles pour calculer les coûts indirects dès lors que les dépenses de personnel couvrent plus de 40% du coût total de l'opération. Le porteur de projet doit attester de la réalité des dépenses indirectes lors de la demande d'aide.
 - de 7% appliqué aux dépenses directes de l'opération pour couvrir les coûts indirects dès lors que les dépenses de personnel ne couvrent pas plus de 40% du coût total de l'opération. Le porteur de projet doit attester de la réalité des dépenses indirectes lors de la demande d'aide.

Sur le FEDER, le montant des coûts indirects retenu est plafonné à 150 000 € par partenaire.



Points de vigilance :

Il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre les aides d'état et les coûts simplifiés mais un traitement sera fait par le service instructeur, au cas par cas, régime par régime, selon les deux conditions suivantes :

- 1) Que le fonds finançant l'opération autorise l'usage des coûts simplifiés ;*
- 2) Que les coûts éligibles couverts dans le calcul des coûts simplifiés soient admissibles au regard du régime d'aide.*

Les règles de la commande publique doivent être respectées ainsi que les règles sur l'éligibilité temporelle dans le cadre de la mise en œuvre des options de coûts simplifiés.

➤ **Le recours aux barèmes standard de coûts unitaires**

Le recours à cette opération permet de valoriser tout ou partie des coûts éligibles d'une opération calculés sur la base d'activités ou de résultats quantifiés multipliés par un barème standard de coûts unitaires fixés à l'avance avec l'autorité de gestion.

Sur la programmation 2021-2027, cette OCS est mobilisable pour :

- les opérations soutenant la rénovation énergétique et environnementale du parc du logement social (parc public) ;
- la priorité 11 du programme relative à la formation professionnelle en réponse aux besoins en compétences
- les dépenses directes de personnels (hors frais de personnel inclus dans des prestations, les stagiaires, les apprentis, les bénévoles, les intérimaires et les coûts indirects de personnels) sur le périmètre fixé en annexe du programme.



Les régimes d'Aides d'État

Dans le cadre du dépôt d'une demande de subvention, le service instructeur réalisera une analyse de votre opération au regard de la réglementation des aides d'État. En effet, le non-respect de la réglementation européenne relative aux aides d'État peut entraîner l'inéligibilité de l'opération et la remise en cause de la subvention européenne, c'est-à-dire son reversement.

Si la subvention européenne est qualifiable d'aide d'État au sens de [l'article 107§1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#), il est nécessaire d'appliquer le régime juridique adéquat. L'instruction du dossier passe donc par deux phases : la première, portant sur la qualification de la subvention en aide d'État ou non, suivie de la seconde consistant le cas échéant en l'application du régime juridique adéquat.

➤ **Première phase : qualification de la subvention européenne en tant qu'aide d'État**

L'aide d'État se définit comme une intervention qui doit remplir les quatre critères suivants :

- L'intervention **provient de ressources publiques ou imputables à la personne publique**
- Elle **octroie un avantage sélectif** à un bénéficiaire qualifiable d'**entreprise** au sens du droit européen ;
- Elle **fausse ou est susceptible de fausser la concurrence** ;
- Elle **affecte les échanges entre États membres**.

S'agissant des critères des ressources publiques et de leur imputabilité, de l'avantage sélectif et de l'affectation de la concurrence, ces derniers sont supposés remplis en ce qui concerne les subventions européennes.



NB : Dans le cas des dotations FEDER aux instruments financiers, le critère de l'avantage est rarement rempli et doit faire l'objet d'une analyse au regard des lignes directrices européennes relatives aux investissements en faveur des risques.

L'aide d'État suppose également que le bénéficiaire de la subvention européenne soit qualifiable d'entreprise au sens du droit européen. Une entreprise se définit comme une **entité qui exerce une activité économique, indépendamment de son statut juridique ou de son mode de financement**. Les activités économiques se définissent comme **toutes les activités qui consistent en l'offre d'un bien ou d'un service sur un marché donné** et couvrent donc un champ très vaste d'activités. Les **exceptions** à la qualification d'entreprise sont rares et se résument aux **activités exclusivement sociales** et aux **activités qui relèvent de prérogatives de puissance publique**. A noter qu'au sens du droit européen, peuvent notamment être qualifiées d'entreprises **les collectivités territoriales et les associations**, si elles exercent une activité économique. Par ailleurs, la gratuité d'une activité ne définit pas sa nature économique ou non économique.



NB : S'agissant des aides à la construction ou la modernisation d'infrastructures, la jurisprudence a établi que la construction ou la modernisation d'une infrastructure pouvait être qualifiée d'activité économique dès lors que l'infrastructure était utilisée à des fins économiques.



Il reste le critère de l'**affectation des échanges**. En effet, sur la base de ce critère, toutes les opérations ne sont pas concernées par la réglementation relative aux aides d'État. Certaines opérations ont un **caractère tellement local** qu'elles sont peu susceptibles d'attirer des clients, visiteurs, ou investisseurs d'autres États membres. Dans une telle situation, il est nécessaire pour le bénéficiaire d'apporter au service instructeur les éléments permettant d'établir un argumentaire précis démontrant le caractère purement local de l'opération.

Si à l'issue de l'analyse menée, un seul des critères manque, le financement européen ne sera pas soumis à la réglementation des aides d'État. Si, au contraire, l'analyse conclue à l'existence d'une aide d'État, il y a lieu de passer à la seconde phase.

➤ **Deuxième phase : application du régime juridique adéquat**

En cas de qualification de la subvention européenne en tant qu'aide d'État, le financement de l'opération sera concerné par l'un des régimes juridiques suivants, qu'il appartiendra au service instructeur de déterminer.

1) *Application d'un régime notifié ou exempté de notification*

La subvention européenne peut s'inscrire dans l'un des nombreux régimes d'aide français pris en application de règlements (régimes exemptés) ou de décisions européennes (régimes notifiés) qui déterminent les conditions de compatibilité des aides d'État avec le marché européen.

A ce jour, les régimes d'aide exemptés de notification ont été pris sur la base des règlements suivants :

- [Règlement \(UE\) n° 651/2014](#) de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 par le règlement n°(UE) 2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023 ;
- [Règlement \(UE\) n° 2022/2473](#) de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- [Règlement \(UE\) n° 2022/2472](#) de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les règlements et régimes d'aide fixent les conditions de compatibilité de la subvention allouée à un projet avec le marché commun, conditions qui doivent être respectées faute de quoi l'aide pourra faire l'objet d'un reversement ultérieur, notamment en cas de contrôle (Autorité nationale d'Audit pour les Fonds européens (AnAFé), Commission européenne, Cour des Comptes européenne). Ces conditions tiennent notamment aux dépenses éligibles, au pourcentage du montant d'aide par rapport à ces coûts, aux types de projets soutenus. La plupart de ces régimes prévoient également que l'aide doit avoir un effet incitatif (c'est-à-dire qu'une demande d'aide en bonne et due forme doit avoir été adressée par le bénéficiaire à l'autorité de gestion avant le début du projet).





NB : Pour que la demande de subvention européenne respecte le principe d'incitativité, il vous sera demandé l'envoi d'une demande d'aide en bonne et due forme à l'autorité de gestion avant le début du projet. Dans cette demande d'aide, les éléments suivants devront apparaître :

- Le nom et la taille de votre structure
- Une description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ;
- La localisation du projet ou de l'activité ;
- Une liste des coûts du projet ;
- Le type d'aide (subvention, prêt, garantie, avance récupérable, apport de fonds propres ou autre) et le montant du financement public nécessaire pour le projet ou pour l'activité.

En fonction du régime d'aide mobilisé, deux méthodes de calcul de l'aide peuvent s'appliquer. Soit le montant d'aide est défini par application d'un taux sur une base de dépenses éligibles, soit le montant d'aide¹ résulte de la différence entre le montant de dépenses éligibles et la marge d'exploitation. Le montant de l'aide peut également être plafonné dans le régime d'aide mobilisé.

Les taux varient en fonction de la taille du bénéficiaire et sont plus favorables pour les petites entreprises que pour les grandes. Le bénéficiaire est systématiquement informé de la base juridique appliquée à son opération car elle doit impérativement être visée dans les actes attributifs de l'aide européenne.

2) Application du régime juridique des aides de minimis

Les aides de minimis sont des aides d'un faible montant.

Lorsque l'aide européenne ne porte pas la somme des aides dites « de minimis » reçues par le bénéficiaire durant les trois derniers exercices fiscaux à un montant supérieur à 300 000 euros, elle peut s'inscrire dans l'exemption prévue par le règlement de minimis (Règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, applicable jusqu'au 31 décembre 2030).

Dans cadre de l'instruction du dossier, le bénéficiaire devra impérativement fournir au service instructeur un document qui récapitule l'ensemble des aides dites « de minimis » perçues ou à percevoir lors des trois derniers exercices fiscaux. Et l'autorité de gestion doit indiquer au bénéficiaire que la subvention européenne est constitutive d'une aide de minimis.

3) SIEG

Lorsque l'opération financée relève d'activités d'intérêt général, assorties d'obligations de service public, le droit européen offre un cadre juridique adapté à ces missions par la notion de service d'intérêt économique général (SIEG). Différentes bases juridiques existent mais la base la plus commune est la décision d'exemption 2012/21/UE (Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux

¹ Le montant d'aide octroyé au titre d'un régime d'aide s'entend toutes aides publiques qualifiables d'aide d'État confondues.



aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général).

Cette décision couvre un vaste champ d'activités de service public, incluant le logement social, les soins hospitaliers et d'autres activités sociales, à l'exclusion des transports.

Le recours au SIEG implique la conclusion d'une convention dite « de mandat SIEG » entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion. Cette convention définit notamment les obligations de service public à charge du bénéficiaire et le montant de la subvention européenne qualifiée de « compensation d'obligations de service public » allouée à ce dernier.

La compensation se calcule par la différence entre les coûts et les recettes liées à l'exécution des obligations de service public. L'autorité de gestion, organisatrice du SIEG, doit être vigilante quant au contrôle de l'absence de surcompensation, ce qui suppose l'obligation pour le bénéficiaire de transmettre à la Région toute pièce exigée dans ce cadre.

Le SIEG bénéficie également d'un règlement de minimis propre, répondant aux mêmes exigences que le règlement de minimis classique, mais se différenciant par le fait qu'il permet d'octroyer à un prestataire de SIEG jusqu'à 750 000 euros de subventions sur les trois derniers exercices fiscaux (Règlement (UE) n°2023/2832 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général applicable jusqu'au 31 décembre 2030).

4) *Notification*

Lorsqu'aucune base juridique ne permet pas d'encadrer la subvention européenne, aucune aide ne pourra être accordée sans une notification préalable et approbation de la Commission européenne.



La commande publique

La Région Hauts-de-France, en tant qu'Autorité de Gestion (l'AG) a l'obligation de mettre en place des étapes de contrôle et de sécurisation des dossiers de cofinancement de fonds européens, pour justifier d'une gestion régulière, et conforme aux règlements européens, notamment au regard de la réglementation nationale et européenne en matière de commande publique.

En effet, le budget de l'Union européenne dont sont issus les fonds européens, ne peut cofinancer des dépenses dont la gestion ne justifie pas le respect de la réglementation visée. Par conséquent, en cas de constat d'irrégularité au sens de la décision de la Commission européenne en date du 14/15/2019 (en PJ), l'AG a la responsabilité de mesurer la gravité de l'irrégularité pour écarter partiellement ou totalement le montant du cofinancement européen.

A ce titre, l'Autorité de Gestion a confié à la Direction de l'Achat Public (DIRAP) de la Région Hauts-de-France, une mission de sécurisation des dossiers en cofinancement FESI pour la partie relative aux règles de la commande publique. Dès lors que le projet en demande de cofinancement est porté par une personne soumise aux règles de la commande, la DIRAP intervient sur la demande des services instructeurs pour sécuriser et accompagner les porteurs dans le montage, la programmation et la certification de leur projet cofinancé.

Les porteurs de projet peuvent être soumis aux règles de la commande publique soit en raison de leur qualité de personne de droit public soit en raison de leur mission d'intérêt général et d'un lien avec un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs (articles L1211-1 à L1212-4 du Code de la Commande publique). Dès lors qu'un porteur de projet, soumis aux règles de la commande publique en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice, demande un cofinancement européen pour ses projets, il s'engage à respecter la réglementation, et à fournir toutes les pièces justifiant de la bonne application de la réglementation en question.

Pour rappel, un marché public selon les termes de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique est : « un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent. ».

Les juristes conseils en charge de cette mission au sein de la DIRAP, apportent leur expertise au soutien des porteurs, des services instructeurs (SI) et de l'Autorité de Gestion dans une logique de sécurisation des dossiers, avec une analyse dès le montage du dossier avant la programmation de l'aide afin de pouvoir alerter le porteur et éviter au maximum les irrégularités les plus fréquemment observées, qui font l'objet d'application de corrections financières.

La DIRAP intervient sur saisine des SI à différentes étapes de vie du projet :

➤ **En amont du dépôt du projet en vue d'une programmation :**

Le porteur est fortement invité à se rapprocher du SI dès les prémices du montage du projet qui fera l'objet de la demande de cofinancement. L'idée étant de solliciter la DIRAP pour une sécurisation le plus en amont possible des procédures soumises à la réglementation de la commande publique. La DIRAP peut donc ainsi alerter sur les bonnes pratiques, sur les écueils à éviter, sur les potentielles corrections financières appliquées en cas de constat d'irrégularité, ainsi que sur les bonnes pratiques qui permettent de les éviter.

L'aide européenne pour le projet ne sera programmée qu'après analyse de toutes les procédures intégrées dans l'exécution du projet jusqu'à l'étape d'analyse des offres.



➤ **Lors du dépôt du dossier pour la programmation de l'aide :**

Afin de faciliter la transmission du dossier, et le traitement par le SI avant saisine de la DIRAP, plusieurs étapes sont à respecter par le porteur :

- Il faut bien renseigner les annexes marchés publics pour une meilleure identification des procédures passées pour chaque dépense à contrôler.
- Il faut fournir toutes les pièces des consultations jusqu'au choix du prestataire.
- Il faut déposer un dossier avec toutes les pièces des marchés publics selon le plan de classement fourni par la Région.

➤ **En préparation de la certification des dépenses**

Afin de fluidifier la partie certification des dépenses, avant le paiement de l'aide, il est impératif de préparer et de présenter une demande de paiement la plus complète et précise possible avec :

- Les annexes marchés publics mises à jour ;
- Toutes les pièces du reste de la procédure ainsi que de l'exécution des marchés concernées par la demande de paiement, rangées selon le plan de classement fourni par la Région.
- Une identification précise des marchés en lien avec les remontées de dépenses (par exemple indiquer dans l'état récapitulatif des dépenses acquittées votre référence de marché, du bon de commande ou de la facture concernés).

Le versement de l'aide ne peut intervenir sans vérification de la bonne exécution des marchés concernés.

Les bonnes pratiques

- Il faut bien identifier les marchés publics en lien avec les dépenses présentées : c'est un gain de temps dans le traitement du dossier et cela évite des allers-retours avec vous.
- **Il faut bien identifier le bon interlocuteur en matière de commande publique au sein de votre structure avant le dépôt du dossier pour les échanges avec la DIRAP.**



NB : *Nombre de cas de corrections financières sont régularisables (sous réserve de production des pièces, des justificatifs ou argumentaires), il est donc important d'être prêt à répondre aux demandes de pièces ou interrogations de la DIRAP aux différentes étapes de l'instruction, parfois dans un délai très court surtout pour l'étape de programmation.*

- Il faut garder une traçabilité accrue sur les procédures mises en place en raison de la présence du cofinancement, dès le 1^{er} euro dépensé.
- Il faut avoir une traçabilité précise du mode du choix du prestataire.
- Il faut prévenir les potentielles situations de conflit d'intérêt et prévoir une procédure de déport en cas de suspicion de conflit dans la procédure de préparation, de sélection du prestataire ou d'attribution du marché.



La DIRAP met à votre disposition des outils de compréhension des procédures de contrôle

- Les Annexes MP : ce sont les annexes dans le dossier de demande à remplir pour faciliter l'identification et les contrôles des procédures pour les dépenses cofinancées ;
- L'aide à la complétude : c'est une notice d'aide à la complétude pour comprendre les documents attendus et les informations requises pour la bonne compréhension et un contrôle efficace des dépenses cofinancées ;
- Le Guide de présentation du contrôle et des bonnes pratiques – *en cours de rédaction*.

Les erreurs les plus fréquemment constatées

- Non-respect des mesures de publicité et de mise en concurrence ;
- Absence de traçabilité des modalités de choix du prestataire pour les dépenses de faibles montants (sourcing, copie de catalogue, sollicitation de devis etc.) ;
- Absence de motivation de l'analyse des offres et de la notation appliquée ;
- Modification des critères / sous critères ou/et de leur pondération ;
- Non-respect de l'obligation de dématérialiser la procédure (profil acheteur) ;
- Facturation antérieure à l'émission du bon de commande ;
- Modification du marché initial sans avenant régulier ou modifications trop importantes ;
- Absence d'acte de sous-traitance ou facturation antérieure à l'acte ;
- Absence de factures de sous-traitants ;
- Absence d'affermissement formalisée des tranches optionnelles.

La commande publique est une matière difficile à appréhender, mais la DIRAP vous accompagne pour en faciliter la compréhension et la mise en pratique dans les dossiers cofinancés afin d'en faciliter la gestion. Notre objectif commun est de programmer et certifier au mieux, de manière fluide.

Les opérations collaboratives

L'opération collaborative ou « projet multipartenaire » est une opération réalisée par un groupe d'acteurs travaillant en partenariat pour mise en œuvre d'une opération commune et où chaque partenaire participe à la mise en œuvre de celle-ci de manière opérationnelle et financière.

Dans le cadre d'une opération collaborative, l'autorité de gestion contractualise l'attribution de la subvention avec un bénéficiaire coordinateur, que l'on appelle « chef de file ». Ce chef de file va porter la demande de subvention au nom de plusieurs partenaires. Il est donc l'interlocuteur principal de l'autorité de gestion et recevra l'aide européenne, qui sera ensuite reversée aux différents partenaires.

Dans ce cadre, le chef de file mutualise les budgets et les plans prévisionnels de chacun des partenaires. Au sein du partenariat, il est demandé au chef de file de signer une convention avec ses partenaires, qui vient préciser le plan de financement de l'opération, les obligations respectives des signataires, les modalités de reversement de l'aide et de traitement des litiges ainsi que les responsabilités des parties en cas de procédure de recouvrement d'indus. Cette convention devra être annexée à l'acte attributif de l'aide.

Pour la programmation 2021-2027, certaines actions n'autorisent pas les opérations collaboratives : il est conseillé de se référer à l'item « bénéficiaires éligibles » de chaque fiche action pour voir si ce montage est possible.



La spécificité du Fonds pour une Transition Juste (FTJ)

Le Fonds pour une Transition Juste est un nouveau fonds européen de la période de programmation 2021-2027 issu du Mécanisme pour une Transition Juste (MTJ) du Pacte vert pour l'Europe dont l'objectif est d'atteindre la neutralité climatique à l'horizon 2050.

Il vise à soutenir un nombre limité de territoires européens pour « permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques et environnementales de la transition vers une économie neutre pour le climat ».

A partir du processus national de transition vers les objectifs climatiques et énergétiques de 2030 et de neutralité climatique de 2050, le FTJ soutient les territoires les plus négativement affectés par le processus de transition sur la base des impacts économiques et sociaux consécutifs, à travers le financement de projets de diversification économique et d'accompagnement social.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ont été identifiés comme territoires éligibles pour ce nouveau fonds.

Les conditions favorisantes

Les programmes opérationnels 2021-2027 comportent une série de « conditions favorisantes » devant être remplies afin de pouvoir mobiliser les fonds européens correspondants. Elles sont la continuation du principe des conditions ex ante introduites pour la programmation 2014-2020.

Elles sont de deux ordres :

- Les conditions horizontales portent sur les thématiques des marchés publics, des aides d'État, de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et de la Convention des Nations Unies sur les Personnes handicapées.

Leurs principes doivent être respectés par tous les projets. Le travail de l'autorité de gestion contribuera à le vérifier.

- Les conditions thématiques portent sur certains objectifs spécifiques du programme.

Le programme est concerné par neuf conditions thématiques relatives à : la stratégie de spécialisation intelligente, la rénovation énergétique, la gouvernance du secteur de l'énergie, les énergies renouvelables, le risque de catastrophes naturelles, la gestion des déchets, la préservation de la biodiversité, le marché du travail et le système d'éducation.

Les projets entrant dans ces priorités doivent respecter les textes de référence repris dans le programme. Le travail de l'autorité de gestion contribuera à le vérifier.



Les modalités de sélection des opérations

Dans chaque fiche-action, il est précisé les modalités de sélection des dossiers.

Sur cette programmation, deux principales modalités de sélection pour les subventions sont retenues :

- La sélection au « fil de l'eau » : la sélection est ouverte tout le long de la programmation, dans la limite des enveloppes financières mobilisables et les porteurs peuvent déposer leur demande d'aide à tout moment, se basant sur la fiche-action présente dans le DOMO, notamment sur les critères d'éligibilité et sur les critères de sélection.
- La sélection par appels à projets : la sélection se fait sur la base d'un appel à projets, qui vient préciser, en plus de la fiche action DOMO, les actions éligibles, les critères d'éligibilité et de sélection pour cet appel à projets. Les critères des appels à projets peuvent être plus restrictifs que les actions présentées dans le DOMO. Les appels à projets sont publiés sur le site Europe en Hauts-de-France tout au long de la programmation.

On distingue deux types d'appels à projets :

- Les appels à projets ponctuels : une fois l'appel à projets publié, les porteurs ont une durée limitée pour déposer leur demande de subvention.
- Les appels à projets permanents : l'appel à projets est publié durant toute la durée de programmation, il n'y a pas de durée limitée pour y répondre et déposer une demande de subvention. Par rapport à la sélection au « fil de l'eau », les appels à projets permanents peuvent être plus restrictifs que la fiche-action pour favoriser le dépôt d'opérations permettant l'atteinte des objectifs du programme.

Dans chaque appel à projets, il sera précisé s'il s'agit d'un appel à projets ponctuel ou permanent.

Afin d'être sélectionnées, les opérations, dans le cadre du dossier de demande d'aide devront démontrer leur lien avec la stratégie du programme, leur réponse aux objectifs recherchés ainsi que leur cohérence avec les différents schémas régionaux prévus dans le programme.

Les fiches actions déterminent les exigences minimums de sélection auxquels l'ensemble des projets devront répondre ; en fonction du type d'investissements et de la méthodologie de sélection mise en œuvre, les critères seront hiérarchisés.

Il est conseillé de se rapprocher du Service Instructeur en amont du dépôt du dossier ou de la candidature à l'appel à projets pour toute précision nécessaire sur ces différents éléments listés ci-dessus.



NB : lors de la contractualisation, certaines subventions peuvent faire l'objet d'une avance, c'est-à-dire qu'elle peut être versée partiellement lors du conventionnement. Il convient de se rapprocher du service instructeur lors de l'instruction pour voir si cette option est possible.



III. LES OBLIGATIONS DU PORTEUR

Les recommandations pour bien mettre en oeuvre son opération

Afin de garantir la bonne mise en œuvre de votre opération, il est impératif de respecter les conditions suivantes. Celles-ci seront vérifiées dans le cadre des échanges avec le service instructeur lors de la phase d'instruction. Le suivi de ces recommandations est essentiel pour la bonne gestion et la bonne mise en œuvre de votre opération :

- *La capacité administrative de votre structure* : il est fortement recommandé de désigner au sein de votre structure une équipe dédiée au projet, qui pourra suivre la mise en œuvre du projet mais aussi être les interlocuteurs de la Région, lors des phases d'instruction, de conventionnement, de remontée des dépenses et de contrôles. En fonction de la nature du projet, le temps passé par ces personnes pourra être valorisé en dépenses directes de personnel ou en dépenses indirectes, couvertes par une option de coûts simplifiés. Sur ce point, vous êtes invités à vous rapprocher du service instructeur au moment du dépôt de votre demande.
- *L'attention portée aux cofinancements européens valorisés dans votre opération* : une même dépense valorisée ne peut pas être deux fois cofinancée par les fonds européens. Il convient de faire donc attention aux cofinancements mobilisés.
- *L'engagement des cofinanceurs* : lorsque vous construisez le plan de financement de votre opération et au moment de la demande, si votre opération bénéficie de plusieurs cofinancements, il est attendu de transmettre les notifications de décision d'attribution ou à défaut les lettres d'intention des aides publiques ou privées obtenues sur l'opération.
- Pour les opérations comportant des travaux, il est conseillé de garder en tête les délais pour obtenir les autorisations nécessaires à la conduite des travaux : maîtrise foncière, permis de construire, études d'impact, autorisations environnementales... Ces éléments vous seront demandés lors du dossier pour vérifier notamment la pérennité de l'opération.
- Pour les opérations soumises au Code de la Commande publique, il est nécessaire de fournir au moment de l'instruction toutes les étapes jusqu'à l'analyse des offres. A chaque remontée de dépenses est attendu le reste de la procédure jusqu'à la dernière pièce d'exécution du marché.

Les obligations de communication et de publicité : pensez à préparer la communication sur le financement européen !

En sollicitant une demande de subvention européenne, vous vous engagez à remplir un certain nombre d'obligations, celle de la communication sur le financement européen en fait partie.

Anticipons ensemble !

L'action de l'Europe au profit des habitants, de l'économie et de l'environnement est trop méconnue. En faisant de la publicité du co-financement européen une obligation contractuelle, l'Union européenne



veut rendre plus visible par le public son action et ses résultats. C'est une opportunité également d'augmenter la notoriété de votre projet au niveau régional, national et également européen !

➤ **Où trouve-t-on les éléments demandés ?**

Le détail des attendus est accessible dans :

- le [règlement européen portant disposition communes](#)
- la convention d'attribution de l'aide européenne
- le guide des obligations de communication à l'attention des porteurs de projets.

A consulter sur :
www.europe-en-hautsdefrance.eu

1. *Pourquoi anticiper ?*

La communication sur le financement européen doit faire l'objet d'une attention particulière à double titre :

- Une rubrique est à remplir dans E-Synergie lors du dépôt de la demande de subvention ;
- Le non-respect de cette obligation entraîne une sanction de 3% du montant total du projet.

Dès que vous établissez votre dossier de demande vous devez :

- Repérer les différents supports sur lesquels vous devrez faire apparaître les mentions obligatoires (affichage, site web, journal interne / externe, réseaux sociaux), les différents publics que vous devez informer de ce financement (prestataires, membres de comité de pilotage, bénéficiaires directs, ...)
- Envisager les opportunités de prises de vue (photos, capsules vidéo...) pour alimenter votre communication et la promotion de votre projet sur les outils de la Région et de la Commission Européenne
- Organiser un événement spécifique (inauguration par exemple), qui est une action obligatoire pour les projets de plus 10 millions de coût total et les projets identifiés « opération d'importance stratégique »

Opération d'importance stratégique

Nouveauté de la programmation 2021-2027 ce sont des projets qui sont identifiés comme contribuant significativement à l'atteinte des objectifs européens sur le territoire. Ces projets ont des obligations supplémentaires et suscitent un grand intérêt de la Commission Européenne pour promouvoir les effets positifs de la politique de cohésion.

Anticiper vous permettra de justifier du respect de cette obligation dès la première demande de paiement de la subvention si le financement européen est accordé.

2. *Pas de panique ! La Région vous accompagne !*

Pour vous aider, la Région met à disposition un service d'appui :

- Les obligations de publicité font l'objet de vérifications régulières à chaque demande de paiement, cela permet si besoin de procéder sur conseils du service en charge de votre dossier à des ajustements.
- Le guide à l'attention des porteurs de projets explique et illustre les modalités qui peuvent être mises en œuvre, notamment avec des gabarits prêts à l'emploi.
- Un contact privilégié accessible via europe@hautsdefrance.fr pour configurer avec vous un plan de communication adapté et vous accompagner par la vérification de vos supports de



communication (panneaux de chantier, affichage permanent, etc.) avant transmission au service instructeur.

Le respect des principes horizontaux

La politique de cohésion adoptée par le Parlement européen en 2021 a pour objectifs une Europe plus intelligente, verte, connectée, sociale et proche des citoyens. Pour contribuer à atteindre ces objectifs, la Commission européenne prévoit le respect de trois principes horizontaux dans le cadre de l'utilisation des fonds européens structurels d'investissement. Ces principes sont communs à l'ensemble des politiques de l'Union européenne.

Les projets soutenus au titre du programme régional Hauts-de-France sont soumis au respect de ces principes horizontaux et doivent concourir à l'atteinte de ces principes, de façon :

- **directe** : il s'agit de l'objet même du projet ou de l'un de ses objets ;
- **indirecte** : il ne s'agit pas du cœur du projet, mais son contexte général et/ou la structure bénéficiaire y concour(en)t.

L'égalité entre les femmes et les hommes

L'article 9 du règlement cadre (UE) n°2021/1060 relatif aux fonds européens structurels et d'investissement précise « *Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.* »

Exemples de contributions directes	Exemples de contributions indirectes
<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des actions du projet sont ouvertes aux femmes et aux hommes; - L'implication des femmes dans des activités « traditionnellement » réservées aux hommes est favorisée; - Le nombre de femmes et d'hommes bénéficiaires du projet est étudié et comparé au nombre total de bénéficiaires potentiels; - Les affiches ou plaquettes du projet présentent une répartition équitable entre les femmes et les hommes (valorisation par exemple des femmes dans des métiers souvent représentés comme plutôt masculins); - L'accès des femmes à la création d'entreprises est favorisé; - L'accès des femmes à la formation et à la qualification est favorisé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conciliation entre vie professionnelle et vie de famille; - Répartition équilibrée des emplois entre les femmes et les hommes; - Forte implication des femmes dans le montage du projet; - Politique interne de lutte contre les stéréotypes; - Actions de sensibilisation.



Le développement durable

L'article 9 du règlement cadre (UE) n°2021/1060 relatif aux fonds européens structurels et d'investissement précise « Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à ne pas causer de préjudice important. »

Exemples de contributions directes	Exemples de contributions indirectes
<ul style="list-style-type: none"> - Le projet favorise les transports alternatifs - Le projet fait l'objet d'un bilan carbone; - Le projet est étudié au regard des effets sur le changement climatique; - Le projet contribue à produire ou diffuser des connaissances sur le changement climatique, la protection de la biodiversité ou des ressources naturelles; - Le projet préserve ou valorise le patrimoine naturel; - Le projet intègre des enjeux liés au changement climatique (réduction des déplacements ou limitation des approvisionnements, réduction d'énergie fossile, production d'énergie de source renouvelable); - Le projet a bénéficié d'un accompagnement sur le sujet environnemental (avis d'experts environnementaux ADEME, DREAL, Agence de l'eau, bureaux d'études). 	<ul style="list-style-type: none"> - Les procédures d'achat (marchés publics par exemple) comportent des clauses responsables; - Les circuits courts sont favorisés pour tous types d'approvisionnements; - Une démarche générale en faveur de l'environnement a été initiée (certification écolabel ou équivalent); - Une démarche de réduction de la consommation a été initiée dans un domaine spécifique (gaz, électricité, eau, déchets).

Plus précisément, le principe du « Do not Significant Harm » correspond au respect des objectifs européens en matière environnementale. Il s'agit de mettre en conformité les investissements, réformes, législations qui auraient un impact important sur l'environnement avec la stratégie environnementale de l'Union européenne. Le principe a pour origine le **Règlement 2020/852** dit « taxonomie 2020 ».

S'agissant de son champ d'application, dans le cadre de la mise en œuvre des fonds européens, l'article 9 du Règlement (UE) 2021/1060 relatif aux **dispositions communes, établit le principe du DNSH (Do Not Significant Harm, soit « ne pas causer de préjudice important » en français), comme principe horizontal**. Il mentionne l'impossibilité de financer des projets qui auraient un impact négatif sur l'environnement.



Ainsi, les projets cofinancés sur le programme 2021-2027 doivent concourir à mettre en œuvre les 6 objectifs environnementaux de l'Union européenne :

- 1) **L'atténuation du changement climatique** par la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- 2) **L'adaptation au changement climatique** par la réduction baisse du nombre des projets ayant une incidence négative sur le climat actuel, aussi bien dans le cadre de leur réalisation que de leur évolution.
- 3) **L'utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines** pour une préservation du potentiel écologique et de l'état général des masses d'eau.
- 4) **L'économie circulaire, la prévention et le recyclage des déchets** par des activités efficaces dans l'utilisation des énergies renouvelables, des matières premières et dans la production de déchets.
- 5) **La prévention et la réduction de la pollution dans l'air, le sol et l'eau.**
- 6) **La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes** par la conservation des habitats et des écosystèmes des espèces présentant un intérêt pour l'Union européenne.

Les autorités de gestion des programmes FEDER-FSE+-FTJ sont soumises à la réalisation d'une évaluation stratégique environnementale (ESE) validée par l'autorité environnementale dont l'objectif est d'éviter les incidences notables des plans et programmes sur l'environnement par des mesures d'atténuation. La méthodologie de ces évaluations permet de justifier que la réalisation de 4 objectifs sur 6 (objectifs n°1 ; 3 ; 5 et 6) a été analysée.

Pour les objectifs n°2 (l'adaptation au changement climatique) et 4 (l'économie circulaire), un **référentiel national** a été déployé par l'ANCT en collaboration avec les autorités de gestion, dans le cadre de la définition de leur Programme Régional. Ce référentiel permet aux autorités de gestion de déterminer si une évaluation de fond de la mesure est nécessaire. Pour cela, 3 conditions exonératoires peuvent justifier l'absence de cette étape :

- La mesure a une **incidence prévisible nulle ou négligeable** sur l'objectif environnemental.
- La mesure est suivie car elle **soutient à 100% un objectif de changement climatique** ou environnemental.
- La mesure « **contribue de manière substantielle** » à un **objectif environnemental**, conformément au règlement « taxonomie ».

Cette analyse est en annexe du Programme régional.

Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si l'autorité de gestion estime que les conditions exonératoires ne sont pas remplies pour un projet, le porteur doit fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.

Il s'agit de réaliser sa propre auto-évaluation en se référant au besoin à la législation en vigueur. Les impacts directs lors de la mise en œuvre du projet et indirects survenant lors de l'utilisation du projet et suffisamment prévisibles et pertinents, doivent être mentionner. L'absence de réponse par le candidat peut entraîner la non-éligibilité du projet ou l'irrégularité de l'offre soumise.



L'égalité des chances et la non-discrimination

L'article 9 du règlement cadre (UE) n°2021/1060 relatif aux fonds européens structurels et d'investissement précise « Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes. »

Exemples de contributions directes	Exemples de contributions indirectes
<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'actions particulières à destination des publics défavorisés parmi le public touché (lieux, tarifs, services, accès); - Facilitation de l'embauche de publics défavorisés; - Mise en place d'actions d'accompagnement, d'accueil de publics défavorisés; - D'une manière générale, le porteur du projet a réfléchi à la participation potentielle de personnes handicapées aux différentes actions du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le CV anonyme est mis en place; - La structure emploie/recrute des personnes en insertion ou éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée); - Mise en place en interne d'actions spécifiques pour lutter contre toutes les formes de discriminations (CV anonyme, Label de la diversité).

La saisie des champs relatifs aux principes horizontaux dans la demande de subvention

Pour chaque principe horizontal, à l'aide des éléments indiqués précédemment, il convient d'auto-évaluer son projet et les actions menées par sa structure pour y contribuer, en s'aidant de la grille d'appréciation ci-dessous :

Propositions d'appréciations	Définitions des appréciations
Non pertinent	Principe non pris en compte dans le projet car la nature du projet ne permet pas d'agir sur le principe horizontal concerné
Faible	Principe faiblement pris en compte dans l'organisation de la structure ou dans le projet, qui ne répond pas directement au principe correspondant (ex : le développement durable dans un projet de formation)
Moyen	Le projet ne répond pas directement au principe correspondant mais le porteur a mis en œuvre suffisamment d'actions permettant d'y répondre de façon concrète.
Fort	Contribution directe du projet : l'argumentaire présente des exemples concrets et suffisamment nombreux. Le porteur met en place des initiatives innovantes qui contribuent au principe correspondant.



Le suivi des participants (uniquement sur le FSE+)

Pourquoi assurer un suivi des participants ? Mes obligations en tant que porteur de projet

En raison de la nécessité de démontrer l'efficacité des politiques européennes, il devient impératif de prouver la performance, la valeur ajoutée et l'impact des initiatives financées par le FSE+. Dans ce cadre, le suivi et l'évaluation jouent un rôle clé.

En tant que porteur de projet, vous êtes dans l'obligation de :

- Assurer le suivi individuel de chaque participant. Cette démarche fait en effet partie intégrante de la vie de l'opération.
- Collecter au fil de l'eau et restituer des données de qualité et utiles, de manière à contribuer à un pilotage efficace du programme
- Saisir les données requises de manière dématérialisée dans l'outil FSE+ en cours de déploiement au niveau régional, selon le rythme défini et dans les délais impartis, le cas échéant
- Assurer la visibilité du FSE+ (information et publicité)

Cette remontée d'information permet de disposer en continu de données relatives aux réalisations et résultats des opérations.

Quand ?	<ul style="list-style-type: none"> - dès l'entrée du participant dans l'action ; - dès la sortie du participant de l'action et dans un intervalle de 4 semaines après la date de sortie ; - 6 mois après la date de sortie
Quoi ?	<ul style="list-style-type: none"> - dès données personnelles relatives à chaque participant ; - la situation du participant à l'entrée ; - la situation du participant à la sortie
Comment ?	<ul style="list-style-type: none"> - soit par la saisie directe dans le module <i>Suivi des participants</i> du SI, accessible dès que l'opération est déclarée recevable ; - soit par l'importation des données via un fichier Excel
Outils (à préciser par le SI)	<ul style="list-style-type: none"> - le questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une action cofinancée par le FSE+ ; - la notice d'utilisation du questionnaire ; - le fichier Excel d'import des données ; - le document technique d'import des données ; - le guide pour le suivi des participants FSE+



L'article 97.1.b) du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24.06.2021 prévoit une suspension de paiement en cas d'« insuffisance grave », sans pour autant préciser spécifiquement un défaut de qualité et/ou de fiabilité du système de suivi ou des données relatives aux indicateurs communs et spécifiques.

Par conséquent, la fiabilité des données renseignées par le porteur fera l'objet d'un contrôle approfondi à tous les niveaux de contrôle et d'audit. Au stade du contrôle de service fait, la vérification des données pourra conditionner le remboursement du cofinancement.

Les données, recueillies et saisies par les porteurs de projet, servent au calcul d'indicateurs.

Qu'est-ce-qu'un participant ?

Pour la Commission européenne, est participant une personne qui bénéficie directement d'une intervention du FSE+ (bénéficiaire final que l'opération FSE+ est censée aider).

Seules les personnes :

- qui peuvent être identifiées,
- pour lesquelles il est possible de recueillir les données personnelles
- et pour qui des dépenses sont rattachées,
- doivent être enregistrées en tant que participants.

Les personnes qui bénéficient du FSE+ de manière indirecte ne sont donc pas des participants. Cela concerne par exemple les actions collectives de sensibilisation, d'information dans des amphithéâtres. De même, une personne bénéficiant d'une action individuelle de conseil anonyme sous forme de guichet sans prise de rendez-vous et en libre-service, ne peut être considérée comme un participant.

L'objectif du FSE+ est en effet de financer des actions dont l'intervention contribue à améliorer la situation des participants ; la logique d'intervention, qui induit des indicateurs de résultat traduisant un changement de situation, traduit bien cette idée.

Par ailleurs, si une personne est bien identifiable et bénéficie directement du FSE+ mais que l'opération n'a duré qu'une journée ou moins (date de sortie = date d'entrée), alors elle n'est pas considérée comme un participant. En effet, il n'est dans ce cas pas possible de qualifier la sortie ni la valeur ajoutée de l'intervention. La durée du participant dans l'opération doit donc être supérieure à 1 jour pour qu'il soit comptabilisé (date de sortie > date d'entrée).

Toutes les actions (guichet téléphonique, accueil anonyme, actions de sensibilisation, campagnes de publicité, séminaires) qui ne permettent pas de recenser les informations des participants au niveau individuel, ni leurs résultats, ne doivent pas renseigner les données relatives aux participants. En effet, la plupart de ces actions donnent lieu à une participation passive et à un soutien de courte durée.

Principe de comptage des participants

Principe

Un participant = une opération

Règle

Un participant ne peut pas participer deux fois à la même opération, mais il peut participer successivement ou simultanément à deux opérations différentes.



Situation	Règle
Le participant entre dans l'opération et la quitte plusieurs fois.	On ne l'enregistre qu'une seule fois. Ainsi un participant peut entrer à nouveau dans une opération, mais cette nouvelle entrée ne sera pas comptabilisée. L'opérateur reprendra la même fiche participant, ne modifiera pas les blocs « coordonnées » et « données à l'entrée » (qui resteront les données saisies lors de la première entrée), et pourra par contre modifier les données à la sortie correspondant à sa nouvelle sortie.
Une personne participe à plusieurs actions dans une même opération.	<p>La date d'entrée est celle de l'entrée dans la première action, la date de sortie correspond à celle de la dernière action.</p> <p>Le suivi des indicateurs, entités et participants, se fait à l'échelle de l'opération.</p> <p>Quand il y a plusieurs actions, cela ne modifie pas ce principe de comptage. En effet, il faut considérer l'entrée dans la première action de l'opération comme l'entrée dans l'opération et, pour un participant donné, la sortie de la dernière action comme la sortie de l'opération. Par prudence, il est préférable de noter chaque sortie d'action en actualisant à chaque fois les informations (date de sortie, situation à la sortie et résultats à la sortie). A défaut, les informations sur la sortie du participant pourraient ne pas être saisies lorsque ce dernier quitte l'opération entre deux actions.</p>
Une personne quitte une opération et entre dans une nouvelle opération.	Elle devient un nouveau participant et doit être enregistrée en tant que tel dans le système.
Un participant est engagé dans plusieurs dispositifs, par exemple sur un accompagnement global et sur un accompagnement spécifique.	<p>Chaque participant qui participe à chaque opération FSE+ doit être saisi dans le système d'information. S'il participe à deux opérations FSE+ différentes, il doit être saisi deux fois et sera comptabilisé deux fois.</p> <p>C'est par exemple le cas de l'accompagnement global mis en œuvre par Pôle emploi pour le compte des conseils départementaux. Si le conseil départemental conduit une opération FSE+ en parallèle pour lever des freins à l'emploi pour le même participant, alors ce département devra saisir les données le concernant pour cette opération.</p> <p>Un participant peut donc participer à deux opérations différentes portées par deux opérateurs différents ou par un même opérateur, de manière successive ou simultanée. Par exemple: un opérateur propose un accompagnement ciblé social-santé au participant, et un autre opérateur propose un accompagnement ciblé accès à l'emploi. Le participant sera comptabilisé deux fois dans l'outil FSE+ dès lors qu'il s'agit de deux conventions différentes.</p> <p>Attention, chaque porteur de projet est responsable de sa saisie et il ne faut pas attendre de l'outil FSE+ la possibilité de simplifier cette comptabilisation. Le suivi est réalisé au niveau de chaque opération : il n'y a pas d'identifiant unique des participants au-delà de chaque opération.</p>



Participant engagé dans une opération pluri annuelle	La durée de l'opération n'influence pas les modalités de décompte des participants qui sont comptabilisés par opération FSE+. La collecte des données des participants doit se faire au fil de l'eau, dès la recevabilité du dossier, donc indépendamment de la nature de la convention (annuelle ou pluriannuelle). Les données doivent avoir été saisies au plus tard au moment du bilan final. Il n'y a aucune donnée à renseigner au 31 décembre, sauf si c'est le jour de la date de sortie du participant de l'action cofinancée.
Participant à cheval sur deux conventions annuelles	La comptabilisation des individus est opérée pour chaque opération (convention) à laquelle ils participent. En conséquence, un participant qui prolonge son parcours dans le cadre d'une nouvelle convention doit être repris en tant que participant sur l'opération qui la finance, en tant que « stock » de participants. La totalité des données le concernant doivent être saisies à nouveau (ou importées), en tenant compte des changements éventuels de situation à l'entrée, notamment pour le statut au regard du marché du travail. Comme le numéro d'identifiant généré par l'outil FSE+ est à chaque fois différent, l'outil FSE+ ne peut reporter automatiquement les informations dans une autre opération.



NB : l'éligibilité du participant s'appréciant à son entrée dans l'opération (et non à son entrée dans l'accompagnement), l'opérateur devra s'assurer que la personne est toujours éligible à son entrée dans la seconde opération.

Les conditions de collecte des données relatives aux participants aux actions

Modalités de collecte

Les bénéficiaires ont la responsabilité de la collecte des données et de leur saisie dans l'outil FSE+.

Il y a deux modalités de saisie dans l'outil FSE+

- soit la saisie directe de chaque fiche participant,
- soit l'importation de fichiers Excel pour un grand nombre de participants d'une opération, tant pour les données relatives à la situation à l'entrée dans l'opération que pour celles relatives à la situation à la sortie immédiate. L'importation de fichiers Excel doit, de préférence, être réservée aux fichiers d'au moins 100 participants. En effet, il s'agit d'une opération relativement exigeante en termes de format des données et il faut souvent plusieurs tentatives pour qu'elle soit couronnée de succès. Sur quelques dizaines de participants, le gain de temps n'est pas acquis par rapport à une saisie directe.

Confidentialité

Les données relatives aux indicateurs FSE+ sont requises par le Règlement (UE) 2021_1057 relatif au fonds social européen + (FSE+) et ont un caractère obligatoire. En vertu de la loi informatique et liberté de 1978, le participant dispose d'un droit d'accès et de rectification des données collectées. Le plus souvent c'est le participant qui donne les informations le concernant. Les données saisies dans l'outil FSE+ seront utilisées de façon anonyme à des fins de suivi et d'évaluation des opérations soutenues par le FSE+.



Données minimales

Un participant qui ne pourra pas être identifié (Nom, Prénom, date de naissance, sexe, lieu de naissance, date d'entrée) ne pourra pas être pris en compte pour établir la liste des participants de l'opération. Ces données sont obligatoires pour établir la liste des participants. Si les autres données comme le statut sur le marché du travail, le niveau d'éducation ou la situation du ménage à l'entrée sont manquantes, alors le participant ne peut pas être compté au niveau des indicateurs de suivi de l'opération. Le bénéficiaire s'expose, le cas échéant, à des corrections financières. Enfin, si les données sont incomplètes pour un nombre significatif de participants, alors c'est la fiabilité et la qualité des données de l'opération qui peuvent être mises en cause, notamment lors du contrôle de la qualité des données réalisé par les gestionnaires (visite sur place en particulier).

Le délai et la temporalité de la collecte et de la saisie

Il convient de saisir au plus tôt les données pour assurer un suivi de qualité de chaque opération à tout instant.

La saisie des données à l'entrée dans l'action

Chaque participant entrant dans une opération doit être enregistré, y compris les participants qui abandonnent une opération avant son terme. La date d'entrée doit être la date réellement constatée et non la date prévue ou programmée. En cas de retard dans la saisie, un message d'alerte est généré automatiquement. Au plus tard, les données doivent être saisies à l'occasion d'un bilan final. A défaut, une correction forfaitaire pourra être appliquée.

La saisie des données à la sortie

Les données sur les sorties doivent rendre compte de la situation du participant à la sortie immédiate, c'est-à-dire entre le moment où la personne quitte l'action (date de sortie) et la quatrième semaine qui suit l'événement, indépendamment du fait que le participant a été au terme de l'action ou non. Autant que possible, les données doivent être saisies au fil de l'eau.

Pour valider le formulaire afin que le participant soit pris en compte pour les indicateurs de suivi, vous devez obligatoirement saisir la date de sortie et au moins un type de sortie. S'il n'est pas possible de joindre le participant (par exemple, en cas d'abandon), sa fiche restera incomplète et le participant ne sera pas comptabilisé pour le suivi des indicateurs.

Les indicateurs

Les indicateurs sont les principaux outils du suivi et de la performance du programme. Ils permettent d'observer la mise en œuvre du programme grâce à la production en continu de données quantitatives. Le suivi des indicateurs permet de vérifier que la mise en œuvre est conforme aux cibles fixées au début de la programmation.

On distingue deux types d'indicateurs :

- Les indicateurs de réalisation : ils mesurent la mise en œuvre des actions
- Les indicateurs de résultat : ils mesurent les effets attendus des actions financées.

Lorsqu'une action est encadrée par des indicateurs, ceux-ci sont précisés dans la fiche action.



IV. LES FICHES ACTIONS

A. OBJECTIF STRATEGIQUE 1 – OS 1

Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique innovante et intelligente et de la connectivité régionale aux TIC

Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1					
Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe					
Type d'action 1	Type d'action 2	Type d'action 3	Type d'action 4	Type d'action 5	Type d'action 6
Soutien à l'ouverture et à l'internationalisation des laboratoires	Financer les projets d'entreprises et de laboratoires publics reconnus d'excellence européenne	Soutien aux infrastructures de recherche et aux équipements scientifiques structurants du territoire (hors bâtiments)	Soutien et développement des partenariats publics-privés	Amplifier la valorisation de la recherche ouverte	Renforcer l'animation de l'écosystème régional de l'innovation et de la valorisation économique de la recherche

Priorité 2



Création et accélération des entreprises

Objectif Spécifique - OSpé 1.3			
Renforcer la croissance et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs			
Type d'action 1	Type d'action 2	Type d'action 3	Type d'action 4
Promotion du système entrepreneurial afin de développer l'envie d'entreprendre en Région	Accompagnement en faveur de la création ou reprise d'entreprises	Favoriser l'amorçage, l'accélération et le développement des entreprises	Animation et coordination des acteurs de l'entrepreneuriat, de la création et de la digitalisation des entreprises

Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique - OSpé 1.2			
Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics			
Type d'action 1	Type d'action 2	Type d'action 3	Type d'action 4
Financer les investissements numériques des PME pour améliorer leur compétitivité	Développer l'offre régionale de services numériques d'intérêt public via des projets et plateformes mutualisées	Accompagner le développement des Smart Territoires	Accompagner le développement des technologies émergentes dans les services d'intérêt public

Objectif Spécifique - OSpé 1.3			
Renforcement de la compétitivité des PME			
Type d'action 1	Type d'action 2	Type d'action 3	Type d'action - 4
Accompagner les entreprises dans leurs choix stratégiques de développement	Accompagnement visant à renforcer les filières, les partenariats et les synergies entre les entreprises	Soutien au développement et à l'industrialisation des projets d'Innovation et de R&D des entreprises, et notamment aux projets collaboratifs	Soutenir la performance et la transition industrielle des PME, petites ETI





La Stratégie de spécialisation intelligente (« smart specialization strategy »)

Pour la programmation 2021-2027, l'Union européenne a demandé à toutes les régions d'Europe d'élaborer une « stratégie de spécialisation intelligente » (S3) pour la recherche et l'innovation sur leur territoire.

Le principe de la S3 est simple : chaque région doit concentrer ses ressources sur les domaines d'innovation pour lesquels elle a les meilleurs atouts par rapport aux autres régions européennes. Dans toute l'Europe, les administrations, les entreprises, les centres de recherche et les universités ont donc collaboré pour identifier au sein de leur région les secteurs d'activité dont le potentiel de croissance est le plus prometteur.

La S3 Hauts de France a retenu :

- **7 Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) :** Mobilités, Santé Alimentation – Bioéconomie – Industries Créatives – Matériaux – Energies – Numérique, robotique,
- **et 8 pistes de spécialisation :** Ambition Maritime - Bioraffinerie et bioressources durable - Image, contenus et médias interactifs - Economie circulaire et nouvelles fonctionnalités des matériaux - Efficacité énergétique décarbonée - Intelligence artificielle embarquée - Santé de précision et maladie civilisationnelles - Transition sociétale et maîtrise des risques.

Chaque thématique est animée par une instance ad hoc (bureau de DAS ou Groupe de Suivi de Projet (GSP) par DAS), regroupant des acteurs académiques et économiques.

La S3 Hauts de France a choisi également de mettre en œuvre 5 axes transversaux, la plupart doté d'un Comité de Pilotage (COPIL) :

- pour faire évoluer les pratiques vers plus d'entrepreneuriat et de prise d'initiative,
- pour renforcer le potentiel de recherche public et privé et les pratiques de valorisation et de transfert (REVER),
- pour renforcer les partenariats avec les ressources d'excellence d'autres régions européennes (Réseau Europe Recherche Innovation - RERI),
- pour intégrer la problématique de la nécessité d'un nouveau modèle de développement,
- enfin pour assurer la transition vers l'industrie du futur.

La gouvernance générale de la S3 s'appuie sur un Comité Opérationnel de l'Innovation qui assure le suivi de la S3, ainsi que sur les instances du Schéma Régional de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation des entreprises (SRDEII), du Schéma Régional pour Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) et des Comités de Suivi des fonds européens.

Pour chaque fiche-action de l'Objectif Stratégique 1, il est précisé comment l'opération devra répondre aux exigences de la S3, ainsi que les modalités de sélection en adéquation avec les instances de gouvernance mises en place pour la S3.





Cadrage des bénéficiaires éligibles à l'OS 1 par l'accord de partenariat des autorités françaises adopté par la Commission européenne le 2 juin 2022

1. Les entreprises

- *Le FEDER soutiendra les projets portés par PME*

Une PME est une entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros

- *Le soutien FEDER aux entreprises autres que PME est possible à titre exceptionnel*

- *Pour les projets collaboratifs de recherche et d'innovation impliquant également des PME*

La notion de projet collaboratif sera appréciée en fonction de la réglementation des aides d'état en vigueur au moment de l'octroi de l'aide.

A ce jour, la collaboration effective est définie ainsi: une collaboration entre au moins deux parties indépendantes l'une de l'autre et visant à échanger des connaissances ou des technologies, ou à atteindre un objectif commun, fondée sur une division du travail impliquant que les parties définissent conjointement la portée du projet collaboratif, contribuent à sa réalisation, et en partagent les risques et les résultats. Une ou plusieurs parties peuvent supporter l'intégralité des coûts du projet et donc soustraire d'autres parties à tout risque financier. Les contrats de recherche et la fourniture de services de recherche ne sont pas considérés comme des formes de collaboration ;

- *Pour le soutien à des Petites Entreprises de Taille Intermédiaire (PETI) s'il a un impact significatif positif sur la compétitivité des PME et/ou du territoire du programme. Ce soutien sera possible exclusivement via un instrument financier (en capital risque, prêt, garantie, mais pas en subvention) pour toutes les mesures relevant de l'OS 1, en cohérence avec les stratégies mises en œuvre dans les programmes concernés. Une PETI est une entreprise dont l'effectif est supérieur à 249 salariés et inférieur à 500.*

2. Les organismes publics

La notion d'organisme public recouvre « un État, une autorité régionale ou locale, un organisme de droit public ou une association constituée d'une ou de plusieurs de ces autorités ou d'un ou de plusieurs de ces organismes de droit public, ou une entité privée mandatée par au moins un ou une de ces autorités, organismes, ou associations pour fournir des services publics lorsqu'elle agit en vertu de ce mandat ».

Il s'agit d'inclure les collectivités locales, leurs opérateurs et leurs mandataires y compris lorsqu'ils interviennent dans le champ concurrentiel, acteurs pouvant être considérés comme des grandes entreprises au vu de la réglementation des aides d'état, sous réserve que l'investissement soit conforme à la stratégie régionale et à la réglementation sur les aides d'Etat.

3. Les associations et les acteurs de la recherche et de l'innovation, y compris des établissements d'enseignement supérieur.



Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1

Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

Type d'action 1

Soutien à l'ouverture et à l'internationalisation des laboratoires de recherche

Fonds mobilisé : FEDER
Montant alloué prévisionnel : 15M €

<p>Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles</p>	<p>200 000,00 € de dépenses éligibles prévisionnelles et/ou 100 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération, sauf action C qui pourra être en deçà.</p> <p>Pour les opérations collaboratives de grande envergure, le seuil plancher est à apprécier au regard du plan de financement global tous partenaires confondus (mais application d'un seuil minimum par partenaire ou plusieurs partenaires avec chef de file de 100 000,00 € et / ou 50 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération).</p> <p>Taux pivot de 50% de FEDER</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires obligatoires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000,00€ (montant imputé par facture)</p>
<p>Taux plafond d'aides publiques</p>	<p>Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé</p>
<p>Exemples d'actions</p>	<p>Cette action visera à favoriser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A) l'accueil de chercheurs de renommée internationale par la mise en place de packages attractifs (équipe de recherche et moyens techniques pour la mise en œuvre de l'opération) ; - B) le développement de nouveaux réseaux de recherche européens et internationaux, de missions exploratoires, l'émergence de projets internationaux structurants ; - C) l'accompagnement pour le dépôt aux appels à projets internationaux, européens et nationaux.



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour toutes les actions : Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche. - Pour les actions C : ouverture possible aux acteurs de l'écosystème de RDI dans le cadre d'appel à projets
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Chercheurs
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien de projets de recherche à visée applicative dans une thématique de la S3 se déroulant majoritairement en région Hauts-de-France ; - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec la politique régionale de recherche ; - Dimension partenariale ; - Structuration de la recherche scientifique régionale, enrichissement de la chaîne de valeur régionale ; - Impact pérenne pour le territoire régional ; - Une attention particulière sera donnée : <ul style="list-style-type: none"> • à l'effet levier sur les chercheurs permanents (ie CNRS, INSERM, ...), • au niveau d'excellence des chercheurs candidats (Impact Factor des publications, Index H, financements d'excellence obtenus (ERC, H2020, équivalent PIA, ...)), • aux soutiens apportés par les tutelles (mise à disposition d'une équipe dédiée, possibilité d'ouverture de poste, ...) et tous autres cofinancements,



	<ul style="list-style-type: none"> • aux liens avec les entreprises, nombre de brevets... <p>Le niveau de soutien sera instruit au cas par cas, en fonction de l'excellence de la candidature et de ses besoins au sein du laboratoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FEDER ; - Les dossiers de demande de subvention et les conventions seront prioritairement monobénéficiaires, avec un regard spécifique pour les opérations collaboratives de grande envergure impliquant plusieurs partenaires au cas par cas. Les opérations collaboratives de grande envergure associant plusieurs partenaires, gérées au titre du FEDER en mono bénéficiaires (pour partie ou en totalité), devront être programmés de manière à préserver la cohérence de l'ensemble du projet. Dans ce cas le plan de financement global validé par le coordinateur de l'opération d'envergure doit être transmis à l'appui de l'instruction. Cela sera analysé et validé à l'instruction. - L'accord de partenariat ou tout document officiel équivalent est obligatoire au dépôt du projet en opération collaborative avec chef de file dans e-Synergie, afin d'apprécier les modalités de partage de la propriété intellectuelle des résultats (a minima pour la programmation projet d'accord de partenariat ou document équivalent, la version définitive signée par les partenaires est exigible pour le premier paiement).
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques technologiques et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026
<i>OCS applicables</i>	Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO06 : Chercheurs travaillant dans des structures de recherche bénéficiant d'un soutien



	RCO08 : Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR 102 : Emplois de recherche créés dans des entités bénéficiant d'un soutien Ind. Spécifique : RCR 6 : Demandes de brevet déposées / RCR 8 : Publications public-privé
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de la recherche, de l'enseignement supérieur et des formations sanitaires et sociales, Service Recherche dress.recherche@hautsdefrance.fr



Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1

Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

Type d'action 2

Financer les projets d'entreprises et de laboratoires publics reconnus d'excellence européenne

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 9,7M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	200 000,00 € de dépenses éligibles prévisionnelles et/ou 100 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Taux pivot à 50 % de FEDER Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé

Exemples d'actions	<p>Projets de recherche et d'innovation lauréats de label d'excellence ou reconnus d'excellence mais non financés par l'Union européenne, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projets d'entreprises bénéficiant d'un label d'excellence de l'EIC (Conseil européen de l'innovation) ; - Projets de chercheurs disposant d'un label d'excellence Marie Skłodowska Curie ; - Projets déposées dans un programme sectoriel de la Commission européenne reconnus d'excellence mais non financés.
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche, centres techniques, entreprises et structures d'animation de l'écosystème : pôles de compétitivité, pôles d'excellence et clusters (associations).
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Chercheurs, entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible)



	- Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Projets de recherche à visée applicative et d'innovation dans une thématique de la S3 se déroulant majoritairement en région Hauts-de-France ayant été labellisé « Seals of excellence » ou reconnu d'excellence européenne mais non retenus par la Commission Européenne - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec la politique régionale de recherche et d'innovation ; - Niveau d'excellence européenne ; - Impact économique et scientifique en région (création de valeur, d'emploi, développement d'un avantage concurrentiel...); - Enrichissement de la chaîne de valeur régionale ; - Dimension collaborative du projet (régionale, nationale et européenne) le cas échéant ; - Impact de l'effet levier potentiel ; - Nouveau dépôt à un appel à projets européen (possible réorientation sur un autre appel plus approprié) le cas échéant ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FEDER.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Chaque DAS est animé par un bureau regroupant des acteurs académiques et économiques. Les projets jugés « excellents » mais non financés par la Commission Européenne, feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou Groupe de suivi des projets des domaines d'activités stratégiques concernés, et du RERI (Réseau Europe Recherche Innovation) pour vérifier leur cohérence avec les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>



<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 - Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023
<i>OCS applicables</i>	- Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO06 : Chercheurs travaillant dans des structures de recherche bénéficiant d'un soutien</p> <ul style="list-style-type: none"> - RCO08 : Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR 102 : Emplois de recherche créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ind. Spécifique : RCR 6 : Demandes de brevet déposées / RCR 8 : Publications public-privé
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Pour les centres techniques, entreprises et structures d'animation de l'écosystème : pôles de compétitivité, pôles d'excellence et clusters (associations), la Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr</p> <p>Pour les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche, la Direction de la recherche, de l'enseignement supérieur et des formations sanitaires et sociales, Service Recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> - dress.recherche@hautsdefrance.fr



Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1

Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

Type d'action 3

Soutien aux infrastructures de recherche et aux équipements scientifiques structurants du territoire (hors bâtiments)

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 44M €

<p>Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles</p>	<p>200 000,00 € de dépenses prévisionnelles et/ou 100 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération.</p> <p>Pour les opérations collaboratives de grande envergure, le seuil plancher est à apprécier au regard du plan de financement global tous partenaires confondus (mais application d'un seuil minimum par partenaire ou plusieurs partenaires avec chef de file de 100 000,00 € et / ou 50 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération).</p> <p>Taux pivot à 50 % de FEDER</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 5000€ (montant imputé par facture)</p>
<p>Taux plafond d'aides publiques</p>	<p>Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé</p>

<p>Exemples d'actions</p>	<p>Ces équipements devront structurer les communautés scientifiques dans une démarche coordonnée et fédératrice sur le plan régional et compétitive sur le plan international, tout en servant de base à la mise en œuvre de projets structurants dans le cadre des politiques de site notamment. Les projets mutualisés entre plusieurs Etablissements et/ou Organismes de recherche seront privilégiés. Enfin ces équipements scientifiques, adossés aux moyens humains nécessaires pour les faire fonctionner, auront comme objectif de participer et accélérer les découvertes ou innovations issues des travaux de recherche en vue de les développer et de préparer leur application économique sur le territoire.</p> <p>Cette action pourra se traduire par le :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien à des projets et infrastructures de recherche incluant des équipements scientifiques structurants pour le développement économique du territoire ; - Soutien à des Appels à projets d'agences nationales (ex : ADEME, ANR...);
---------------------------	--



	- Soutien à des projets mobilisant des plateformes technologiques, démonstrateurs, ...
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche ou organismes de recherche.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Chercheurs
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Equipements scientifiques de recherche à visée applicative dans une thématique de la S3 se déroulant en région Hauts-de-France ; - Sont éligibles les projets ou actions œuvrant au bénéfice d'équipement structurant dans le cadre plus global de projets dits structurants au profit de la recherche ; c'est-à-dire tout équipement, instrument, outil, infrastructure et/ou organisation autour de ces équipements permettant à différentes équipes de recherche situées sur plusieurs sites de réaliser des activités de recherche de haut niveau en vue d'obtenir un impact sur la recherche produite en termes de : <ul style="list-style-type: none"> • avancées scientifiques (résultats nouveaux et marquants, découvertes, nouveaux concepts) ; • expérimentation ; • exploration de synergies transdisciplinaires ; • transformation des usages au profit de la recherche et de l'innovation, et de la société in fine ; • retombées valorisables et exploitables en terme économique et à visée applicative. - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux</p>



	<p>questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec la politique régionale de recherche ; - Mutualisation entre plusieurs établissements et/ou organismes de recherche, dimension collaborative du projet ; - Structuration de la recherche scientifique régionale ; - Qualité scientifique du projet, labellisation par un pôle de compétitivité présent en Hauts-de-France le cas échéant ; - Modalités de diffusion et de valorisation des résultats scientifiques ; - Retombées économiques et scientifiques pour le territoire, enrichissement de la chaîne de valeur régionale, - Impact sur l'attractivité du territoire des Hauts-de-France - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FEDER - Les dossiers de demande de subvention et les conventions seront prioritairement mono bénéficiaires, avec un regard spécifique pour les opérations collaboratives de grande envergure impliquant plusieurs partenaires au cas par cas. Les opérations collaboratives de grande envergure associant plusieurs partenaires, gérées au titre du FEDER en mono bénéficiaires (pour partie ou en totalité), devront être programmés de manière à préserver la cohérence de l'ensemble du projet. Dans ce cas le plan de financement global validé par le coordinateur de l'opération d'envergure doit être transmis à l'appui de l'instruction. Cela sera analysé et validé à l'instruction. - L'accord de partenariat ou tout document officiel équivalent est obligatoire au dépôt du projet en opération collaborative avec chef de file dans e-Synergie, afin d'apprécier les modalités de partage de la propriété intellectuelle des résultats (a minima pour la programmation projet d'accord de partenariat ou document équivalent, la version définitive signée par les partenaires est exigible pour le premier paiement).
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau</p> <p><input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques des projets et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023



	- SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026
<i>OCS applicables</i>	Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 5000€ (montant imputé par facture)
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO06 : Chercheurs travaillant dans des structures de recherche bénéficiant d'un soutien RCO08 : Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR 102 : Emplois de recherche créés dans des entités bénéficiant d'un soutien Ind. Spécifique : RCR 6 : Demandes de brevet déposées / RCR 8 : Publications public-privé
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de la recherche, de l'enseignement supérieur et des formations sanitaires et sociales, Service Recherche dress.recherche@hautsdefrance.fr



Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1

Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

Type d'action 4

Soutien et développement des partenariats publics-privés

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 31,2M €

<p>Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles</p>	<p>200 000,00 € de dépenses éligibles prévisionnelles et/ou 100 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération, sauf les allocations de recherche et les actions de nature à favoriser les échanges de personnel qui seront en deçà.</p> <p>Pour les opérations collaboratives de grande envergure, le seuil plancher est à apprécier au regard du plan de financement global tous partenaires confondus (mais application d'un seuil minimum par partenaire ou plusieurs partenaires avec chef de file de 100 000,00 € et / ou 50 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération).</p> <p>Taux pivot à 50 % de FEDER</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires obligatoires à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)</p>
<p>Taux plafond d'aides publiques</p>	<p>Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé</p>

<p>Exemples d'actions</p>	<p>Cette action doit permettre d'initier ou de renforcer des collaborations entre le secteur public et le secteur privé via par exemple le co-financement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - allocations doctorales pour des projets de thèses en partenariat avec des entreprises ; - projets collaboratifs qui pourront être thématiques ; - projets d'équipes mixtes laboratoires-entreprises ; - actions de nature à favoriser les échanges de personnel...
---------------------------	---



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche ou organismes de recherche.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Chercheurs, entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de recherche en partenariat public-privé à visée applicative dans une thématique de la S3 se déroulant en région Hauts-de-France ; - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin ; - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec la politique régionale de recherche ; - Qualité scientifique du projet ; - Qualité du partenariat en termes de construction du projet, de partage de l'effort de recherche et développement de la propriété intellectuelle... Cela devra se traduire par une contribution de l'entreprise à hauteur minimale de 20% pour tous les projets. Dans le cas des allocations de recherche, cette contribution de 20% minimum sera au moins pour moitié en apport financier net. - Retombées économiques et scientifiques pour le territoire, enrichissement de la chaîne de valeur régionale ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FEDER ; - Les dossiers de demande de subvention et les conventions seront prioritairement mono bénéficiaires, avec un regard spécifique pour les opérations collaboratives de grande envergure impliquant plusieurs partenaires au cas par cas. Les opérations collaboratives de grande envergure associant



	<p>plusieurs partenaires, gérées au titre du FEDER en mono bénéficiaires (pour partie ou en totalité), devront être programmés de manière à préserver la cohérence de l'ensemble du projet. Dans ce cas le plan de financement global validé par le coordinateur de l'opération d'envergure doit être transmis à l'appui de l'instruction. Cela sera analysé et validé à l'instruction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accord de partenariat ou tout document officiel équivalent est obligatoire au dépôt du projet en opération collaborative avec chef de file dans e-Synergie, afin d'apprécier les modalités de partage de la propriété intellectuelle des résultats (a minima pour la programmation projet d'accord de partenariat ou document équivalent, la version définitive signée par les partenaires est exigible pour le premier paiement).
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques des projets et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026
<i>OCS applicables</i>	<p>L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires obligatoires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO06 : Chercheurs travaillant dans des structures de recherche bénéficiant d'un soutien</p> <p>RCO08 : Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR 102 : Emplois de recherche créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>Ind. Spécifique : RCR 6 : Demandes de brevet déposées / RCR 8 : Publications public-privé</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de la recherche, de l'enseignement supérieur et des formations sanitaires et sociales, Service Recherche dress.recherche@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1

Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

Type d'action 5

Amplifier la valorisation de la recherche académique, le transfert de ses résultats (connaissance, savoir-faire, technologies...) vers le monde des entreprises et accompagner la création et / ou le développement de structures dédiées au transfert de technologies et à l'expérimentation ouverte

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 14,2M €

<p>Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles</p>	<p>200 000,00 € de dépenses éligibles prévisionnelles et/ou 100 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération.</p> <p>Pour les opérations collaboratives de grande envergure, le seuil plancher est à apprécier au regard du plan de financement global tous partenaires confondus (mais application d'un seuil minimum par partenaire ou plusieurs partenaires avec chef de file de 100 000,00 € et / ou 50 000,00 € de FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération).</p> <p>Taux pivot à 50 % de FEDER</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires obligatoires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture).</p>
<p>Taux plafond d'aides publiques</p>	<p>Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé</p>

<p>Exemples d'actions</p>	<p>Les actions suivantes pourront être soutenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions de sensibilisation et de formation des publics : chercheurs, doctorants, acteurs relevant du monde économique ; - Actions de détection, de maturation, de co-maturation entreprises, soutien à des projets de recherche et à leur valorisation au sein des entreprises ; - Actions visant à intensifier le transfert de technologies, la diffusion des connaissances, des savoir-faire et expertises auprès du tissu économique régional et actions visant la mise à niveau technologique des opérateurs ;
---------------------------	---



	<ul style="list-style-type: none"> - Opération d'aménagement et d'équipement d'espaces (type showroom, espaces d'échanges...) permettant le partenariat des opérateurs avec les entreprises, et la valorisation et l'expérimentation des technologies.
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Entreprises, Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche Opérateurs de l'écosystème de l'innovation et de la recherche, Centres techniques Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT)
<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	Acteurs de la valorisation et du transfert
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Chercheurs, entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu. <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu. Construction immobilière exclue.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de valorisation de la recherche et de transfert de technologies dans une thématique de la S3 se déroulant en région Hauts-de-France ; - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec la politique régionale de recherche et d'innovation ; - Visibilité de l'action et impact sur l'attractivité du territoire régional ; - Propriété intellectuelle visée ou déjà existante ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Processus de valorisation initié auprès de structure de maturation ; - Qualité scientifique du projet, implication des chercheurs ; - La finalité des projets doit intégrer une connexion entre les laboratoires de recherche et les entreprises ; - Retombées économiques et scientifiques pour le territoire, enrichissement de la chaîne de valeur régionale ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FEDER ; - Les dossiers de demande de subvention et les conventions seront prioritairement mono bénéficiaires, avec un regard spécifique pour les opérations collaboratives de grande envergure impliquant plusieurs partenaires au cas par cas. Les opérations collaboratives de grande envergure associant plusieurs partenaires, gérées au titre du FEDER en mono bénéficiaires (pour partie ou en totalité), devront être programmés de manière à préserver la cohérence de l'ensemble du projet. Dans ce cas le plan de financement global validé par le coordinateur de l'opération d'envergure doit être transmis à l'appui de l'instruction. Cela sera analysé et validé à l'instruction. - L - L'accord de partenariat ou tout document officiel équivalent est obligatoire au dépôt du projet en opération collaborative avec chef de file dans e-Synergie, afin d'apprécier les modalités de partage de la propriété intellectuelle des résultats(a minima pour la programmation projet d'accord de partenariat ou document équivalent, la version définitive signée par les partenaires est exigible pour le premier paiement).
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, ou du REVER (REseau pour la Valorisation de la Recherche) pour vérifier la cohérence entre les thématiques des projets et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026



	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 - Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023
<i>OCS applicables</i>	<p>L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires obligatoires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture).</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO06 : Chercheurs travaillant dans des structures de recherche bénéficiant d'un soutien</p> <p>RCO08 : Valeur nominale des équipements pour la recherche et l'innovation</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR 102 : Emplois de recherche créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>Ind. Spécifique : RCR 6 : Demandes de brevet déposées / RCR 8 : Publications public-privé</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Pour les opérateurs de l'écosystème de l'innovation et de la recherche, Centres techniques, la Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr</p> <p>Pour les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les organismes de recherche et les Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies, contactez la Direction de la recherche, de l'enseignement supérieur et des formations sanitaires et sociales, Service Recherche : dress.recherche@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 1



Financement de la recherche à l'innovation

Objectif Spécifique – OSpé 1.1

Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe

Type d'action 6

Renforcer l'animation de l'écosystème régional de l'innovation et de la valorisation économique de la recherche

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 9,7M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	100,00%

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Actions structurantes visant à renforcer l'offre de services régionales à destination des entreprises des Hauts-de-France ; - Actions structurantes visant à renforcer l'offre de services à destination des opérateurs régionaux de l'écosystème Recherche et Innovation ; - Actions destinée à conduire l'animation de la S3 ; - Actions visant à consolider le reporting d'activités des opérateurs de l'écosystème Recherche et Innovation ; - Actions portant sur l'observation du développement économique régional et l'intelligence économique ; - Actions destinées à favoriser l'interclustering de niveaux interrégional et/ou international...
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Opérateur en charge de l'animation de l'écosystème recherche et innovation en Hauts-de-France
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.



<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Projets structurant présentant une dimension régionale ou interrégionale ; - Projets s'inscrivant dans une démarche de mutualisation de compétences et de moyens et visant à répondre aux besoins collectifs des opérateurs du monde de la recherche et de l'innovation et/ou aux besoins des entreprises. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Les actions de soutien à l'écosystème de l'innovation, de mutualisation des ressources, d'animation et de reporting dans les instances de la gouvernance de la S3 feront l'objet d'un avis consultatif d'un bureau ou GSP de DAS et/ou du COPIL d'un axe transversal.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 - Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.



	Options de coûts simplifiés forfaitaires obligatoires
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO001 : Entreprises bénéficiant d'un soutien
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR 1 : Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien RCR 6 : Demandes de brevet déposées
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr



Priorité 2



Création et accélération des entreprises

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcer la croissance et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs

Type d'action 1

Promotion du système entrepreneurial afin de développer l'envie d'entreprendre en Région

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 9,12M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	100,00%, sous réserve du respect éventuel de seuils fixes par des régimes d'aides d'Etat

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion, communication et sensibilisation à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes afin de développer, de façon pérenne, l'esprit et l'envie d'entreprendre en région par la mise en place d'un parcours entrepreneurial allant du primaire au supérieur. Toutes personnes physiques en situation d'apprenant pourra bénéficier d'une action de cette nature ; - Sensibilisation également à l'entrepreneuriat dans le cadre d'un besoin identifié sur un territoire fragile ; - Développement d'outils et de contenus pédagogiques; - Organisation d'évènements autour de l'entrepreneuriat et la création d'entreprises (type Jeunes et audacieux ou Participation au concours Lyon)...
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Acteurs de la sensibilisation et de l'accompagnement à la création d'entreprises
<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	Acteurs de la sensibilisation et de l'accompagnement à la création d'entreprises
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Jeunes scolarisés en primaire, collège et lycées de la région Etudiants de la formation initiale, continue et professionnelle



	Porteurs de projet, créateurs potentiels et jeunes entreprises notamment dans le cadre d'un besoin identifié sur un territoire fragile Personnes physiques dont les apprenants, les enseignants, les demandeurs d'emplois et les jeunes chefs d'entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses éligibles seront celles strictement nécessaires à la mise en œuvre des opérations ; - Les dépenses directes devront être privilégiées dans tous les cas par rapport aux dépenses indirectes ; - La procédure des coûts simplifiés est appliquée par l'autorité de gestion. - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	Foncier, bâtiment (construction, aménagement).
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations menées dans le cadre la politique en faveur de l'entrepreneuriat ; - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<p>Pour les opérateurs chargés de la mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appartenir à un réseau régional ou national en lien avec la thématique sensibilisation et émergence à l'esprit d'initiative ; - Proposer des actions répondant aux critères fixés par le Rectorat ou le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en matière de pratique pédagogiques ; - S'inscrire dans le cadre de la Politique Régionale de développement de l'entrepreneuriat, notamment dans le cadre de la convention partenariale avec l'Académie de la région Hauts-de-France et des dispositifs nationaux et régionaux en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ; - OCS forfaitaire obligatoire.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> La S3 Hauts de France a choisi de mettre en œuvre un axe transversal pour faire évoluer les pratiques vers plus d'entrepreneuriat et de prise d'initiative, doté d'un COFIL. Les projets</p>



	d'actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat pourront faire l'objet d'un avis consultatif du COPIL entrepreneuriat/création d'entreprises, pour vérifier leur dimension collective et leur cohérence avec les choix retenus pour la S3.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	De minimis en priorité le cas échéant.
<i>OCS applicables</i>	OCS forfaitaire obligatoire.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes) RCO03 - Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers RCO04 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces deux indicateurs de réalisation supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de jeunes scolaires sensibilisés à l'entrepreneuriat - Nombre d'étudiants accompagnés vers la création d'activité
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR01 - Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de cet indicateur de résultat supplémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acteurs participant à un processus de découverte entrepreneuriale
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction des entreprises maisondesentrepreneurs@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 2



Création et accélération des entreprises

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcer la croissance et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs

Type d'action 2

Accompagnement en faveur de la création (dont création d'entreprises innovantes) ou reprise d'entreprises

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 32,8M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	<p>100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération</p> <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)</p>
Taux plafond d'aides publiques	100,00%, sous réserve du respect éventuel de seuils fixes par des régimes d'aides d'Etat et selon le dispositif

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un instrument financier de prêt, de garantie, de fonds propres en faveur de la création et de la reprise d'entreprises ; - Actions visant à favoriser la création (dont création d'entreprises innovantes) et ou la reprise d'entreprises ; - Accompagnement ante création des publics (personnes physiques) créateurs ou repreneurs de petites entreprises et accompagnement post création ; - Accompagnement des petites entreprises et des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire dans leur création/reprise et dans leur plan de développement ; - Pré-accompagnement de projets identifiés de création ou de reprise d'entreprise dans des territoires d'attention de la Région.
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs de la création d'entreprises, porteurs de projets ou créateurs d'entreprises ; - Incubateurs régionaux labellisés au titre du cadre Parc d'Innovation ; - Pour les entreprises innovantes, le cadre « parc d'innovation » fixé par la Région doit être respecté ; - Sociétés de capital investissement, Fonds Professionnel de capital investissement, fonds de garantie, sociétés de financement, entité mandatée, Conseil régional...
-------------------------	--



<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	<p>Acteurs de la création d'entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opérateurs dans les domaines suivants : création d'entreprises (dont création d'entreprises innovantes), transmission d'entreprises, entrepreneuriat, économie sociale et solidaire - Organismes de développement de l'entrepreneuriat - Opérateurs agissant pour le compte du réseau d'acteurs de la création d'entreprises innovantes ; - Instruments financiers...
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Porteurs de projets potentiels, créateurs d'entreprises, jeunes chefs d'entreprises, entreprises de l'ESS...
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Les dépenses éligibles seront celles strictement nécessaires à la mise en œuvre des opérations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<i>Dépenses exclues</i>	Foncier, bâtiment (construction, aménagement).
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p> <p>Pour les instruments financiers : une évaluation ex ante analyse le besoin et précède la mise en œuvre.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations menées dans le cadre des écosystèmes d'incubation-accélération labellisés par la Région ; - Opérations menées dans le cadre la politique en faveur de la création reprise d'entreprises et/ou de l'économie sociale et solidaire déployée par la Région Hauts-de-France ; - Respect du cadre d'intervention régional relatif à la création d'entreprise ou au parc d'innovation; - Pour les instruments financiers, les thèses d'investissement de l'instrument devront respecter les enjeux/ priorités de la S3.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> La S3 Hauts de France a choisi de mettre en œuvre un axe transversal pour faire évoluer les pratiques vers plus d'entrepreneuriat et de prise d'initiative, elle est dotée d'un COPIL. Les projets d'accompagnement en faveur de la création pourront</p>



	faire l'objet d'un avis consultatif du COPIL entrepreneuriat/création d'entreprises, pour vérifier leur dimension collective et leur cohérence avec les choix retenus pour la S3. Concernant la création d'entreprises innovantes, un passage en bureau ou GSP de DAS sera également possible en cohérence entre la thématique de l'incubateur et celle du DAS
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>Les principaux régimes d'aide qui ont cours au moment de la programmation des opérations sont appliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lignes directrices n°2014/c 19/04 du 22 janvier 2014 relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques et sa définition de l'opérateur en économie de marché ; - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023
<i>OCS applicables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - OCS forfaitaires obligatoires pour l'accompagnement à la création d'entreprises innovantes ainsi que pour l'accompagnement à la création d'entreprises classiques ; - Non applicables pour les instruments financiers.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes) RCO03 - Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers RCO04 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces deux indicateurs de réalisation supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acteurs participant à un processus de découverte entrepreneuriale ; - Start-ups bénéficiant d'un soutien.



<p><i>Rappel des indicateurs de résultats</i></p>	<p>RCR01 - Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces indicateurs de résultat supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pour l'accompagnement ante-crédation</u> : Nombre de porteurs de projet (pré)accompagnés en ante-crédation - <u>Pour l'accompagnement post création</u> : PME bénéficiant d'activités de développement de compétences menées par un écosystème local / régional - <u>Pour les actions mises en œuvre via les instruments financiers et pour le soutien à la création d'entreprises innovantes</u> : Emplois créés dans les entités bénéficiant d'un soutien - Investissements privés complétant un soutien public (dont subvention, instruments financiers)
<p><i>Interlocuteurs</i></p>	<p>Pour le parc d'innovation, la Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr</p> <p>Pour le reste des bénéficiaires éligibles, la Direction des entreprises maisondesentrepreneurs@hautsdefrance.fr feder.mhdf@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 2



Création et accélération des entreprises

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcer la croissance et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs

Type d'action 3

Favoriser l'amorçage, l'accélération et le développement des entreprises

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 17,8M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les subventions Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les instruments financiers jusqu' à 100 % selon le dispositif et selon la réglementation en vigueur ; - Pour les actions de formation des dirigeants d'entreprises : jusqu'à 100 % des dépenses de formation et/ou de conseils et selon réglementation en vigueur
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Actions d'accompagnement visant à l'accélération du développement des entreprises ; - Financer les projets d'amorçage et de développement d'entreprises via des instruments financiers ; - Actions de formation visant des dirigeants d'entreprises à fort potentiel de croissance et/ou de créations d'emploi.

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Sociétés de capital investissement, Fonds Professionnel de capital investissement, fonds de garantie, sociétés de financement, entité mandatée, Conseil regional ; - Incubateurs-accélérateurs régionaux labellisés au titre du cadre Parc d'Innovation ; - Opérateur de la création et de l'accélération d'entreprises visant les entreprises à fort potentiel de croissance et/ou de création d'emplois.
<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Sociétés de capital investissement, Fonds Professionnel de capital investissement, fonds de garantie, sociétés de financement, entité mandatée, Conseil regional ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Incubateurs-accélérateurs régionaux labellisés au titre du cadre Parc d'Innovation ; - Opérateur de la création et de l'accélération d'entreprises visant les entreprises à fort potentiel de croissance et/ou de création d'emplois.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses éligibles seront celles strictement nécessaires à la mise en œuvre des opérations. - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires - Pour l'accélérateur BPI France : coûts de conseil et de l'organisme de formation, frais liés au déploiement de l'action.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations menées dans le cadre des écosystèmes d'incubation-accélération labellisés par la Région ; - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les instruments financiers une évaluation ex ante analysera le besoin et précèdera la mise en œuvre
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les instruments financiers, les thèses d'investissement de l'instrument devront respecter les enjeux/ priorités de la S3.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <p><u>Pour les instruments financiers</u> : sélection initiale par appel d'offre sauf pour les entités mandatées.</p> <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France</u> : La S3 Hauts de France a choisi de mettre en œuvre un axe transversal pour faire évoluer les pratiques vers plus d'entrepreneuriat et de prise d'initiative, doté d'un COPIL. Les projets d'actions pour favoriser l'amorçage, l'accélération et le développement des entreprises feront l'objet d'un avis consultatif du COPIL entrepreneuriat/création d'entreprises, pour vérifier leur dimension collective et leur cohérence avec les choix retenus pour la S3. Concernant la création d'entreprises innovantes, un passage</p>



	<p>en DAS ou GSP de DAS sera également possible en cohérence entre la thématique des DAS.</p> <p>Les projets de dotation d'outils financiers ou d'accompagnement direct des entrepreneurs feront l'objet d'un avis consultatif du bureau ou GSP des DAS concernés, pour vérifier leur cohérence avec les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<p>Les régimes d'aide qui ont cours au moment de la programmation des opérations sont appliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lignes directrices n°2014/c 19/04 du 22 janvier 2014 relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques et sa définition de l'opérateur en économie de marché ; - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 - SA.59107 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2023 - SA.111729 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2024-2026 - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 - SA.58981 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023 - SA.111722 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la formation pour la période 2024-2026 - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 - Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023
<p><i>OCS applicables</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - OCS forfaitaires obligatoires pour les opérations en subvention ; - Non applicables pour les instruments financiers.



<p><i>Indicateurs de réalisation</i></p>	<p> RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes) RCO03 - Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers RCO04 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier </p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de cet indicateur de réalisation supplémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Start-ups bénéficiant d'un soutien
<p><i>Rappel des indicateurs de résultats</i></p>	<p>RCR01 - Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces indicateurs de résultat supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements privés complétant un soutien public (dont subvention, instruments financiers) ; - PME introduisant des innovations en matière de produit ou de procédé.
<p><i>Interlocuteurs</i></p>	<p> Pour le parc d'innovation, la Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr </p> <p> Pour le reste des bénéficiaires éligibles, la Direction des entreprises maisondesentrepreneurs@hautsdefrance.fr feder.mhdf@hautsdefrance.fr </p>



Priorité 2



Création et accélération des entreprises

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcer la croissance et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs

Type d'action 4

Animation et coordination des acteurs de l'entrepreneuriat, de la création et de la digitalisation des entreprises

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 3,1M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	100,00%, sous réserve du respect éventuel de seuils fixes par des régimes d'aides d'Etat

Exemples d'actions	<p>Les actions financées doivent favoriser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'animation et la coordination des acteurs de l'entrepreneuriat, de la création d'entreprises et de la digitalisation des entreprises; - L'animation permettant de développer et créer des services de proximité en lien avec les besoins identifiés sur un territoire ; - L'animation et coordination des acteurs de la création-reprise de petites entreprises ; - L'animation de nouvelles dynamiques économiques territoriales (initiatives innovantes ou expérimentales pour l'entrepreneuriat, et de développement...).
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Acteurs de l'animation et de la coordination des opérateurs de l'entrepreneuriat, de la création et de la digitalisation des entreprises
<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	Acteurs de l'animation et de la coordination des opérateurs de l'entrepreneuriat, de la création et de la digitalisation des entreprises
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Porteurs de projets ou créateurs d'entreprises
<i>Dépenses éligibles:</i>	Les dépenses éligibles seront celles strictement nécessaires à la mise en œuvre des opérations. Les dépenses directes devront être privilégiées dans tous les cas par rapport aux dépenses indirectes.



	<p>La procédure des coûts simplifiés est appliquée par l'autorité de gestion.</p> <p>Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible)</p> <p>Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires</p>
<i>Dépenses exclues</i>	Foncier, bâtiment (construction, aménagement).
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Opérations menées dans le cadre la politique en faveur de l'entrepreneuriat et/ou de la création d'entreprises.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> La S3 Hauts de France a choisi de mettre en œuvre un axe transversal pour faire évoluer les pratiques vers plus d'entrepreneuriat et de prise d'initiative, doté d'un COPIL. Les projets d'actions des opérateurs de la création d'entreprise pourront faire l'objet d'un avis consultatif du COPIL entrepreneuriat/création d'entreprises, pour vérifier leur dimension collective et leur cohérence avec les choix retenus pour la S3.</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 - Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023
<i>OCS applicables</i>	OCS forfaitaires obligatoires
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)</p> <p>RCO03 - Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers</p> <p>RCO04 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces indicateurs de réalisation supplémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions - Nombre de partenaires mobilisés



<p><i>Rappel des indicateurs de résultats</i></p>	<p>RCR01 - Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces indicateurs de résultat supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PME bénéficiant d'activités de développement de compétences menées par un écosystème local/régional
<p><i>Interlocuteurs</i></p>	<p>Direction des entreprises maisondesentrepreneurs@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.2

Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics

Type d'action 1

Financer les investissements numériques des PME pour améliorer leur compétitivité

Fonds mobilisé : **FEDER**

Montant alloué prévisionnel : **6,9M€**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	50,00% pour les PME

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions aux investissements matériels et immatériels numériques des PME ; - Subvention aux prestations de services et de formations numériques des PME.
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	PME
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les investissements matériels et immatériels numériques ; - Les dépenses de prestation de services et de formations.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses de personnel - L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu concernant la numérisation des PME.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les opérations devront répondre aux exigences réglementaires et aux exigences listées dans le Programme. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>



<i>Critères de sélection des opérations</i>	Les projets devront permettre aux PME d'assurer la mutation de leurs activités et de s'adapter aux nouveaux fonctionnements numériques.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <p><u>Pour les instruments financiers</u> : sélection initiale par appel d'offre sauf pour les entités mandatées.</p> <p><u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets de ressourcement scientifique feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques technologiques et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Les principaux régimes d'aide qui ont cours au moment de la programmation des opérations sont appliqués: <ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.111668 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de notification n° SA. 59107 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n° SA. 111729 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2024-2026 - Régime cadre exempté de notification n°SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 - Régime cadre exempté de notification n°SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de la notification n°SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de la notification n°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ; - Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du



	<p>Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ; - Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ; - Règlement (UE) n° 2023/2832 relatif aux aides de minimis SIEG - Lignes directrices n°2014/c 19/04 du 22 janvier 2014 relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques et sa définition de l'opérateur en économie de marché.
<i>OCS applicables</i>	OCS forfaitaires obligatoires
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO002 – Entreprises soutenues au moyen de subventions</p> <p>RCO003 – Entreprises bénéficiant d'un soutien au moyen d'instruments financiers</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR002 - Investissements privés complétant un soutien public (dont : subventions, instruments financiers)
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction des entreprises</p> <p>feder.numerique@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpe 1.2

Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics

Type d'action 2

Développer l'offre régionale de services numériques d'intérêt public via des projets et plateformes mutualisées

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 30M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	170 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	60% d'aide européenne

Exemples d'actions	<p>Cette action vise à accélérer le développement de services numériques et/ou leur appropriation par les citoyens et les pouvoirs publics. Afin de favoriser l'émergence d'actions structurantes, les projets présentés devront être mutualisés et ce quelle que soit la thématique (administration électronique, santé, éducation, inclusion, tourisme, culture...), au moins d'échelle départementale. L'objectif est de créer un socle de services numériques de qualité et durables, tout en maîtrisant les coûts.</p> <p>Exemple d'opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement ou renforcement de plateformes et/ou d'outils autour de la santé, de l'éducation, de l'administration électronique, de la data, de la culture, du tourisme... - Actions collectives permettant l'appropriation et le déploiement de technologies avancées dans la sphère publique ; - Actions collectives d'inclusion numérique et de sensibilisation aux enjeux sociétaux liés au numérique ; - Actions collectives autour des impacts environnementaux liés au numérique.
--------------------	---



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités regroupement de collectivités territoriales, établissements publics, syndicats mixtes, associations, établissements privés et leurs groupements.
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>L'ensemble des dépenses nécessaires à la conduite du projet sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaines (minimum 20% d'équivalent temps plein valorisé sur l'opération) ; - Investissements (équipement numérique nécessaire au projet) ; - Fonctionnement (logiciels – en achat ou en abonnement, maintenance, frais d'hébergement de données, études et prestations, formations, frais de communication) ; - Frais indirects (hébergement, restauration, déplacements, frais administratifs et frais de structure) uniquement sous forme de coûts simplifiés correspondant à 15% des coûts RH présentés sur le dossier.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses d'infrastructures (hors serveurs et capteurs) - L'immobilier
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les critères ci-dessous sont cumulatifs :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Présenter un projet mutualisé ou au moins d'échelle départementale 2. Créer une dynamique collective : les résultats doivent pouvoir être transférés au plus grand nombre ; 3. S'intégrer dans l'écosystème existant : le projet présenté doit tenir compte des services et des acteurs existants sur le territoire 4. Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur un besoin identifié et démontrer la valeur ajoutée du projet par rapport à l'existant ; - Permettre le partage des données (si la réglementation liée au projet le permet) notamment en lien avec la plateforme régionale Geo2France ; - Diminuer l'empreinte carbone du projet en prévoyant des mesures correctives (réemploi, recyclage, réparation du matériel acheté, mesure de l'empreinte environnementale du projet,



	<p>sensibilisation des acteurs et utilisateurs du projet à un usage responsable des outils numériques...);</p> <ul style="list-style-type: none"> - La capacité du porteur à pérenniser l'opération au-delà des financements européens ; - Une stratégie de communication visant à faire connaître le projet et son financement européen ; - Le projet présenté devra être établi sur une base pluriannuelle de deux ans voire trois pour les projets partenariaux ambitieux.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets de ressourcement scientifique feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques technologiques et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>Le régime d'aide dépendra de la thématique du dossier.</p> <p>Concernant l'e-inclusion le SIEG « Inclusion numérique et lutte contre l'illectronisme » pourra être visé.</p>
<i>OCS applicables</i>	<p>L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables. Le service instructeur appliquera ces dispositions au cas par cas.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO0014 - Soutien aux institutions publiques pour le développement de services, de produits et de processus numériques
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR0011 - Utilisateurs de services, produits et processus numériques publics nouveaux et améliorés
<i>Interlocuteurs</i>	Mission Transition Numérique Europe-MTN@hautsdefrance.fr



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.2

Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics

Type d'action 3

Accompagner le développement des Smart Territoires

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 20M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	70 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	60,00 % d'aide européenne dans la limite d'1M€

Exemples d'actions	Cette action vise à contribuer à la rédaction et à la mise en oeuvre des stratégies numériques des intercommunalités (Smart Territoires).
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités, regroupement de collectivités territoriales, établissements publics, syndicats mixtes, associations, établissements privés et leurs groupements. Les communes ne sont pas éligibles en direct. Elles doivent s'inscrire dans des dossiers de partenariat avec leur intercommunalité.
<i>Dépenses éligibles</i>	L'ensemble des dépenses nécessaires à la conduite du projet sont éligibles : - Ressources humaines (minimum 20% d'équivalent temps plein valorisé sur l'opération) ; - Investissements (équipement numérique nécessaire au projet) ; - Fonctionnement (logiciels – en achat ou en abonnement, maintenance, frais d'hébergement de données, études et prestations, formations, frais de communication) ; - Frais indirects (hébergement, restauration, déplacements, frais administratifs et frais de structure) uniquement sous forme de coûts simplifiés correspondant à 15% des coûts RH présentés sur le dossier.
<i>Dépenses exclues</i>	- Les dépenses d'infrastructures (hors serveurs et capteurs) - L'immobilier
<i>Critères d'éligibilité</i>	- Disposer d'une stratégie numérique ou s'engager dans une démarche de rédaction à l'échelle intercommunale;



	<ul style="list-style-type: none"> - Dédier une ressource humaine pour faire vivre l'écosystème numérique locale ; - Avoir a minima une articulation voire une réelle gouvernance numérique en lien avec les communes du territoire ; - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). - Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur un besoin identifié et démontrer la valeur ajoutée du projet par rapport à l'existant ; - Permettre le partage des données (si la réglementation liée au projet le permet) notamment en lien avec la plateforme régionale Geo2France ; - Diminuer l'empreinte carbone du projet en prévoyant des mesures correctives (réemploi, recyclage, réparation du matériel acheté, mesure de l'emprunte environnementale du projet, sensibilisation des acteurs et utilisateurs du projet à un usage responsable des outils numériques...); - La capacité du porteur à pérenniser l'opération au-delà des financements européens ; - Une stratégie de communication visant à faire connaître le projet et son financement européen ; - Le projet présenté devra être établi sur une base pluriannuelle de deux ans voire trois pour les projets partenariaux ambitieux.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets de ressourcement scientifique feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques technologiques et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Le régime d'aide dépendra de la thématique du dossier.
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables. Le service instructeur appliquera ces dispositions au cas par cas.



<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO0014 - Soutien aux institutions publiques pour le développement de services, de produits et de processus numériques
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR0011 - Utilisateurs de services, produits et processus numériques publics nouveaux et améliorés
<i>Interlocuteurs</i>	Mission Transition Numérique Europe-MTN@hautsdefrance.fr



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.2

Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics

Type d'action 4

Accompagner le développement des technologies émergentes dans les services d'intérêt public

Fonds mobilisé : **FEDER**

Montant alloué prévisionnel : **5 M €**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	70 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	60,00 % d'aide européenne dans la limite de 250 000€

Exemples d'actions	<p>Cette action vise cofinancer des actions et expérimentations thématiques visant à stimuler l'utilisation de technologies émergentes dans les services d'intérêt public (intelligence artificielle, internet des objets, Big Data, Block Chain...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de la prévention des risques inondations : Utilisation de capteurs pour prévenir les risques de submersion ; - Dans le cadre de la maîtrise de la consommation énergétique : pilotage des réseaux d'éclairage public ; - Dans le cadre de la préservation de la ressource eau et d'économie : supervision de l'arrosage des espaces verts ; - Dans le cadre de la diminution de l'impact carbone, optimisation des déplacements par l'intelligence artificielle ; - Dans le cadre de la gestion des déchets, outil prédiction des menus de cantines scolaires ; - Dans le cadre de la maintenance des bâtiments publics, emploi de jumeaux numériques ...
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	Collectivités, regroupement de collectivités territoriales, établissements publics, syndicats mixtes, associations, établissements privés et leurs groupements.
-------------------------	---



<p><i>Dépenses éligibles</i></p>	<p>L'ensemble des dépenses nécessaires à la conduite du projet sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaines (minimum 20% d'équivalent temps plein valorisé sur l'opération) ; - Investissements (équipement numérique nécessaire au projet); - Infrastructures (câblage, capteurs, travaux de réseaux) ; - Fonctionnement (logiciels – en achat ou en abonnement, maintenance, frais d'hébergement de données, études et prestations, formations, frais de communication) ; - Frais indirects (hébergement, restauration, déplacements, frais administratifs et frais de structure) uniquement sous forme de coûts simplifiés correspondant à 15% des coûts RH présentés sur le dossier.
<p><i>Dépenses exclues</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'immobilier
<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les conditions de transférabilité des résultats des expérimentations doivent être prévue <i>ab initio</i> ; - Intégrer l'intercommunalité à la démarche (garante du respect de la stratégie numérique du territoire) ; - Tenir compte de l'écosystème territorial existant. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur un besoin identifié (par le territoire, les citoyens) et démontrer la valeur ajoutée du projet par rapport à l'existant ; - Prévoir le partage des données (si la réglementation liée au projet le permet) notamment en lien avec la plateforme régionale Geo2France ; - Une stratégie de communication visant à faire connaître le projet et son financement européen ; - Le projet présenté devra être établi sur une base annuelle voire deux ans pour les projets ambitieux ; - Privilégier des solutions numériques souveraines ; - La mise en œuvre d'une souveraineté dans les solutions développées ; - Le choix et la pertinence des acteurs impliqués ; - Les opérations collaboratives sont encouragées notamment lors de lancement d'appels à manifestation d'intérêt
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p>Pour la sélection au fil de l'eau, seront lancées des vagues d'appels à manifestations d'intérêt thématiques afin de susciter des</p>



	<p>dynamiques chez les porteurs potentiels et de créer les conditions d'une appropriation du sujet favorisant le dépôt d'un dossier de qualité.</p> <p>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France : Dans le cadre de la mise en œuvre de la S3 Hauts de France, les projets de ressourcement scientifique feront l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques technologiques et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Le régime d'aide dépendra de la thématique du dossier.
<i>OCS applicables</i>	<p>L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.</p> <p>Le service instructeur appliquera ces dispositions au cas par cas.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO 14 - Soutien aux institutions publiques pour le développement de services, de produits et de processus numériques
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR 11 - Utilisateurs de services, produits et processus numériques publics nouveaux et améliorés
<i>Interlocuteurs</i>	Mission Transition Numérique Europe-MTN@hautsdefrance.fr



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcement de la compétitivité des PME

Type d'action 1

Accompagner les entreprises dans leurs choix stratégiques de développement (international, numérique, nouveaux concepts de production, de commercialisation et transmission)

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 12,8M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé.

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des micros et petites entreprises dans leur plan de développement visant à améliorer notamment l'organisation de : <ul style="list-style-type: none"> • la gestion, • le développement commercial, • la digitalisation, • la transmission-cession, • la gestion des ressources humaines, • la question du développement durable • la démarche qualité de l'entreprise ; - Actions visant à accompagner des PME sur des thématiques déterminantes pour leur développement (par exemple : stratégie, énergie, économie circulaire, logistique et supply chain, design, groupements d'entreprises).
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des micros et petites entreprises : Acteurs du développement économique dont Réseaux consulaires et Associations - Actions visant à accompagner des PME : Structures d'animation de l'écosystème (pôles d'excellence, de
-------------------------	--



	compétitivité et clusters), acteurs économiques régionaux, instances consulaires.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	Les dépenses éligibles seront celles strictement nécessaires à la mise en œuvre des opérations. Les dépenses directes devront être privilégiées dans tous les cas par rapport aux dépenses indirectes. La procédure des coûts simplifiés est appliquée par l'autorité de gestion. Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires
<i>Dépenses exclues</i>	Foncier, bâtiment (construction, aménagement)
<i>Critères d'éligibilité</i>	Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accompagnement des micros et petites entreprises : Répondre au cadre regional ; - Pour les actions visant à accompagner des PME : Afficher une expertise reconnue et proposer un déploiement à l'échelle à minima d'une filière économique régionale.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Les projets d'entreprises pourront faire l'objet d'un avis consultatif des bureaux de DAS (ou de GSP) concernés, pour vérifier la cohérence entre leur projet et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ; - Règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis SIEG,



	<ul style="list-style-type: none"> - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026
<i>OCS applicables</i>	OCS forfaitaires obligatoires
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes) RCO03 - Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers RCO04 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR02 - Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Pour les micros et petites entreprises, la Direction des entreprises maisondesentrepreneurs@hautsdefrance.fr</p> <p>Pour les PME, la Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcement de la compétitivité des PME

Type d'action 2

Accompagnement visant à renforcer les filières, les partenariats et les synergies entre les entreprises

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 11,9M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé.

Exemples d'actions	Accompagnement au développement des filières économiques par tous types de projets définis comme structurants pour le développement des entreprises (la création d'outils partagés, les plateformes...)
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Structures d'animation de l'écosystème : pôles de compétitivité, pôles d'excellence et clusters, autres acteurs économiques...
<i>Bénéficiaires finaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs du développement d'entreprises, dont ceux de l'écosystème de l'innovation ; - Entreprises régionales. Ces projets doivent être au bénéfice des entreprises régionales dans leur ensemble par un enrichissement et/ou développement du tissu économique régional.
<i>Dépenses éligibles</i>	L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu. Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.



<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Projets ayant été définis comme projet structurant selon avis du Bureau de DAS compétent - Ou projets démontrés comme structurant par le porteur du dossier
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Impact économique en région (création de valeur, d'emploi, développement d'un avantage concurrentiel...); - Enrichissement de la chaîne de valeur régionale
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les projets de soutien aux filières stratégiques, notamment le Digital innovation Hub, pourront faire l'objet d'un avis consultatif des bureaux ou GSP de DAS concernés, pour vérifier la cohérence entre les thématiques de ces projets et les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ; - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ; - Règlement « de minimis » (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ; - Règlement « de minimis » (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023.
<i>OCS applicables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO001 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont micro, petites, moyennes, grandes)</p> <p>RCO002 - Entreprises soutenues au moyen de subventions</p> <p>RCO004 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR001 – Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>RCR002 - Investissements privés complétant un soutien public</p> <p>RCR003 - PME introduisant des innovations en matière de produit ou de procédé</p>



Interlocuteurs

Direction de la Transformation de l'Economie Régionale
- Europe-DTER@hautsdefrance.fr



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcement de la compétitivité des PME

Type d'action 3

Soutien au développement et à l'industrialisation des projets d'Innovation et de Recherche et Développement (R&D) des entreprises, et notamment aux projets collaboratifs

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 8,9M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les subventions Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé pour les subventions. Jusqu'à 100% pour les instruments financiers.

Exemples d'actions	Les actions cofinancées seront des projets d'innovation d'entreprises par des aides au financement des risques suite à l'évaluation ex ante relative aux instruments financiers. Il s'agira, par exemple, de financer la dotation d'instrument financier de prêts à l'innovation et à la recherche développement pour les entreprises
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Société de capital investissement, Fonds Professionnel de capital investissement, Fonds de garantie, sociétés de financement, entité mandatée, Conseil Régional.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	PME et petites ETI
<i>Dépenses éligibles</i>	L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu. Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu.



<i>Critères d'éligibilité</i>	Pour les instruments financiers : une évaluation ex ante analysera le besoin et précèdera la mise en œuvre.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Pour les instruments financiers, les thèses d'investissement devront respecter les enjeux / priorités de la S3.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets <u>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</u> Les projets de financement au développement et à l'industrialisation des projets d'Innovation et de R&D pourront faire l'objet d'un avis consultatif du bureau du DAS (ou de GSP) concerné, pour vérifier la cohérence du projet avec les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Les principaux régimes d'aide qui ont cours au moment de la programmation des opérations sont appliqués : - Régime cadre exempté de notification n°SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023; - Régime cadre exempté de notification n°SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 - Lignes directrices n°2014/c 19/04 du 22 janvier 2014 relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques et sa définition de l'opérateur en économie de marché.
<i>OCS applicables</i>	Non applicables aux instruments financiers
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO002 - Entreprises soutenues au moyen de subventions RCO004 - Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR001 – Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien RCR002 - Investissements privés complétant un soutien public RCR003 - PME introduisant des innovations en matière de produit ou de procédé
<i>Interlocuteurs</i>	Direction des entreprises feder.mhdff@hautsdefrance.fr



Priorité 3



Accompagnement des transitions industrielles, économiques (dont RSE) et numériques

Objectif Spécifique – OSpé 1.3

Renforcement de la compétitivité des PME

Type d'action 4

Soutenir la performance et la transition industrielle des PME, petites ETI

Fonds mobilisé : FEDER
Montant alloué prévisionnel : 65,2 M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération ET coût unitaire minimum pour chaque facture imputée de 1000 € HT
Taux plafond d'aides publiques	Jusqu'au taux maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat mobilisé pour les subventions. Jusqu'à 100% pour les instruments financiers.

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Subventions aux investissements productifs des PME ; - Financer des projets de développement d'entreprises par des aides au financement des risques suite à l'évaluation ex-ante relative aux instruments financiers. Par exemple création ou participation à des Fonds Professionnel de capital investissement, des fonds de garantie ou prêts.
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - PME - Société de capital investissement, Fonds Professionnel de capital investissement, Fonds de garantie, sociétés de financement, entité mandatée, Conseil Régional
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Pour les instruments financiers : PME et petites ETI
<i>Dépenses éligibles</i>	L'ensemble des dépenses éligibles prévues par les décrets d'application de dépenses éligibles au FEDER et du régime d'aide d'Etat retenu. Les investissements productifs éligibles seront précisés dans l'AAP FEDER PME industrielles
<i>Dépenses exclues</i>	Les potentielles dépenses exclues seront précisées dans l'AAP FEDER PME industrielles.
<i>Critères d'éligibilité</i>	Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).



	<p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p> <p>Pour les instruments financiers : une évaluation ex ante analysera le besoin et précèdera la mise en œuvre.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<p>- Pour les subventions, les projets devront permettre aux PME de gagner en capacité de production, en efficacité énergétique, d'adapter leurs outils de production aux défis technologiques, environnementaux et sociétaux ;</p> <p>L'appel à projets FEDER PME industrielles précisera les attendus de la S3.</p> <p>Pour les instruments financiers, les thèses d'investissement devront respecter les enjeux / priorités de la S3.</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p> <p>Modalité de sélection en lien avec la S3 Hauts-de-France :</p> <p>Les projets de financement des PME, petites ETI et ETI, pour le soutien à la performance et à la transition industrielle pourront faire l'objet d'un avis consultatif du bureau du DAS (ou de GSP) concerné, pour vérifier la cohérence du projet avec les choix retenus pour la S3, ou pour amorcer de nouvelles pistes de spécialisation régionale.</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>Les principaux régimes d'aide qui ont cours au moment de la programmation des opérations sont appliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Régime n°SA.102077 relatif aux aides temporaires destinées à soutenir l'investissement en vue d'une reprise durable ; - Régime cadre exempté de notification n° SA. 59107 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n° SA. 111729 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA. 111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification n°SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026; - Régime cadre exempté de la notification n°SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de la notification n°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027 ; - Régime cadre exempté de notification n°SA.111668 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2024-2026 ; - Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ; - Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ; - Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ; - Lignes directrices n°2014/c 19/04 du 22 janvier 2014 relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques et sa définition de l'opérateur en économie de marché.
<i>OCS applicables</i>	Non applicables aux instruments financiers
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO002 - Entreprises soutenues au moyen de subventions
	RCO003 - Entreprises bénéficiant d'un soutien au moyen d'instruments financiers
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR001 – Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien
	RCR002 - Investissements privés complétant un soutien public
<i>Interlocuteurs</i>	Direction des entreprises feder.pme@hautsdefrance.fr feder.mhdf@hautsdefrance.fr



OBJECTIF STRATEGIQUE 2 – OS 2

Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie à zéro émission nette de carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable.

Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.1

Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Type d'action 1

Réhabilitation des bâtiments publics et privés (hors logements)

Type d'action 2

Réhabilitation énergétique du logement social (parc public)

Type d'action 3

Réhabilitation énergétique du logement privé (parc privé)

Type d'action 4

Accroissement de la performance énergétique des entreprises industrielles

Objectif Spécifique – OSpé 2.2

Favoriser les énergies renouvelables

Type d'action 1

Financement du développement de projets de production d'énergies renouvelables, contribuant à une meilleure structuration des filières ENR&R sur le territoire régional, et au développement des « smart grids » et des solutions de stockage

Objectif Spécifique – OSpé 2.6

Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation de la ressource

Type d'action 1

Accompagner et consolider les dynamiques de projets et d'acteurs visant à favoriser la production et l'usage ressources dans une logique d'économie circulaire

Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.4

Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

Type d'action 1

Prévention des risques naturels et adaptation des territoires aux risques liés au changement climatique

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain et réduire toutes les formes de pollution

Type d'action 1

Protection, restauration et connaissance de la biodiversité et mise en place des infrastructures vertes en milieu urbain

Type d'action 2

Recyclage foncier des sols contaminés

Type d'action 3

Amélioration de la qualité de l'air

Priorité 6



Amélioration des transports pour répondre aux enjeux climatiques

Objectif Spécifique - OSpé 2.8

Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à 0 émission nette de carbone

Type d'action 1

Appui aux changements de comportement et développement de modes alternatifs à la voiture individuelle

Type d'action 2

Augmentation de l'usage des transports durables, voyageurs et marchandises, dans une stratégie d'intermodalité et de réduction des pollutions

Type d'action 3

Décarboner les transports





Cadrement des bénéficiaires éligibles à l'OS 2 par l'accord de partenariat des autorités françaises adopté par la Commission européenne le 2 juin 2022

Dans le domaine de la transition énergétique en métropole, le FEDER soutient en priorité les investissements portés par des PME ou des organismes publics.

La notion d'organisme public recouvre « un État, une autorité régionale ou locale, un organisme de droit public ou une association constituée d'une ou de plusieurs de ces autorités ou d'un ou de plusieurs de ces organismes de droit public, ou une entité privée mandatée par au moins un ou une de ces autorités, organismes, ou associations pour fournir des services publics lorsqu'elle agit en vertu de ce mandat ». Il s'agit d'inclure les collectivités locales, leurs opérateurs et leurs mandataires y compris lorsqu'ils interviennent dans le champ concurrentiel pouvant être considérés comme des grandes entreprises au vu de la réglementation des aides d'état, sous réserve que l'investissement soit conforme à la stratégie régionale et à la réglementation sur les aides d'Etat. Toutefois, à titre exceptionnel et si l'autorité de gestion démontre que le soutien à des entreprises de plus grandes tailles que des PME a un impact significatif positif sur la production d'énergie renouvelable ou sur les émissions de GES, une intervention du FEDER au moyen d'instruments financiers est éligible dans les autres catégories d'entreprises que les PME, en cohérence avec les stratégies mises en œuvre dans les programmes concernés.



Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.1

Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Type d'action 1

Réhabilitation des bâtiments publics et privés (hors logements)

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 14,9M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00% des dépenses éligibles (L'aide pourrait être modulée suivant les ambitions du projet).

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Rénovation énergétique performante de bâtiments tertiaires publics et privés en vue d'atteindre une réduction significative des consommations énergétiques ; - Rénovations intégrant des solutions performantes et innovantes de préfabrication et d'industrialisation du bâtiment ; - Etude ou assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition ou la mise en œuvre de stratégie de massification des rénovations énergétiques des bâtiments sur un parc significatif visant des ambitions au-delà des seuils réglementaires.
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	Collectivités territoriales, établissements publics, acteurs privés rendant un service public.
Dépenses éligibles	<p>Pour cette action, sont éligibles les coûts d'étude, d'ingénierie et de travaux liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale du projet (Exemples : isolation, énergie renouvelable, systèmes énergétiques performants, écomatériaux, instrumentation associée à la performance, ...)</p> <p>Le montant éligible des coûts d'études et de maîtrise d'œuvre est calculé à l'instruction au prorata des travaux éligibles sur le coût total des travaux. La modification des travaux éligibles en cours de chantier n'entraînera pas de modification du montant des coûts éligibles d'assistance à maîtrise d'ouvrage, d'études et de maîtrise d'œuvre.</p>
Dépenses exclues	<p>Sont exclues pour cette action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désamiantage ; - Sécurité ; - Voiries et réseaux divers ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Extension à des bâtiments existants, dépenses de personnel du porteur.
<p><i>Critères d'éligibilité :</i></p>	<p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p> <p>Les critères ci-dessous peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales.</p> <p><u>Pour les rénovations performantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau de consommation BBC au minimum valorisant les énergies renouvelables et de récupération et utilisant des écomatériaux, sauf contre-indications spécifiques ; - Le niveau requis minimum correspond à des consommations établies selon la méthode de calcul réglementaire en vigueur, soit un CEP projet \leq CEP ref -40% et un Ubât projet \leq Ubât ref ; - Atteindre 14 niveaux ambitions sur 28 niveaux au total du Référentiel rev3 pour la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires, en traitant a minima le thème économie circulaire ainsi que le troisième niveau des thèmes Efficacité énergétique et Energies renouvelables et de récupération.) ; - Réalisation d'au moins deux tests d'étanchéité à l'air en cours et en fin de chantier. <p><u>Pour les études ou les assistances à maîtrise d'ouvrage de définition ou de mise en œuvre de stratégie de massification des rénovations énergétiques des bâtiments :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser un parc bâti significatif (exemple : stratégie territoriale et/ou patrimoniale) ; - Viser des ambitions allant au-delà des seuils règlementaires. <p><u>Pour les rénovations performantes support de process et solutions innovantes de préfabrication et d'industrialisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appliquer ces modalités à l'ensemble du potentiel du bâtiment ; - Œuvrer au développement de la filière régionale.
<p><i>Critères de sélection des opérations :</i></p>	<p>Au-delà des critères d'éligibilité, une attention particulière sera portée sur divers critères de sélection afin de prioriser si besoin les projets subventionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration dans une dynamique territoriale de rénovation ; - Formation sur chantier afin d'assurer la qualité de mise en œuvre des performances énergétiques et environnementales ; - Exemplarité du projet en matière de performances énergétiques et environnementales ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Exemplarité dans la conduite du projet ; - Capacité de reproductibilité ; - Participation du projet à la qualification et la structuration des filières et acteurs professionnels ; - Innovations technologiques ou dans les procédés ; - Capacité du projet à traiter de manière très ambitieuse les thématiques du référentiel rev3 rénovation du bâtiment tertiaire.
<i>Modalités de sélection des opérations :</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification N° SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; <p>Régime cadre exempté de notification N° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 20124-2026 ...</p>
<i>OCS applicables</i>	Non applicable pour cette fiche action.
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR026 - Consommation d'énergie primaire annuelle (KWh économisés par an)</p> <p>RCR029 - Emissions de gaz à effet de serre (Tonnes équivalent CO2 évitées par an)</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction Rev3 rev3@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.1

Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Type d'action 2

Réhabilitation énergétique du logement social (parc public)

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 49,9 M€

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - 300 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération par opération pour les logements collectifs - 400 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération par opération pour les logements individuels
Taux plafond d'aides publiques	100 % de la compensation des coûts d'obligations de services publics liés à l'opération (SIEG logement social)

Exemples d'actions	<p>Cette action permet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les opérations de réhabilitation visant prioritairement le parc le plus énergivore (étiquettes énergétiques E, F et G) et accompagner la massification de réhabilitations énergétiques performantes des logements dits à consommation intermédiaire avant travaux (étiquette énergétique D) ; - Développer dans le cadre de ces réhabilitations thermiques, l'emploi de matériaux biosourcés, à faible empreinte carbone ainsi que les solutions en faveur de la diminution et la gestion des déchets du bâtiment ; - Encourager, lors de réhabilitations énergétiques de logements du parc locatif social, le développement de capacités de production d'énergies renouvelables et de récupération ainsi que leur autoconsommation au bénéfice des occupants.
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés dans le Code de la Construction et de l'habitation visés à l'article L411-2
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les coûts globaux des travaux de rénovation énergétique des logements sociaux (individuels et/ou collectifs) selon le barème standard de coûts unifiés annexé au PO FEDER Hauts de France 2021-2027
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les coûts de travaux de réhabilitation lourde – restructuration autres que ceux en lien avec la rénovation énergétique des logements ; - Les coûts d'acquisition du bien immobilier dans le cas d'une opération « d'acquisition-amélioration ».



<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - A minima : respect des conditions fixées dans le PO FEDER 2021-2027 de la Région Hauts de France pour l'usage d'une option de coût simplifié par application d'un barème standard de coût unitaire (BSCU) ; c'est-à-dire : Logements classés G à D avant travaux selon étiquette énergie du DPE (diagnostic de performance énergétique) et atteinte d'un niveau de consommation énergétique après travaux dont le seuil sera fixé plus précisément dans le cadre des critères de sélection des appels à projets mais sans que ce seuil puisse atteindre ou dépasser 180 kWh/M².an d'énergie primaire après travaux - Opération de réhabilitation énergétique portant sur 15 logements minimum (y compris par une opération multi sites ou comprenant plusieurs tranches) - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Les critères de sélection seront définis et précisés dans chaque appel à projets relatif à cette action.</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aides d'Etat au logement social conforme à l'article 106§2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) concernant les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général - Décision CE 2012/21/UE - Décision d'application de l'article 106.2 TFUE aux compensations octroyées aux entreprises chargées de la gestion du SIEG de logement social
<p><i>OCS applicables</i></p>	<p>Barème standard de coûts unitaires basé sur les coûts globaux de travaux de rénovation énergétique des logements sociaux (individuels et/ou collectifs) validés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 334 € de coût éligible par logement collectif rénové, - 26 626 € de coût éligible par logement individuel rénové.



	<p>La première révision des coûts unitaires interviendra donc en janvier 2023 et s'appliquera aux nouvelles opérations programmées à partir du 1er janvier 2023.</p> <p>L'indice du coût de la construction (ICC) sera actualisé le 31 décembre de l'année précédente, sur la base de l'indice disponible du 3^{ème} trimestre.</p> <p>Les barèmes de l'année n (Bn) seront actualisés (avec un arrondi à l'euro près) en appliquant l'évolution de l'ICC entre les 3^{ème} trimestres des années n-2 et n-1 (ICCN-2 et ICCn-1) aux barèmes de l'année n-1 (Bn-1), d'après la formule suivante :</p> <p>$B_n = B_{n-1} * (ICCN-1) / (ICCn)$</p> <p><u>Exemples :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - B2023 = BSCU * (ICC 3T2022) / (ICC 3T2021) ; - B2024 = B2023 * (ICC 3T2023) / (ICC 3T2022). <p>Le barème servant de référence pour une opération n'évoluera pas pendant la réalisation des travaux, quelle que soit leur durée.</p> <p>Indice = La méthode d'actualisation des coûts unitaires est fondée sur l'indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation mis à jour par l'INSEE et consultable sur son site internet</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO0018 - Logements bénéficiant d'un soutien pour l'amélioration de la performance énergétique
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR0026 - Consommation finale d'énergie primaire annuelle (logements, bâtiments publics, entreprises, autres)</p> <p>RCR0029 - Émissions estimées de gaz à effet de serre</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.1

Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Type d'action 3

Réhabilitation énergétique du logement privé (parc privé)

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 15,9 M€

Taux plafond d'aides publiques	100 % de la compensation des coûts d'obligations de services publics liés à l'opération (SIEG SPEE)
--------------------------------	---

Exemples d'actions	<p>L'objectif est de soutenir la réhabilitation énergétique à grande échelle des logements du parc résidentiel privé situés dans la Région Hauts-de-France, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la création d'outil(s) de financement innovant(s) privilégiant la mise en œuvre d'un ou plusieurs instruments financiers : <ul style="list-style-type: none"> • prêts à taux bas ou fonds de prêts à taux bas en tiers financement pour la rénovation énergétique du bâti privé intégrant un cofinancement FEDER. Ce fonds de prêt sera géré par la Régie régionale du SPEE qui assurera la distribution et le versement de ces prêts en tiers financement pour la réalisation d'un programme de travaux d'économies d'énergie global et performant dans des logements de propriétaires occupants à revenus modestes ou très modestes ou en voie de précarisation énergétique ; • fonds de garantie premières pertes visant à dé-risquer les créances détenues par la société de tiers financement (Régie régionale du SPEE) afin de contribuer à l'atteinte du seuil d'activité prévu pour son équilibre économique. - l'appui sous forme de subvention jusqu'à l'atteinte du seuil d'activité nécessaire à l'équilibre économique du SPEE, afin d'assurer : <ul style="list-style-type: none"> • ses missions de conseil, d'accompagnement technique et, le cas échéant, financier des particuliers (réhabilitation thermique des logements individuels) et des copropriétés (diagnostic technique, définition d'un programme de travaux d'économies d'énergie global et performant, vérifiable consultation des entreprises, suivi du chantier, suivi des consommations après la fin des travaux) de manière à pouvoir quantifier la performance énergétique et les émissions de gaz à effet de serre avant / après travaux et vérifier l'atteinte des objectifs fixés, qu'ils soient techniques, économiques, sociaux ou territoriaux ;
--------------------	--



	<ul style="list-style-type: none"> • le développement et l'amélioration des outils techniques, juridiques, organisationnels et de communication dont dispose la régie Régionale du SPEE afin d'accroître et d'optimiser ses capacités d'intervention en soutien à la réhabilitation énergétique du logement privé sur l'ensemble de la région Hauts-de-France.
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	- Régie du Service Public de l'Efficacité Energétique (SPEE) de la Région Hauts-de-France
<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	- Pour la mise en place des instruments financiers : la Régie Régionale du SPEE
<i>Bénéficiaires finaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - de l'accompagnement technique et, le cas échéant, financier de la réhabilitation du parc privé de logements : <ul style="list-style-type: none"> • Ménages en situation de précarité énergétique ou en voie de précarisation énergétique : occupants de logements individuels ou situés dans une copropriété privée d'immeuble à usage principal d'habitation - de prêts à taux bas en tiers financement pour la rénovation énergétique du bâti privé intégrant un cofinancement FEDER distribués par la Régie régionale du SPEE : <ul style="list-style-type: none"> • Personnes physiques propriétaires occupants de leurs logements, aux ressources très modestes /modestes/ intermédiaires selon les plafonds réglementaires définis pour l'éligibilité en région Hauts-de-France à « Ma prime Rénov' » distribuée par l'ANAH ou plafonds équivalents en cas d'évolutions réglementaires au cours de la mise en œuvre du PO FEDER 2021-2027 liées à l'octroi d'aides à l'amélioration de l'efficacité énergétique du parc résidentiel privé.
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les prêts de tiers financement de la réhabilitation thermique de logements individuels du parc résidentiel - Les garanties - Les dépenses relatives à l'accompagnement technique et à la structuration de l'action de la Régie Régionale du SPEE.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les frais de structure liés au fonctionnement général, - Les coûts de gestion de l'Instrument Financier
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des objectifs et obligations de service public définis dans le contrat de service public régional en vigueur entre la régie régionale du SPEE et la Région Hauts-de-France - Condition additionnelle pour la mise en œuvre d'un instrument financier : <ul style="list-style-type: none"> • Diminution des consommations énergétiques des logements d'au moins 35 % après travaux (sauf contrainte particulière technique, réglementaire ou économique justifiée ou atteinte d'une étiquette énergie du logement A ou B après travaux), • Réduction des émissions de gaz à effet de serre après travaux - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale).



	<p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Respect des obligations de service public fixées par la Région Hauts-de-France à la Régie Régionale du SPEE au travers du contrat de service public en vigueur
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Hors aide d'Etat pour les bénéficiaires finaux : propriétaires occupants individuels sans activité économique ; - En référence au Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment son article 14 qui reconnaît la place qu'occupent les SIEG parmi les valeurs communes de l'Union, et qui stipule de l'Union et ses Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application des traités, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions ; - Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation des marchés publics (article 12).
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO0018 - Logements bénéficiant d'un soutien pour l'amélioration de la performance énergétique
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR0026 - Consommation finale d'énergie primaire annuelle (logements, bâtiments publics, entreprises, autres) RCR0029 - Émissions estimées de gaz à effet de serre
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr



Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.1

Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Type d'action 4

Accroissement de la performance énergétique des entreprises industrielles

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 9,9M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	80,00%

Exemples d'actions	<p>Opérations permettant une amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise, que ce soit pour des usages énergétiques au niveau des procédés industriels ou des équipements produisant des utilités et menant à une réduction des émissions de gaz à effets de serre ou de la consommation énergétique du site, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récupération d'énergie / chaleur fatale ; - Electrification des procédés en remplacement d'une énergie fossile ; - Remplacement ou mise en place d'un process ou d'une utilité par un équipement / technologie énergétiquement plus performant ; - Optimisation de la consommation énergétique ; - Installation visant la capture, la purification et la valorisation de gaz fugitifs à forte contribution à l'effet de serre ; - Changement de mix énergétique par insertion d'ENR (énergies renouvelables) (Voir OSpé 2.2).
---------------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	TPE, PME, ETI, Grandes entreprises. Les PME pourront bénéficier de subventions. Les grandes entreprises seront accompagnées au travers d'un instrument financier.
Dépenses éligibles	Sont éligibles pour cette action : <ul style="list-style-type: none"> - les coûts d'études ; - les coûts d'ingénierie ; - les coûts d'investissement.
Dépenses exclues	Sont exclues pour cette action : <ul style="list-style-type: none"> - Les coûts liés à des opérations portant sur les installations et équipements consommant en tant que combustible du charbon, du fioul ou des Combustibles Solides de Récupération ; - Les coûts liés à des opérations portant sur les installations et équipements d'appoint et de secours ;



	- Les achat de terrains, dépenses de structure.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Le projet devra s'inscrire dans le cadre d'une réflexion global d'efficacité énergétique : l'entreprise devra fournir un rapport d'audit énergétique, un bilan carbone ou une feuille de route « décarbonation » de moins de deux ans au moment du dépôt de l'opération.</p> <p>Les projets devront être accompagnés d'une étude de faisabilité préalable avec chiffrage des investissements et des potentiels d'économies.</p> <p>Concernant le changement de mix énergétique par insertion d'ENR, les opérations devront respecter les critères de la fiche ENR (voir OSpé 2.2.).</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration dans une dynamique territoriale de décarbonation ou réponse à des enjeux spécifiques du territoire ; - Innovations technologiques ou dans les procédés ; - Caractère structurant de l'opération (exemplarité, reproductibilité) ; - Création d'activité et d'emplois sur le territoire, pertinence de la rentabilité économique du projet ; <p>Efficacité de l'aide publique sur la réduction des émissions de GES (immédiatement ou dans des perspectives plus lointaines si l'opération est un pilote).</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification N° SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026...
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.



	Le service instructeur appliquera ces dispositions au cas par cas.
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR026 - Consommation d'énergie primaire annuelle (KWh économisés par an) RCR029 - Emissions de gaz à effet de serre (Tonnes équivalent CO2 évitées par an)
<i>Interlocuteurs</i>	Direction Rev3 rev3@hautsdefrance.fr



Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.2

Favoriser les énergies renouvelables

Type d'action 1

Financement du développement de projets de production d'énergies renouvelables, contribuant à une meilleure structuration des filières ENR&R sur le territoire régional, et au développement des « smart grids » et des solutions de stockage

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,8M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	Opérations supérieures à 200 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération de dépenses éligibles prévisionnelles et 100 000,00 € d'aide FEDER HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux de plafond d'aides publiques	80,00%

Exemples d'actions	<p>Le développement des ENR s'appuie, en amont, sur la recherche et mise en œuvre de solutions de réduction des consommations d'énergie. Une nécessaire sobriété s'impose quel que soit les catégories d'actions, et ceci au préalable de l'accompagnement des opérations visées. Les opérations accompagnées sont des opérations exemplaires que ce soit par leur côté innovant ou structurant pour le développement des filières. Les bâtiments publics porteurs de programmes ambitieux de rénovation thermique pourront se reporter sur l'OS 2.1 (action 1).</p> <p>1 - Financement du développement de projets de production d'énergies renouvelables et de récupération</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installations de production d'énergie renouvelable et de récupération de chaleur (électricité, gaz, chaleur) ; - Réseaux de chaleur alimentés à plus de 65% d'EnR (énergies renouvelables) et/ou d'énergie de récupération et de leurs extensions, justifiées par des questions de sobriété énergétique ; - Installations de valorisation d'énergie fatale. <p>2 - Soutien à une meilleure structuration de la filière ENR&R sur le territoire régional</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financement des plateformes et des équipements contribuant à la structuration de filières (ex : plateformes de stockage de bois pour la biomasse, projet de vitrines technologiques de démonstration contribuant à la structuration des filières régionales, ...)
--------------------	---



	<p>3 - Développement des « smart grids » et des solutions de stockage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions qui permettent de contribuer au développement de projets exemplaires de réseaux intelligents de gestion de l'énergie (électrique, gaz renouvelables et chaleur). - L'action permettra d'accompagner des opérations pilotes ou de démonstration de stockage de l'énergie en lien avec la production d'énergies renouvelables ou la récupération d'énergies fatales, et également d'accompagner le développement d'une filière régionale Hydrogène (études, démonstrateurs liés à la production, à l'usage, aux solutions de stockage de l'énergie). Il s'agit par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • Power to gas : Transformer de l'électricité en gaz à des fins de stockage via l'hydrogène : l'électricité est transformée en hydrogène par électrolyse de l'eau pendant les périodes de faibles consommations d'électricité ; • Power to power : stockage de l'électricité sous forme de batteries électrochimiques ; • Station de transfert d'énergie par pompage (STEP) : un système de pompage permet de remonter l'eau stockée dans le bassin inférieur vers le bassin supérieur pour l'y stocker lorsque la demande d'électricité est faible. Lors des pics de consommation, le réservoir supérieur se vide et la STEP fonctionne comme une centrale hydroélectrique ; • Méthanation : convertir de l'hydrogène en méthane par combinaison au CO₂. <p><u>NB</u> : La distribution d'hydrogène ou de biogaz pour la mobilité (stations d'avitaillement...) sera accompagnée dans l'objectif spécifique 2.8 (action 4).</p>
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales et leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés, établissements d'enseignement supérieur, académiques, établissements de santé, centres de transfert, associations.
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements matériels de production et de distribution d'énergies renouvelables (solaire, géothermie, biomasse, méthanisation, énergies marines) dont les études pré-opérationnelles ; - Frais de développement liés à la réalisation d'un démonstrateur (uniquement pour des projets à caractère stratégique) dans la limite de 10% du coût total du projet ; - Etudes stratégiques de niveau régional visant à développer les filières.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Frais de personnel et frais de structure sauf sur des projets spécifiques R&D ; - Achat de terrain ; - <u>Concernant les projets de méthanisation</u> : démarches administratives et réglementaires ICPE, permis de construire, plan d'épandage inclus, dépenses de maîtrise d'œuvre (APD : étude d'ingénierie, consultations des fournisseurs par lots, suivi de chantiers et réception...), études et frais de raccordements électriques ou



	<p>biométhane au réseau gaz (injection), étude de faisabilité de l'injection biométhane, démarches d'obtention des certificats d'obligation d'achat (électricité ou biométhane) ; frais de VRD à l'extérieur du site ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Concernant les projets de développement de la chaleur renouvelable</u> : matériel d'occasion, chaudières d'appoints fonctionnant au gaz ou au fioul, dépenses liées au réseau secondaire de distribution de chaleur ; - <u>Concernant le solaire photovoltaïque</u> : renforcement de toiture et frais de structure type ombrière, les installations concernées par l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque.
<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p> <p>Les critères ci-dessous peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opérations significatives en termes de production d'énergie renouvelable et en termes de teqCO2 évitées ; - <u>Concernant les installations de production de gaz renouvelable</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Méthanisation : production minimale de 100 NM³/h de CH₄ pour injection dans réseau ou 100 KWe/h en cogénération : les opérations devront justifier d'un caractère d'innovation sur le plan technique, juridique ou sur le modèle économique. Unités s'inscrivant dans un projet de territoire, c'est-à-dire traitant des déchets provenant de diverses typologies de producteurs (monde agriculteurs, Industries, collectivités). Une utilisation des matières organiques de proximité est demandée dans une démarche d'économie circulaire. La part de Cultures intermédiaires à Vocation Energétiques (CIVES) est donc limitée à 40% du plan d'approvisionnement en tonnage entrant, avec aucune culture énergétique dédiée ; • Production de gaz renouvelables : opérations à caractère innovants par exemple relatifs à une mobilisation de nouvelles ressources type biodéchets, d'émergence de nouveaux procédé technologiques d'optimisation des process, de nouvelles voies de valorisation des produits de la méthanisation (composants du biogaz et digestat), développement de nouvelles technologies de production de gaz bas-carbone comme la pyrogazéification, la gazéification hydrothermale, la méthanation et le power to gas ;



- **Concernant les installations de chaleur renouvelable :**
 Pour les projets de chaleur renouvelable associés à un ou plusieurs bâtiments, chacun des bâtiments devra justifier d'une étiquette énergie A, B ou C sauf dérogation réglementaire.
 - **Géothermie** : opérations innovantes et/ou significatives (besoins industriels, opération à l'échelle de plusieurs bâtiments, boucles d'eau tempérée, stockage thermique, ...) d'une puissance supérieure 100 kW ;
 - **Solaire thermique** : opérations innovantes et/ou significatives (par exemple des installations couplées à des réseaux de chaleur) avec une production supérieure à 1GWh/an.
 - **Biomasse-énergie** : projets de chaufferies d'une puissance supérieure à 200 kW.;
 Les projets retenus devront présenter un plan d'approvisionnement territorial local priorisant l'utilisation de produits certifiés dans le respect de la chaîne de valeur du bois et intégrant la dimension environnementale de la gestion et de l'exploitation des ressources renouvelables. Une attention toute particulière sera portée autant sur une vision plus large de l'approvisionnement (diversification des combustibles) que sur la qualité des émissions atmosphériques pouvant être générées par la combustion de la biomasse. Les équipements financés devront justifier de leurs niveaux de performances au regard des réglementations en vigueur et des valeurs limites d'émission à respecter.

- **Concernant les installations de production d'électricité renouvelable :**
 - **Solaire photovoltaïque** : Le solaire photovoltaïque est une technologie aujourd'hui mature et compétitive tant techniquement qu'économiquement. Son financement est pris en charge par les politiques nationales d'accompagnement via des tarifs de rachat. Le FEDER soutiendra les installations photovoltaïques en autoconsommation totale sans vente du surplus, justifiant de nouveaux procédés technologiques (ex PV organique) et/ou de nouveaux modèles organisationnels comme les communautés énergétiques locales et les communautés d'énergie renouvelable.

- **Réseau de chaleur et de froid** à plus de 65 % d'énergies renouvelables ou de récupération ;

- **Actions significatives pour la structuration des filières EnR** (comme par exemple : plateformes de stockage, installations innovantes de production en matière de combustible, ...)

- **Pour les installations d'hydrogène**, les maîtres d'ouvrage devront montrer en quoi les autres outils de financement de projet, notamment les programmes européens (Horizon Europe, Life, Innovation funds, CEF,...) ne sont pas suffisants ou adaptés au projet.



	<ul style="list-style-type: none"> - Les opérations de stockage d'énergie qui contribuent à : <ul style="list-style-type: none"> • Sécuriser les approvisionnements par un ajustement de l'offre et de la demande ; • Augmenter l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux ; • Stocker et valoriser des sources énergétiques (électricité et chaleur) excédentaires, contribuant ainsi à la flexibilité et aux objectifs de déploiement des énergies renouvelables ; • Soutenir le développement de la filière hydrogène vert en Hauts-de-France.
<i>Critères de sélection des opérations :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Réponse à des enjeux spécifiques du territoire ; - Cohérence du projet avec la stratégie européenne / nationale / régionale quand elle existe (SRADDET, feuille de route, schéma directeur, etc) ; - Caractère structurant de l'opération (exemplarité, duplicabilité) ; - Exemplarité du projet en matière de performance énergétique et environnementale ; - Création d'activité et d'emplois sur le territoire, pertinence de la rentabilité économique du projet ; - Efficacité de l'aide publique sur la réduction des émissions de GES (immédiatement ou dans des perspectives plus lointaines si l'opération est un pilote). - Pour les ENR thermiques : Pertinence de l'ENR par rapport au potentiel mobilisable directement sur site et sa disponibilité sur le territoire et justification du choix retenu.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>A titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SA 59 108 Aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - SA 111 726 Aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 ; - SA 58 995 Aides à la RDI pour la période 2014-2023 ; - SA 111 723 Aides à la RDI pour la période 2024-2026 ; - SA 58 980 Aides à l'investissement des infrastructures locales pour la période 2014-2023 ; - SA 111 117 Aides à l'investissement des infrastructures locales pour la période 2024-2026...
<i>OCS applicables</i>	Non applicable pour cette fiche-action
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO022 - capacité supplémentaire de production d'EnR (MWh) ou de puissance installée (MW)
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR029 - Emissions estimées de gaz à effet de serre en TeqCO2/an
<i>Interlocuteurs</i>	Direction Rev3 rev3@hautsdefrance.fr



Priorité 4



Engagement dans un modèle de transition vers un territoire décarboné et durable

Objectif Spécifique – OSpé 2.6

Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation de la ressource

Type d'action 1

Accompagner et consolider les dynamiques de projets et d'acteurs visant à favoriser la production et l'usage de ressources dans une logique d'économie circulaire

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,9M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - 500 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération - Sauf actions collectives d'accompagnement : 200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération <p>Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)</p>
Taux plafond d'aides publiques	Taux plafond fixé au maximum autorisé par les régimes d'aides d'Etat mobilisés

Exemples d'actions	<p>A titre d'exemple, non exhaustifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions innovantes et/ou structurantes pour le territoire régional ; - Projets de recherche industrielle en environnement représentatif, de développement expérimental, d'innovation de procédé et d'organisation ; - Amélioration ou innovation dans les process, procédés et organisations conduisant à une économie de la ressource, à un approvisionnement, une utilisation en matières issues du recyclage, du réemploi ou de la réutilisation, à une conception de produits à moindre impact environnemental ; - Projets pilotes, de démonstration ou d'expérimentation permettant notamment de démontrer la faisabilité technique, technologiques, organisationnelle, au regard de leurs impacts environnementaux, sociaux, économiques ; - Projets pilotes de démonstration ou d'expérimentation, de l'intégration de matières premières issues du recyclage, de matériaux/produits recyclés, des coproduits, sous-produits ou de déchets dans la fabrication de produits finis ou matériaux alternatifs ; - La réalisation d'ouvrages et bâtiments expérimentaux in situ dans la mesure où ils sont supports à l'expérimentation de nouvelles organisation et ou à la mise en œuvre de matériaux mobilisant de nouvelles matières premières issues du recyclage, des nouvelles
--------------------	---



- matières premières renouvelables ou encore des produits ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, dans un but de démonstration utile pour le développement de nouvelles filières ;
- Appuyer au développement de Centres techniques ou de transferts pour favoriser le recyclage, l'usage de matières premières issues du recyclage, de matières premières renouvelables, la conception de produits permettant un réemploi des matières en fin de vie, dans une logique de pensée en cycle de vie et aux fins de recherche industrielle et développement expérimental mais aussi pour concourir au déploiement de nouvelles organisations et modèles économiques ;
 - Soutien à des projets d'économie circulaire visant à impulser et structurer de nouvelles filières notamment le développement d'outils numériques ou d'équipements mutualisés ;
 - Soutien à des actions individuelles et collectives d'accompagnement des entreprises pour leurs projets d'évolution des process, procédés, produits et leur usage, d'organisation ou de nouveaux modèles économiques (économie circulaire, économie de la fonctionnalité et de coopération, économie collaborative...) ou d'écologie industrielle et territoriale ;
 - Opérations visant à favoriser l'éco efficacité des systèmes de production, l'éco conception des produits, le recyclage des produits en fin de vie, le réemploi, les process d'intégration des matières recyclés et des produits reconditionnés dans les chaines de valeurs, en s'appuyant sur une analyse du cycle de vie des produits ;
 - Favoriser la création d'entreprises, de start-ups, de jeunes pousses, de nouvelles activités en lien avec le déploiement de l'économie circulaire sur le territoire ;
 - Développement de nouvelles filières d'extraction de matières, de nouveaux gisement de matières, matériaux et équipements ;
 - Soutien à des opérations expérimentales dont l'objet est de mettre en œuvre les technologies issues ou transférées du secteur de la recherche et de développement vers des applications nouvelles, ce qui comprend notamment la création de prototypes, la démonstration, l'élaboration de projets-pilotes, les essais, la validation de produits, de procédés ou de services nouveaux ou améliorés ;
 - Soutien à des opérations qui visent à diffuser des pratiques permettant de progresser de manière exemplaire dans la voie du développement de l'économie circulaire. Il s'agit de capitaliser les acquis de la démonstration de la faisabilité de projets innovants et d'en tirer des enseignements en vue d'une diffusion plus large ;
 - Soutien à des projets de développement, de mise au point et de mise en œuvre de technologies innovantes visant à l'efficacité dans l'usage des ressources à travers le recours aux matières premières renouvelables ou secondaires, et permettant d'améliorer significativement la performance environnementale du produit dans sa phase de production eu regard de son cycle de vie ;
 - Dotation de fonds d'investissement en faveur des projets ou d'études de faisabilité visant l'économie circulaire dans les entreprises, le développement de nouveaux produits. Il s'agit d'accompagner la création d'instrument d'investissement spécialisé en vue d'investir dans des projets visant à réduire directement ou indirectement les émissions de GES ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Appui aux mutations technologiques plus respectueuses de l'environnement, de l'usage des ressources et/ou à haute performance environnementale ; - Création de nouvelles activités en lien avec un usage responsable des ressources et/ou concourant au déploiement de l'économie circulaire sur le territoire des Hauts-de-France ; - Soutien aux acteurs de l'ESS (économie sociale et solidaire) dans le développement de filières locales de réemploi, de réutilisation et de partage des matériaux/produits/déchets ; - Soutien à des projets qui permettent de rendre le territoire plus autonome dans l'utilisation de la ressource locale.
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION :

- Soutenir des projets pilotes ou de démonstration concourant à de nouvelles mutations techniques, technologiques ou organisationnelles à hautes performances dans une perspective d'économie circulaire ;
- Soutenir des projets d'impulsion et de structuration de filières pour mobiliser et impliquer les acteurs dans de nouvelles chaînes de valeur ;
- Soutenir les entreprises dans des projets innovants, démonstrateurs ou exemplaires visant l'utilisation de co produits et sous-produits de l'activité économique via le recyclage et/ou le réemploi ou la réutilisation.

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; - Ensemble des établissements publics ; - Associations ; - Fondations ; - Entreprises : TPE, PME ; - Petites ETI et ETI : via des instruments financiers ; - Réseaux d'entreprises ; - Fédérations professionnelles ; - SEM ; - Fonds d'investissements et de soutien ; - Université-Laboratoire, centre de recherche, centre techniques ; - Institutions publiques nationales du financement ; - Et les autres acteurs de l'économie circulaire...
<i>Bénéficiaires intermédiaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; - Ensemble des établissements publics ; - Associations ; - Réseaux d'entreprises ; - Fédérations professionnelles ; - SEM ; - Fonds d'investissements et de soutien ; - Et les autres acteurs de l'économie circulaire...



<i>Bénéficiaires finaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; - Ensemble des établissements publics ; - Associations ; - Fondations ; - Entreprises : TPE, PME ; - Petites ETI et ETI : via des instruments financiers ; - Réseaux d'entreprises ; - Fédérations professionnelles ; - SEM ; - Fonds d'investissements et de soutien ; - Université-Laboratoire, centre de recherche, centre techniques ; - Institutions publiques nationales du financement ; - Et les autres acteurs de l'économie circulaire...
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>De manière générale, sont éligibles les dépenses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inscrites en investissement : travaux, services / études / conseils, fournitures / équipements ; - Inscrites en fonctionnement pour des projets de recherche développement et innovation : principalement les frais d'études, de conseils, d'apports en expertise, d'animation, de communication, frais de structure, spécifiquement liés au projet ; dépenses de personnel. <p>Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible)</p> <p>Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.</p>
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de terrain ; - Dépenses liées à la mise en conformité réglementaire.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets financés devront respecter la réglementation en matière de commande publique et les objectifs, modalités et plafonds d'aides figurant dans les règlements européens en vigueur. - En ce qui concerne les projets relatifs au développement, la mise au point et la mise en œuvre de technologies innovantes, le porteur de projet devra démontrer que les solutions choisies ont peu ou pas d'impact sur le plan environnemental, voire qu'elles génèrent des effets bénéfiques pour l'environnement. Pour ce faire, une évaluation environnementale multi critères de type Analyse du Cycle de Vie, pourra être réalisée sur le couple produit/ process. Sont concernées les technologies nouvelles n'ayant pas encore fait leurs preuves par comparaison avec l'état de la technique dans le secteur concerné, qui comportent un risque d'échec technologique ou industriel, et qui ne constituent pas une optimisation ni une mise à niveau d'une technologie existante. - Les projets financés par le biais de l'instrument financier seront appréhendés de manière globale, indépendamment des critères d'éligibilité définis ci-dessus, et seront sélectionnés au regard de leur contribution à l'atteinte des objectifs de performance fixés au niveau de l'objectif spécifique. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).



	<p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets devront respecter les objectifs, modalités et plafonds d'aides figurant dans les règlements européens en vigueur ; - Les projets seront jugés sur leur capacité à réduire de manière significative les émissions directes ou indirectes de gaz à effet de serre et/ou à préserver les ressources ; - La sélection des projets tiendra compte de leur capacité à mettre en application les principes de l'économie circulaire, de leur cohérence avec la FRDEC et de leur contribution au déploiement de l'EC sur le territoire des HDF ; - Concernant le développement, la mise au point et la mise en œuvre de technologies innovantes, à noter que pour toutes nouvelles technologies ou procédés ... pour lesquelles des données environnementales et ou sociales ne sont pas disponibles, et dans l'objectif de constituer un socle de connaissances dans les Hauts de France, une Analyse du Cycle de Vie pourra être réalisée. Ces éléments seront de nature à démontrer que ces solutions innovantes ne tendent pas à simplement déplacer les éventuels impacts environnementaux. <p>En ce qui concerne les dispositifs d'ingénierie financière les critères de sélection sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effet levier des fonds ; • Recyclage de la ressource publique ; • Expertise du fonds en matière d'accompagnement des projets (financier et technique) ; • Qualité de l'historique du fonds dans les objectifs visés ; • Présence dans les réseaux des acteurs visés ; • La qualité du système de « reporting » (opérationnel, administratif, financiers).
<i>Modalités de sélection des opérations :</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>A titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification N° SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N° SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ... <p>Les opérateurs menant une activité économique doivent respecter les règles en matière d'aide d'Etat.</p>
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO002 - Entreprises soutenues par des subventions RCO003 - Entreprises soutenues par des instruments financiers
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR003 - PME introduisant des innovations en matière de produit ou de procédé
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de la Transformation de l'Economie Régionale Europe-DTER@hautsdefrance.fr



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.4

Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

Type d'action 1

Prévention des risques naturels et adaptation des territoires aux risques liés au changement climatique

Sous-action 1

Adaptation des territoires aux inondations continentales par débordement des cours d'eau et remontées de nappe

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 50,3M € (enveloppe de l'Objectif Spécifique 2.4)

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions

Les actions soutenues sont conçues dans une logique de synergie entre la prévention du risque et l'amélioration de la fonctionnalité des milieux naturels. Les solutions fondées sur la nature (SFN) sont ainsi privilégiées. Les SFN ou SAFN (solutions d'adaptation fondées sur la nature) se basent sur le fonctionnement actuel ou la restauration des écosystèmes pour atténuer l'aléa. Elles assurent un gain net de biodiversité, sont avantageuses économiquement et durables dans le temps, avec une intervention humaine limitée à l'entretien des milieux naturels.

La finalité des opérations soutenues par le FEDER sur les risques naturels réside dans la réduction du risque pour les personnes et les biens existants dans la zone vulnérable, dès lors que des actions d'atténuation de l'aléa et de réduction de la vulnérabilité peuvent être menées à l'échelle du bassin versant et en comptant sur un pas de temps de moyen terme (**20 ans**), et non pas sur la réparation des dommages et la protection d'une potentialité d'urbanisation future et d'artificialisation du territoire, augmentant la vulnérabilité de la zone considérée ou de zones limitrophes.

Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Prestations intellectuelles pour l'amélioration de la connaissance et l'animation de démarches de gestion du risque :**
 - Études de connaissance sur le risque hydraulique
 - Diagnostic territorial



- Définition de stratégies territoriales
- Démarche d'intégration du risque dans l'urbanisme
- Animation des Plans d'action et de prévention des inondations (PAPI) en primo-demande ou renouvellement
- Actions de communication et de sensibilisation

- **Réduction de la vulnérabilité des territoires :**

- Diagnostics de vulnérabilité du territoire, de l'habitat, du tissu économique et des infrastructures, menés par la structure porteuse du PAPI ou par une structure compétente inondation, à une échelle intercommunale
- Travaux de réduction de la vulnérabilité de bâtiments publics, menés par une maîtrise d'ouvrage publique
- Suppression d'équipements ou d'habitations sur une zone d'expansion de crue.

- **Études et travaux pour la réduction de l'aléa :**

La présentation de ces études devra indiquer les utilisations opérationnelles projetées.

- Études pour la protection ou la restauration des zones naturelles d'expansion de crues (ZNEC) : identification et caractérisation des ZNEC, définition de stratégies.
- Travaux pour la protection ou la restauration des zones naturelles d'expansion de crues :
 - maîtrise d'œuvre,
 - travaux de restauration de la connectivité entre lit mineur et lit majeur, le cas échéant, de valorisation en tant que zone humide fonctionnelle,
 - acquisitions foncières et travaux de démolition en vue de protéger et d'optimiser la zone d'expansion.
- Études de définition pour la création de zones artificielles d'expansion des crues (ZAEC), études d'analyses coûts/bénéfices (ACB) et multicritères.
- Travaux de création de zones artificielles d'expansion des crues (ZAEC) (zones de ralentissement dynamique ou zones temporaires de rétention des eaux, gérées par un système technique de régulation et par remplissage gravitaire ou pompage) :
 - maîtrise d'œuvre,
 - travaux,
 - acquisitions foncières en vue de protéger et d'optimiser la zone d'expansion et/ou de protéger des zones habitées.
- Études techniques et travaux pour l'amélioration des écoulements, la sécurisation d'ouvrages existants et le renforcement de systèmes d'endiguement classés ou classables au titre du décret digues.

Les sous-actions ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901. Il n'est pas possible pour cette action de mettre en œuvre des opérations collaboratives.
<i>Dépenses éligibles</i>	Travaux, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais d'enquête publique, frais d'ingénierie, frais de communication, investissements en matériel, acquisitions foncières. Pour les dépenses d'animation : frais de personnel, frais de structure.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrages nouveaux situés en lit majeur impactant la zone d'expansion des crues ; - Projet en lien avec la protection d'une potentialité d'urbanisation future, augmentant la vulnérabilité de la zone considérée ou de zones limitrophes ; - Dépenses de mise en œuvre de requalification urbaine, de transfert d'urbanisation et d'activités ; - Travaux relevant de la compensation écologique se rattachant à la démarche Éviter, Réduire, Compenser ; - Maintenance d'équipements ; - Réfection de réseaux eaux pluviales ou eaux usées (ne pourront être pris en compte que des investissements ponctuels uniquement liés à la résolution de la problématique inondation et non sur l'ensemble du réseau) ; - Indemnités de sur-inondation à destination des propriétaires et/ou ayants droit (exploitants agricoles...) ; - Animation PAPI déjà engagée.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Ces critères peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation des Plans d'Action et de Prévention des Inondations (PAPI) : le financement européen prendra en compte l'animation dans deux cas : au lancement de l'animation pour l'engagement du PAPI, avec délibération du maître d'ouvrage, et lors du renouvellement d'une animation PAPI déjà financée par le FEDER (continuité). - Études de définition pour la création de zones artificielles d'expansion des crues (ZAEC) : le cahier des charges de l'étude prévoira : <ul style="list-style-type: none"> • Une étude réalisée à l'échelle d'un bassin versant. • L'intégration de la problématique du ruissellement rural et urbain connue sur le bassin versant, et l'évaluation de la contribution d'une maîtrise du ruissellement à la diminution du risque d'inondation et au dimensionnement de l'ouvrage. A défaut, il conviendra de s'assurer de l'existence d'une étude ruissellement encore valide sur le même bassin versant et de sa bonne exploitation. • L'intégration d'une réflexion sur un aménagement du territoire adapté au risque et notamment la maîtrise de l'urbanisation dans les documents d'urbanisme existants ou à mettre en œuvre, la



réduction de la vulnérabilité, la culture du risque et la programmation sur le territoire concerné de déclinaisons opérationnelles de cette réflexion.

- Une plus-value biodiversité effective de la zone créée (en priorité en matière de milieux humides) : création d'un espace humide fonctionnel (roselière, boisement, pâturage extensif avec races rustiques, en priorité locales, fauche tardive...), restauration de frayères, reconstitution de forêt alluviale, création d'une zone de quiétude pour la faune (oiseaux en particulier...)...
- L'étude d'au moins un scénario alternatif basé sur les solutions fondées sur la nature, à comparer avec le scénario plus technologique.
- La réalisation d'une analyse coûts-bénéfices (ACB) pour un projet de coût supérieur à 2 M€ et une analyse socio-économique justifiant l'aménagement en deçà de ce montant (l'analyse socio-économique comprend : l'estimation des dommages, l'économie réalisée sur l'endommagement, l'impact sur la population, l'éventuel impact sur l'emploi, le patrimoine culturel et environnemental, ainsi que le calcul des moyens consacrés à l'entretien des ouvrages, sur une échelle de temps de 50 ans).

- **Travaux de création de zones artificielles d'expansion des crues (ZAEC) :**

Le projet doit prévoir :

- Un argumentaire fondé sur l'étude préalable dans les conditions mentionnées ci-dessus.
- Le traitement simultané de la problématique de ruissellement analysée lors de l'étude préalable (lancement d'une étude, démarrage d'une concertation, planification d'actions...) dès lors que cette problématique a été repérée dans l'étude préalable.
- Son inscription dans une stratégie territoriale mettant en œuvre des solutions fondées sur la nature, ainsi que des actions sur la vulnérabilité et la culture du risque.
- La non-dégradation de la masse d'eau considérée.
- Le dossier devra présenter un argumentaire pour expliquer la non-utilisation des SFN.
- Une plus-value du site en matière de biodiversité, notamment en termes de milieux aquatiques et humides. L'action sur l'écosystème sera évaluée grâce à un suivi avec des relevés permettant de constater les évolutions en matière de biodiversité au bout d'au moins une année.
- Une Analyse Coûts Bénéfices positive pour un projet supérieur à 2 M€ et une analyse socio-économique justifiant l'aménagement en deçà.
- Un engagement à l'entretien des ouvrages réalisés argumenté de la justification des moyens.

- **Acquisitions foncières** : uniquement à destination de restaurations d'espaces naturels. La dépense éligible est constituée par le prix des Domaines ainsi qu'un barème officiel, reconnu par les autorités, appliqué pour les évictions agricoles.



	<ul style="list-style-type: none"> - Études techniques et travaux pour l'amélioration des écoulements en traversée urbaine, la sécurisation d'ouvrages existants et le renforcement de systèmes d'endiguement classés ou classables au titre du décret digues : <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux viseront uniquement la protection d'une zone urbanisée <u>déjà existante</u>. • L'étude intègre une réflexion sur un aménagement du territoire adapté au risque et notamment la maîtrise de l'urbanisation dans les documents d'urbanisme existants ou à prévoir, la réduction de la vulnérabilité, la culture du risque. • L'objectif de renforcement des systèmes d'endiguement ne pourra concerner que les territoires ayant intégré la dimension du risque dans leurs documents d'urbanisme. • L'objectif d'amélioration des écoulements doit intégrer l'objectif d'améliorer le fonctionnement de l'écosystème aquatique. Le cas échéant, il intégrera l'étude d'un scénario de solution fondée sur la nature. • Réalisation d'une analyse coûts-bénéfices pour un projet de coût supérieur à 2 M€ et une analyse socio-économique justifiant l'aménagement en deçà (l'analyse socio-économique comprend : l'estimation des dommages/ l'économie réalisée sur l'endommagement, l'impact sur la population, l'éventuel impact sur l'emploi, le patrimoine culturel et environnemental, sur une échelle de temps de 50 ans). - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Les opérations inscrites dans les conventions PAPI seront privilégiées : le financement d'une opération hors PAPI est plafonné à 20% des dépenses éligibles.</p> <p>Pour les diagnostics et travaux de réduction de la vulnérabilité, les démarches doivent être réalisées sous maîtrise d'ouvrage intercommunale, à l'échelle d'une collectivité compétente. Les opérations concernant des travaux sur plusieurs bâtiments publics seront privilégiées.</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets



<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Les opérations envisagées n'entreront pas dans le champ économique, seront d'intérêt local et ne fausseront donc pas la concurrence entre Etats. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	ISREAHDF1 - Valeur des ouvrages dans la prévention des risques d'inondations (€) Pour les risques littoraux et continentaux
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR 35 - Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations Pour les risques littoraux et continentaux
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.4

Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

Type d'action 1

Prévention des risques naturels et adaptation des territoires aux risques liés au changement climatique

Sous-action 2

Adaptation des territoires littoraux aux risques naturels d'inondation, de submersion, d'érosion du trait de côte

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 50,3M € (enveloppe de l'Objectif Spécifique 2.4)

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux de plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions

Les actions soutenues sont conçues dans une logique de synergie entre la prévention du risque et l'amélioration de la fonctionnalité des milieux naturels. Les solutions fondées sur la nature (SFN) sont ainsi privilégiées. Les SFN ou SAFN (solutions d'adaptation fondées sur la nature) se basent sur le fonctionnement actuel ou la restauration des écosystèmes pour atténuer l'aléa. Elles assurent un gain net de biodiversité, sont avantageuses économiquement et durables dans le temps, avec une intervention humaine limitée à l'entretien des milieux naturels.

La finalité des opérations soutenues par le FEDER sur les risques naturels réside dans la réduction du risque pour les personnes et les biens existants dans la zone vulnérable, dès lors que des actions de réduction de la vulnérabilité peuvent être menées, et non pas sur la réparation des dommages et sur la protection d'une potentialité d'urbanisation future et d'artificialisation du territoire, augmentant la vulnérabilité de la zone considérée ou de zones limitrophes.

Les actions sont analysées au regard :

- des analyses prospectives décrites dans les rapports du GIEC et des études à échelle de la Manche et de la Mer du Nord, qui prévoient une élévation inexorable du niveau marin (prévisions actuelles de 60 cm à l'horizon 2100) ainsi qu'un renforcement des tempêtes.



- des évolutions juridiques, notamment les impacts de la loi « climat et résilience ».

Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Prestations intellectuelles pour la connaissance et l'animation :**
 - Opérations de suivi de la dynamique des fonds (estran et subtidal proche), du trait de côte et des phénomènes météo-océaniques visant la totalité du littoral des Hauts-de-France ou des échelles hydro-sédimentaires cohérentes quand la connaissance acquise permettra d'orienter, actualiser ou adapter les stratégies locales. Ces études doivent être bancarisées et mises à disposition du GIP Réseau d'Observation du Littoral.
 - Etablissement de cartographies du risque
 - Définition de stratégies territoriales pour la gestion du risque de submersion et/ou d'érosion séquencées sur le court, moyen et long terme
 - Démarches d'intégration du risque de submersion et/ou d'érosion dans l'urbanisme, y compris études de recombinaison spatiale (planification, programmation, avant-projet d'aménagement) et accompagnement par la communication, sensibilisation, concertation.
 - Investissements pour l'équipement pour la surveillance, le suivi et le développement d'outil de surveillance, l'alerte (prévision aléa marin côtier, prévision impact)
 - Animation des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI) en primo-demande ou en renouvellement
- **Réduction de la vulnérabilité des territoires :**
 - Diagnostics de vulnérabilité du territoire, de l'habitat, du tissu économique et des infrastructures, menés par la structure porteuse du PAPI ou par une structure compétente inondation, en démarche collective
 - Travaux de réduction de la vulnérabilité sur bâtiments publics, menés par une maîtrise d'ouvrage publique
 - Suppression d'équipements ou d'habitations dans le cadre de projets de renaturation et de rétablissement de continuité écologique à l'embouchure d'un fleuve.
- **Études et travaux pour la réduction de l'aléa :**
 - Restauration des ensembles naturels, massifs, cordons dunaires, estuaires, là où les diagnostics ont mis en évidence que la restauration de ces ensembles contribue à la prévention des risques, en restaurant ou augmentant leur fonctionnalité au regard des caractéristiques hydro-sédimentaires
 - Création/restauration/adaptation/confortement des systèmes de protection existants : ouvrages anthropiques (digues, perrés...) protégeant les terres de la submersion et ou de l'érosion du trait de côte pour lesquels les enjeux de protection de la population et des biens existants sont importants et argumentés
 - Travaux sur la bande littorale et arrière littorale pour la recombinaison spatiale de l'occupation humaine, avec une



	<p>restauration d'espaces naturels : dépoldérisation, ré-estuarisation, notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions foncières et immobilières nécessaires à l'optimisation des systèmes de protection et à la réalisation de recomposition spatiale de l'occupation humaine • Analyse coût bénéfice ou étude socio-éco visant à évaluer la rentabilité du/des travaux (notamment en cas de confortement, augmentation ou création d'ouvrage), en cohérence avec les orientations de court/moyen/long terme de la stratégie locale. <p>Les sous-actions ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.</p>
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<p>Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.</p> <p>Il n'est pas possible pour cette action de mettre en œuvre des opérations collaboratives.</p>
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Travaux, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais d'enquête publique, frais d'ingénierie, frais de communication, investissements en matériel, acquisitions foncières.</p> <p>Pour les dépenses d'animation : frais de personnel, frais de structure.</p>
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Projet en lien avec la protection d'une potentialité d'urbanisation future, augmentant la vulnérabilité de la zone considérée ou de zones limitrophes ; - Dépenses de mise en œuvre de requalification urbaine, de transfert d'urbanisation et d'activités ; - Travaux relevant de la compensation écologique se rattachant à la démarche ERC ; - Indemnités de sur-inondation ; - Animation PAPI déjà engagée.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Ces critères peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation des Plans d'action et de prévention des inondations (PAPI) : le financement européen prendra en compte l'animation dans deux conditions : au démarrage du PAPI, avec la phase programme d'études préalables, et lors du renouvellement d'une animation PAPI déjà financée par le FEDER (continuité). - Études et travaux pour la réduction du risque : <ul style="list-style-type: none"> • En priorité les travaux inscrits dans les Plans d'action et de prévention des inondations (PAPI) en cours ou finalisés. • Le projet doit démontrer s'inscrire dans une stratégie territoriale de gestion du trait de côte à l'échelle de la cellule hydro-sédimentaire, et composant avec le transit sédimentaire, mettant en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> - des solutions fondées sur la nature,



	<ul style="list-style-type: none"> - des actions sur l'intégration du risque dans les documents d'urbanisme, la réduction de la vulnérabilité et sur la culture du risque, - une réflexion sur l'adaptation du territoire au changement climatique afin de définir une stratégie en matière d'occupation de l'espace séquencée sur le court, moyen et long terme (planification urbaine, aménagement du bâti, recul maîtrisé...). <ul style="list-style-type: none"> • L'étude pour le projet concerné doit prendre en compte au moins un scénario alternatif basé sur les solutions fondées sur la nature et/ou de recomposition territoriale (les SFN se basent sur le fonctionnement actuel ou la restauration des écosystèmes pour atténuer l'aléa, elles constituent un gain net de biodiversité, sont avantageuses économiquement et durables dans le temps, avec une intervention humaine limitée à l'entretien des milieux naturels). Dans le cas contraire, le dossier devra présenter un argumentaire pour expliquer la non prise en compte des SFN. • La comparaison entre les variantes de solution (SFN, création d'ouvrages anthropiques) doit notamment comprendre une évaluation des coûts globaux sur 30 ans, intégrant les coûts de maintenance (y compris rechargement), et s'il y a lieu de compensation des impacts environnementaux (résultant notamment des incidences sur le fonctionnement de la cellule hydro-sédimentaire) • La réalisation d'une analyse coûts-bénéfices pour un projet sur le risque submersion de coût supérieur à 2 M€ et une analyse socio-économique justifiant l'aménagement en deçà ou sur le risque d'érosion (l'analyse socio-économique comprend : l'estimation des dommages/économie réalisée sur l'endommagement, l'impact sur la population, l'éventuel impact sur l'emploi, le patrimoine culturel et environnemental, sur une échelle de temps de 50 ans). • L'étude doit mettre en cohérence le projet de travaux avec les orientations et engagements de la collectivité de court/moyen/long terme de la stratégie locale. • Les travaux doivent être compatibles avec la protection de la biodiversité, ne doivent pas dégrader les écosystèmes en place et si possible, apporter une plus-value pour la biodiversité locale. Le cas échéant, le dossier devra présenter un argumentaire pour expliquer la non prise en compte des SFN. • Le dossier doit comporter un engagement à l'entretien des ouvrages réalisés argumenté de la justification des moyens. • En cas de rechargement de sable/galet, les gisements doivent être identifiés et analysés (en termes de soutenabilité des volumes prélevables et de sensibilité environnementale). • Les dépenses éligibles porteront uniquement sur les travaux destinés à la prévention des risques et à la restauration de milieux naturels. <p>- Acquisitions foncières : uniquement à destination de restauration d'espaces naturels. La dépense éligible est constituée par le prix des</p>
--	---



	<p>Domaines ainsi qu'un barème officiel, reconnu par les autorités, appliqué pour les évictions agricoles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<p>Les opérations inscrites dans les conventions PAPI seront privilégiées : le financement en dehors d'un PAPI est plafonné à 20% des dépenses éligibles.</p> <p>Pour les diagnostics et travaux de réduction de la vulnérabilité, les démarches doivent être menées sous maîtrise d'ouvrage intercommunale, à l'échelle d'une collectivité compétente. Les opérations groupées pour les travaux sur bâtiments publics seront privilégiées.</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>Les opérations envisagées n'entreront pas dans le champ économique, seront d'intérêt local et ne fausseront donc pas la concurrence entre Etats. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.</p>
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics).



	Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	ISREAHDF1 - Valeur des ouvrages dans la prévention des risques d'inondations (€) Pour les risques littoraux et continentaux
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR 35 - Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations Pour les risques littoraux et continentaux
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.4

Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

Type d'action 1

Prévention des risques naturels et adaptation des territoires aux risques liés au changement climatique

Sous-action 3

Prévention des risques d'effondrement de cavités

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 50,3M € (enveloppe de l'Objectif Spécifique 2.4)

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions	<p>Les cavités souterraines sont étroitement liées à la géologie, l'histoire et l'identité de la région. Elles peuvent résulter d'ouvrages civils abandonnés (boves, creutes, etc), ou d'ouvrages militaire plus ou moins bien remblayés après les conflits (sapes de guerre, tranchées et casemates), ou encore d'anciennes carrières (de pierre de taille en craie, de sable, ou de chaux pour l'amendement agricole). L'objectif est de permettre la mobilisation de financements soit pour des études et travaux visant à traiter une situation de risque imminent, soit dans le cadre d'un outil de planification spécifique.</p> <p>La prévention du risque d'affaissement ou d'effondrement de cavité est soutenue par l'Etat à travers le Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM, dit fonds Barnier). Le FPRNM n'est cependant pas mobilisable pour intervenir sur les cavités qui sous-cavent le domaine public, notamment la voirie. Aussi le FEDER permet-t-il d'assurer la complémentarité, de manière à faciliter la réalisation d'opérations globales quelle que soit la nature des enjeux exposés en surface.</p> <p>Le FEDER soutiendra de plus l'émergence et le renforcement de stratégies locales de prévention du risque cavité à travers la mise en œuvre de Programmes d'Actions de Prévention du Risque Cavité (PAPRICA) portés par les collectivités. Ces programmes combinent diverses actions permettant de savoir où sont les cavités, de surveiller</p>
--------------------	--



	<p>leur état géotechnique, d'adapter les conditions d'occupation en surface, et de procéder à des travaux de confortement ou comblement.</p> <p>Par ailleurs, la finalité des opérations soutenues par le FEDER réside dans la réduction du risque pour les personnes et les biens existants dans la zone vulnérable et non sur la réparation des dommages ni la protection d'une potentialité d'urbanisation future et d'une artificialisation du territoire, qui augmenterait la vulnérabilité de la zone considérée ou de zones limitrophes.</p> <p>Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations intellectuelles pour la connaissance et l'animation : <ul style="list-style-type: none"> • Études de prospection, d'inventaire et de diagnostic, création de Systèmes d'Information Géographique. • Animation de démarches globales (PAPRICA) et planification des travaux - Études techniques et travaux <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de reconnaissance (sondage, puits d'accès). • Travaux de traitement : confortement, comblement, actions de réduction de la vulnérabilité sur le bâti, comportant des dépenses qui ne sont pas éligibles au Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) (travaux de traitement de cavité menaçant la voirie et les réseaux publics par exemple) sous maîtrise d'ouvrage publique. • Investissement dans le matériel de surveillance, prestations d'instrumentation. <p>Les sous-actions ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.</p>
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<p>Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.</p> <p>Il n'est pas possible pour cette action de mettre en œuvre des opérations collaboratives.</p>
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Travaux, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais d'enquête publique, frais de communication, investissements en matériel. Pour les dépenses d'animation : frais de personnel, frais de structure.</p>
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses liées à la requalification urbaine, au transfert d'urbanisation et d'activités. - Maintenance et fonctionnement des équipements.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les critères d'éligibilité sont décrits dans la section "exemple d'actions" de cette fiche action.</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires</p>



	<p>de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Les opérations non éligibles pour le FPRNM (sous voirie ou espace public notamment) visant le traitement de cavités dont l'état géotechnique induit un risque grave et imminent seront privilégiées, ainsi que les opérations inscrites dans les conventions PAPRICA.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Les opérations envisagées n'entreront pas dans le champ économique, seront d'intérêt local et ne fausseront donc pas la concurrence entre Etats. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>IL 1 - Surface de cavité inventoriée, expertisée (m²)</p> <p>IL 2 - Surface de cavité traitée (m²)</p>



Interlocuteurs

Direction de l'Eau et de la Biodiversité : instruction administrative et financière
biodiversite@hautsdefrance.fr

L'instruction technique du dossier est assurée par les services de l'Etat (le dossier leur est transmis par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité).



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.4

Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

Type d'action 1

Prévention des risques naturels et adaptation des territoires aux risques liés au changement climatique

Sous-action 4

Adaptation au changement climatique des territoires urbains et ruraux

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 50,3M € (enveloppe de l'Objectif Spécifique 2.4)

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions

Pour mettre en place des solutions d'adaptation durables au changement climatique, les solutions fondées sur la nature (SFN) sont privilégiées. Les SFN sont des mesures dites « sans regret », c'est-à-dire bénéfiques à la fois pour l'environnement et la société dans tous les cas de scénario climatique. Elles se basent sur la protection, la gestion et/ou la restauration des écosystèmes, ne nécessitent pas, ou le moins possible, « d'activation » humaine, assurent le bien-être humain, permettent un gain net de biodiversité, permettent de relever les défis posés par le changement climatique. Leur mise en œuvre doit être durable, efficace et adaptative et elles bénéficient d'un bon rapport économique coûts/bénéfices, et seront moins coûteuses à court ou long termes que des solutions dites « grises » (technologiques).

Le changement climatique va également impacter fortement les ressources en eau, il s'agit de mettre en œuvre des démarches de réflexion et de prévention dans ce domaine. Les actions liées à la gestion durable de la ressource en eau doivent résulter d'une concertation entre l'ensemble des usagers de l'eau et intégrer une démarche globale établie à l'échelle d'un bassin versant ou à défaut d'un sous bassin versant dont le périmètre sera clairement justifié.

Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Prestations intellectuelles pour la connaissance et l'animation :**
 - Études de connaissance, modélisations, de recherche appliquée sur les conséquences du changement climatique et les solutions d'adaptation: gestion des eaux pluviales, lutte contre les îlots de



chaleur, gestion durable de la ressource en eau (nappes et rivières), impacts faune/flore, protection des milieux naturels et des sols face au changement climatique...

- Définition de stratégies territoriales
- Animation pour la mobilisation des acteurs sur l'adaptation au changement climatique et la mise en œuvre d'actions liées à cette adaptation.

- **Études techniques et travaux pour la préservation de la ressource en eau et des milieux naturels par la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature**

• **Erosion des sols et ruissellement en milieu rural :**

- Études opérationnelles ;
- Maîtrise d'œuvre ;
- Travaux visant à limiter le ruissellement et l'érosion des sols agricoles en milieu rural grâce au rétablissement du principe d'infiltration des pluies dans les sols, basé sur le changement de pratiques agronomiques, la végétalisation, la création d'éléments du paysage et la restauration de la biodiversité (hydraulique douce – haies, bandes enherbées, fascines - et semi-structurante dits « aménagements au fil de l'eau » - fossés, saignées, noues, chenaux enherbés, mares, prairies inondables), à une échelle hydrographique cohérente (bassin versant) ;
- Acquisitions et démarches foncières.

• **Ruissellement en milieu urbain :**

- Travaux d'adaptation sur le milieu urbain existant pour augmenter les surfaces non imperméabilisées et végétales permettant l'infiltration des eaux pluviales et la régulation des températures urbaines (noues, jardins de pluie, échelles de pluie, zones d'infiltration paysagères – les substrats perméables minéraux et chaussées réservoirs sont inclus s'ils ne constituent pas l'essentiel du projet).
Les dépenses d'études opérationnelles et de maîtrise d'œuvre associées aux travaux sont éligibles.

Les actions qui comprennent des travaux d'aménagement paysager écologique, de plantations et de traitement des eaux pluviales limitant l'imperméabilisation des sols (déconnection du réseau d'assainissement pluvial, infiltration à la parcelle, noues) et qui ont pour objet la requalification de friches d'origine industrielle et polluée ne seront pas éligibles au titre de cette sous-action. Il conviendra d'orienter la demande vers l'action 3 « Recyclage foncier des sols contaminés au bénéfice d'opérations de réhabilitation à forte ambition en matière de transition écologique ».



	<ul style="list-style-type: none"> - Études opérationnelles, maîtrise d'œuvre et travaux destinés à protéger les milieux naturels des conséquences du changement climatique (par exemple, contre les étiages sur les cours d'eau et zones humides) - Protection des champs captants contre la pollution par un usage du sol adapté sans utilisation d'intrants présentant un danger de pollution : <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition foncière • Bornage, travaux de clôture, restauration d'espace naturel • Plantations d'arbres/arbustes (boisement) et/ou mise en prairie naturelle - Usage équilibré de la ressource en eau et développement des économies d'eau potable : <ul style="list-style-type: none"> • Études et stratégies sur la gestion durable de la ressource dans sa globalité, compte tenu des usages actuels et futurs et des besoins pour les milieux naturels, pouvant intégrer l'installation pérenne d'outils de suivi qualitatif et quantitatif de la ressource en eau afin de prolonger les études initiales par des suivis améliorés <p>Les sous-actions ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.</p>
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.
<i>Dépenses éligibles</i>	Travaux, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais d'enquête publique, frais d'ingénierie pour les travaux, frais de communication, investissements en matériel, acquisitions foncières. Pour les dépenses d'animation : frais de personnel, frais de structure.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Animation de Plan Territorial Climat Air Energie ; - Les bassins de stockage-restitution, le fonds FEDER orientant les projets sur des solutions fondées sur la nature pour les actions de lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement en milieu rural ; - Les solutions visant à concentrer les écoulements vers un bassin de stockage restitution aérien ou souterrain pour les actions de lutte contre le ruissellement en milieu urbain, le fonds FEDER orientant les projets sur les solutions fondées sur la nature ; - L'entretien des surfaces végétalisées ou hydrauliques ; - Dans le cadre de la gestion équilibrée de la ressource en eau : les études et travaux d'équipement et d'entretien des réseaux d'eau, les études, travaux et équipements portant sur l'irrigation agricole et l'eau à destination industrielle. Les études et stratégies sur la gestion durable de la ressource peuvent être réalisées uniquement par les collectivités compétentes à l'échelle d'un bassin versant (périmètre de Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau...).



<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les solutions d'adaptation mises en œuvre doivent favoriser le maintien de la biodiversité, et sur milieu dégradé, la restauration de celle-ci. - Les études et travaux de lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement en milieu rural se font à l'échelle d'un bassin versant et doivent inclure un volet de mobilisation et d'accompagnement des exploitants agricoles à la modification des pratiques agronomiques et culturelles. - La mise en place de surfaces végétalisées en milieu urbain ne peut se réaliser sans mettre en œuvre une gestion durable des eaux pluviales par infiltration à la parcelle. Un minimum de réduction de 50% de la surface imperméable initiale de l'emprise totale du projet est visé (afin de tenir compte des éventuelles surfaces imperméabilisées dans le même projet). - Les essences d'arbres, d'arbustes, de plantes ou graminées excluent les espèces reconnues invasives et privilégieront les essences locales. - L'entretien appliqué pour les surfaces végétalisées et les moyens associés doivent être explicités dans le dossier. Cet entretien doit contribuer activement à la richesse de la biodiversité. - Acquisitions foncières : uniquement à destination de restauration d'espaces naturels. La dépense éligible est constituée par le prix des Domaines ainsi qu'un barème officiel, reconnu par les autorités, utilisé pour les indemnités d'éviction. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<p>Les opérations envisagées n'entreront pas dans le champ économique, seront d'intérêt local et ne fausseront donc pas la concurrence entre Etats. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.</p>
<p><i>OCS applicables</i></p>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p>



	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>ISREAHDF1 - Valeur des ouvrages dans la prévention des risques d'inondations (€) Pour les risques littoraux et continentaux</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR 35 - Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations Pour les risques littoraux et continentaux</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action 1

Protection, restauration et connaissance de la biodiversité et mise en place des infrastructures vertes en milieu urbain

Sous-action 1

Préserver, restaurer, renforcer des corridors écologiques

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,9M € pour l'action 1

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions	<p>La fragmentation, destruction et dégradation des habitats naturels, compte parmi les cinq plus importantes menaces pesant sur la biodiversité en France et <i>a fortiori</i> en Hauts-de-France. Elle se manifeste lorsqu'un écosystème est découpé en plusieurs fragments, diminué ou dégradé par les activités humaines, les portions d'habitats naturels devenant de fait isolées et moins fonctionnelles sur le plan écologique. Avec une densité de 189 hab/m², la région Hauts-de-France est la deuxième région métropolitaine la plus densément peuplée après l'Île de France. Une large part du territoire régional, est fragmentée, notamment la partie nord, (expansion urbaine, infrastructures de transports, obstacles à l'écoulement...).</p> <p>En assurant des connexions entre des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques offrent aux espèces, tant en milieu rural qu'en milieu plus urbanisé, des conditions favorables à leur déplacement, au brassage des populations et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers. Il s'agit de protéger ou de restaurer les trames verte et bleue et leurs différentes sous-trames écologiques (sous-trame littorale, sous-trame zones humides, sous-trame milieux boisés, sous-trame milieux ouverts... ainsi que les trames brune, noire, etc.) des nuisances, des dégradations et de la fragmentation d'habitats. Il s'agit aussi de restaurer la biodiversité ordinaire (reconquête de la qualité écologique des chemins ruraux par</p>
--------------------	--



exemple) et de consolider les services écosystémiques en milieu rural et urbain et dans le cadre de projets d'aménagements.

La présente sous-action vise à préserver durablement, renforcer et restaurer les corridors écologiques, en milieu rural ou urbain.

Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Études locales d'amélioration de la connaissance** sur les corridors et les trames écologiques (verte, bleue, brune (sols), noire, ...), notamment sur le déplacement des espèces, sur les facteurs de fragmentation et les points noirs, l'état des lieux des pressions. La présentation de ces études devra indiquer les utilisations opérationnelles projetées.
- **Élaboration de schémas stratégiques** à une échelle territoriale adaptée aux problématiques environnementales traitées et/ou aux utilisations opérationnelles projetées.
- **Animation et ingénierie territoriales** pour la réalisation des études, la définition et la mise en œuvre des stratégies et travaux
- **Actions de réduction des facteurs de fragmentation physique pour la création ou la restauration des corridors écologiques**, notamment :
 - études techniques (expertises préalables, topographie, géotechnique, bathymétrie...);
 - maîtrise d'œuvre conception et réalisation ;
 - travaux pour la création d'ouvrages de franchissement pour les espèces, travaux de création ou d'amélioration de la fonctionnalité des corridors : implantation de zones boisées, haies, bandes et espaces enherbés favorisant les pollinisateurs, creusement de mares, travaux d'effacement de seuils et de contournement d'ouvrages sur les cours d'eau, reconnexion de cours d'eau et des zones humides adjacentes (restauration de connexions entre le cours d'eau et des frayères adjacentes : rétablissement de la continuité transversale), renaturation majeure d'une rivière par reméandrage ou remise à ciel ouvert...
- Acquisitions foncières dans la mesure où l'acquisition constitue le seul moyen de rétablir la fonctionnalité du corridor, avec la garantie de pérennité de la fonctionnalité écologique de la zone considérée
- Actions d'information, de concertation, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs

Les sous-actions de l'action 1 ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations.
<i>Dépenses éligibles</i>	Travaux y compris travaux annexes rendant le projet de reconnexion effectif, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais de communication, investissement en matériel, acquisitions foncières. Pour les animations et travaux : frais de personnel, frais de structure.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses récurrentes de gestion sauf celles qui suivent les travaux financés au FEDER 2021/2027 dans une période de trois ans ; - Aménagements visant à la production d'énergie ou à toute utilisation économique de l'eau ; - Travaux de compensation et de mise aux normes écologiques dans le cadre de travaux d'aménagement divers (routier, immobilier, production d'énergie...) ; - Travaux non strictement nécessaires pour la reconnexion du corridor ; - Curage, désenvasement de cours d'eau et milieux aquatiques.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Ces critères peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des corridors dans le SRADDET ou justification de la fonctionnalité de la trame à créer ou à restaurer (avec, dans les deux cas, une justification des enjeux de conservation de la biodiversité associés à cette trame) ; - Présentation de la démarche de concertation projetée ; - Fourniture de garanties sur la pérennité de la protection de la trame créée ou restaurée (maîtrise foncière durable et/ou protection réglementaire et/ou Obligation Réelle Environnementale et/ou inscription dans les documents d'urbanisme) ; - Capacité du porteur de projet à assurer un suivi et une auto-évaluation de son projet (NB : une capacité et un engagement du porteur de projet à transmettre de façon précise et suffisamment diligente une communication sur des linéaires ou surfaces d'intervention géo localisées est nécessaire pour renseigner un des indicateurs majeurs de réalisation) ; - Vigilance par rapport à l'introduction et/ou la dispersion/dissémination éventuelle d'espèces exotiques envahissantes (https://www.cbnbl.org/plantes-exotiques-envahissantes-hauts-france-edition-2020 ou toute actualisation de celle-ci)² : les travaux devront privilégier la réutilisation d'espèces végétales en place, la repousse des espèces végétales spontanées. L'introduction d'espèces végétales sera argumentée, les espèces locales seront

² Référence officielle de la publication correspondante : DUMONT, Q. (coord.), WATTERLOT, A., BUCHET, J., TOUSSAINT, B. & HAUGUEL, J.-C., 2020. - *Plantes exotiques envahissantes des Hauts-de-France : 34 fiches de reconnaissance et d'aide à la gestion*. Centre régional de phytosociologie agréé Conservatoire botanique national de Bailleul, 156 p.



exigées , sauf argumentaire développé (se référer à la liste des statuts concernant la flore vasculaire des Hauts-de-France - statuts pour chaque plante : indigène, naturalisé, spontané : <https://www.cbnbl.org/referentiel-taxonomique-digitale>) , ainsi que les semences et plants dont l'origine locale est garantie (possible de se référer à <https://www.vegetal-local.fr/vegetaux-producteurs/recherche/bassin-parisien-nord>);

- Pertinence du coût du projet au regard des résultats attendus, et au regard des coûts généralement constatés dans des opérations similaires (NB : ce critère de coût devra toutefois être relativisé par le caractère stratégique de l'espace concerné par l'intervention) ;
- L'acquisition foncière est prise en charge dans la mesure où l'acquisition constitue le seul moyen de rétablir la fonctionnalité du corridor, avec la garantie de pérennité de la fonctionnalité écologique de la zone considérée.

Pour la Trame bleue :

- La restauration du cours d'eau et de ses habitats et espèces aquatiques doit tenir compte des enjeux écologiques des milieux environnants (flore, faune des zones humides). Cela devra apparaître dans les études préalables et travaux.
- Les travaux doivent être précédés d'une étude technique préalable analysant les scénarios d'aménagement avec un scénario le plus favorable à la continuité écologique sédimentaire et piscicole. Les travaux porteront sur un effacement des obstacles, en arasement de seuil, en vannes ouvertes ou en contournement. Le rétablissement de la seule continuité piscicole (sans rétablissement de la continuité sédimentaire) n'est finançable que sur les rivières navigables.
- Les travaux doivent faire l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau et le cas échéant, d'une validation par l'Office français de la biodiversité.
- Les travaux annexes conditionnant la mise en œuvre du projet de continuité sont éligibles (rétablissement de passages, confortement du bâti, déplacement de réseaux...).
- Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).
Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.



	Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	D'une façon générale, hors cours d'eau, seront privilégiés les projets concourant au maintien ou à la restauration des grands corridors identifiés dans les Orientations Nationales pour la préservation et remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB) ou des sites Natura 2000.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	La Commission Européenne dans sa communication du 19 juillet 2016 ne considère pas les actions en faveur de la biodiversité comme étant de nature économique. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>ISREAHDF2 - Surface des sites naturels couverte par des mesures de protection et de restauration</p> <p>L'indicateur ci-dessus est pertinent pour les sous actions 1.1, 1.2, 1.3 et le premier type d'action de la sous-action 1.5.</p> <p>IL 1 - nombre d'obstacles identifiés effacés</p> <p>IL 2 - linéaire de cours d'eau restauré</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	IL 5 - nombre d'espèces visées positivement impactées par la reconnexion de corridor
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de l'Eau et de la Biodiversité</p> <p>biodiversite@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action 1

Protection, restauration et connaissance de la biodiversité et mise en place des infrastructures vertes en milieu urbain

Sous-action 2

Protéger et restaurer des espaces et populations d'espèces remarquables

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,9M € pour l'action 1

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions

Malgré une couverture faible (1,37 % du territoire métropolitain et 0,19 % pour les Hauts-de-France), le réseau d'aires terrestres bénéficiant d'une protection réglementaire forte a déjà prouvé son efficacité. Une étude menée en 2019 par Réserves Naturelles de France montre que les populations d'oiseaux communs ont baissé en moyenne de 6,6 % sur le territoire métropolitain entre 2004 et 2018, alors qu'elles augmentent sur la même période de 12,5 % dans les réserves naturelles (« Etat des lieux de la biodiversité – Hauts-de-France 2019 »). D'autres espaces de biodiversité remarquable ont fait l'objet de zonages d'inventaires (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique : ZNIEFF de type 1 ou 2) ou de protection contractuelle (réseau de sites Natura 2000...), pouvant faire l'objet d'une gestion spécifique pour la conservation du patrimoine naturel, non seulement pour les espèces rares et menacées mais également pour les espèces communes qui bénéficient des conditions mises en place.

La présente action vise à protéger et restaurer et entretenir ces espaces et populations d'espèces remarquables.

Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Renforcement du réseau des espaces naturels protégés et d'intérêt patrimonial (cœur de nature) :**
 - Acquisitions d'espaces naturels remarquables à des fins de préservation et/ou de restauration écologique ;



- Étude foncière, élaboration de stratégies d'intervention foncière, veille foncière ;
- Animation foncière et territoriale ;
- Élaboration de stratégies territoriales en faveur de la protection d'espaces remarquables ;
- Élaboration de plans de gestion de milieux naturels remarquables ;
- Amélioration de la connaissance sur des territoires spécifiques en vue de la définition de stratégies territoriales d'intervention locales (démarches intercommunales à l'échelle des Parcs Naturels Régionaux, des Schémas de Cohérence Territoriaux, des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, des Établissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre...) : études spécifiques sur les espaces, habitats d'intérêt remarquables. Ces études doivent constituer un préalable à un plan d'action opérationnel.
- Études de programmation de travaux ;
- Travaux de restauration d'espaces naturels remarquables ;
- Équipements de lutte contre les intrusions d'engins non-autorisés (quad...) pour un montant total inférieur ou égal à 20% des autres dépenses de restauration et de gestion associée ;
- Suivi/évaluation des programmes de travaux ;
- Acquisition de matériel de gestion et de restauration, sous réserve de la présentation d'un plan d'utilisation prévisionnel sur un panel de sites de forte valeur patrimoniale et faisant l'objet d'une maîtrise foncière ou d'usage ;
- Capitalisation et communication autour des retours d'expérience (organisation d'événementiels, de productions pédagogiques : vidéos...)

- **Soutien aux populations d'espèces remarquables** dans le cadre de démarches intercommunales conduites à l'échelle des Parcs Naturels Régionaux, des Schémas de Cohérence Territoriaux, des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre ...):

- Amélioration de la connaissance, dans une logique pré-opérationnelle,
- Élaboration de stratégies territoriales d'intervention en faveur de la protection d'espèces remarquables,
- Animation territoriale de type « déclinaison de plans d'action »,
- Programmes locaux de mobilisation éco-citoyenne en faveur de la faune et de la flore,
- Programmes locaux de renforcement/réintroduction des populations d'espèces remarquables.

- **Aménagement des espaces naturels remarquables ouverts au public**

- Réalisation de supports pédagogiques (panneaux, plaquettes, supports numériques,) et de petits équipements visant à évaluer



	<p>la fréquentation ou à réduire l'impact sur la biodiversité de l'ouverture au public des sites naturels (barrières, cordes, poteaux fléchés, petits platelages, clôtures...).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements d'accueil et de sensibilisation du public ne seront pris en compte que dans le cadre de sites bénéficiant d'un plan de gestion écologique et dans la limite de 15% des autres dépenses du projet (affectées à la restauration/préservation du patrimoine biologique). <p>Les sous-actions de l'action 1 ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.</p>
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<p>Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.</p> <p>Pour les acquisitions, la fourniture de garanties sur la pérennité de la vocation de protection de la biodiversité des terrains concernés est obligatoire : acquéreurs présentant une garantie de maîtrise foncière durable à vocation de protection de la biodiversité par la vocation même de leur structure ou les agréments nationaux dont elles disposent ; terrains couverts par des conventionnements spécifiques d'au moins 30 ans (Obligation Réelle Environnementale, convention avec Conservatoire d'Espaces Naturels lui confiant la gestion...) ou des protections réglementaires fortes (Réserve Naturelle Nationale, Réserve Naturelle Régionale, Arrêté Préfectoral de Protection Biotope...), intégration dans les actes notariés des parcelles acquises de clauses garantissant la dévolution des biens à des structures en charge de la conservation de la nature en cas de nécessité.</p>
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Travaux, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais de communication, investissement en matériel. Pour les animations et travaux : frais de personnel, frais de structure. Acquisitions foncières, y compris les frais de notaire (en se référant à l'estimation des domaines +/- 10 %).</p>
<i>Dépenses exclues</i>	<p>Les dépenses exclues sont précisées dans les rubriques ci-dessus.</p>
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Ces critères peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des sites dans le SRADDET ou les grandes continuités des Orientations Nationales pour la préservation et remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB) ou appartenance au réseau Natura 2000. A défaut identification dans des planifications locales démontrant la présence d'une biodiversité remarquable ; - Espaces (milieux, habitats) à la biodiversité remarquable : <ul style="list-style-type: none"> • Espaces couverts par des mesures de protection réglementaires, foncières ou de gestion tels que Réserves naturelles nationales ou régionales, propriétés du Conservatoire du littoral, propriétés du Conservatoire d'espaces naturels Hauts-de-France, ... • Espaces de biodiversité remarquable faisant l'objet d'inventaires suffisamment précis ou de reconnaissance officielles révélant de forts enjeux : les données d'inventaires



	<p>précis révélant l'importance des sites pour la conservation d'espèces inscrites sur les listes rouges UICN démontreront l'enjeu patrimonial tandis que l'inscription des sites dans des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 ou de protection contractuelle tels que Natura 2000 constituera un premier élément d'appréciation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité du porteur de projet à assurer un suivi et une auto-évaluation de son projet (NB : une capacité et un engagement du porteur de projet à transmettre de façon précise et suffisamment diligente une communication sur des surfaces d'intervention géo localisées est nécessaire pour renseigner un des indicateurs majeurs de résultat). - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Espèces remarquables : espèces « patrimoniales » avec priorité aux espèces inscrites en liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature avec un degré de menace au moins « vulnérable » : les espèces les plus menacées à de vastes échelles spatiales seront priorisées, si nécessaire ; - Importance de la responsabilité des Hauts-de-France dans la conservation de certains taxons ou milieux/habitats à l'échelle suprarégionale ; - Compétences pluridisciplinaires (scientifiques, techniques mais aussi, le cas échéant, en matière de communication) réunies au sein du porteur de projet ou, à défaut, mobilisées à travers la gouvernance élargie mises en place pour la conception puis la mise en œuvre du projet ; - Opérations inscrites dans des documents techniques pluriannuels concertés (tels que plans de gestion pluriannuels...) ; - Multiplicité des types de bénéfices susceptibles d'être apportés par l'opération ; - Qualité et durabilité de la gouvernance et de la mise en œuvre du projet, perspective à long terme du projet ; - Pertinence du coût du projet au regard des résultats attendus, et au regard des coûts généralement constatés dans des opérations similaires (Ce critère de coût devra toutefois être relativisé par le caractère stratégique de l'espace concerné par l'intervention.) ;



	<p>- Respect des protocoles d'inventaire et d'alimentation des bases de données régionales : en matière d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité, la mobilisation de l'expertise et des disponibilités de contributeurs bénévoles est une dimension importante, de même que le respect des référentiels et protocoles d'inventaire existants (CAMPanule) lors de la collecte des données ainsi que du respect des protocoles en vigueur pour la transmission d'informations aux plateformes de collecte tant à l'échelle régionale que nationale.</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>La Commission Européenne dans sa communication du 19 juillet 2016 ne considère pas les actions en faveur de la biodiversité comme étant de nature économique. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.</p>
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>ISREAHDF2 - Surface des sites naturels couverte par des mesures de protection et de restauration</p> <p>L'indicateur ci-dessus est pertinent pour les sous actions 1.1, 1.2, 1.3 et le premier type d'action de la sous-action 1.5.</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>IL 6 - Nombre de populations d'espèces qui ont fait l'objet d'opérations de renforcement, restauration, réintroduction</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action 1

Protection, restauration et connaissance de la biodiversité et mise en place des infrastructures vertes en milieu urbain

Sous-action 3

Lutter contre les espèces exotiques envahissantes

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,9M € pour l'action 1

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions	<p>L'introduction et la colonisation de milieux par les espèces exotiques envahissantes (EEE) est l'une des cinq causes majeures de l'effondrement de la biodiversité en France (bilan 2019 de l'ONB), après l'artificialisation du territoire, la surexploitation des ressources et le changement climatique. Bien que concernant surtout les milieux insulaires et d'Outre-Mer, elles peuvent avoir un impact significatif à échelle locale : elles menacent les espèces indigènes, les habitats naturels et les services rendus par les écosystèmes, mais également les activités économiques et la santé humaine.</p> <p>Le rythme d'introduction de nouvelles espèces est croissant et cela pour tous les groupes biologiques. La Région Hauts-de-France n'échappe pas à la tendance nationale et le nombre d'espèces exotiques envahissantes recensées sur le territoire ne cesse de s'accroître. Il s'agit donc sur le territoire régional d'assurer une veille sur la répartition des espèces déjà implantées et suivre l'arrivée de nouvelles espèces, de hiérarchiser les pressions et les impacts afin de définir les priorités de lutte et de développer et mettre en œuvre des programmes de lutte concertés et cohérents contre le développement des espèces ayant le plus d'impact : sanitaires, socio-économiques, sur les milieux naturels d'intérêt majeur.</p>
--------------------	---



Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Renforcer et structurer la connaissance des espèces exotiques envahissantes dans les Hauts-de-France et les stratégies d'intervention**
 - Acquisition et structuration de connaissances sur la répartition des espèces à l'échelle régionale, la biologie des espèces, l'impact réel sur les milieux naturels et la biodiversité, les techniques de gestion, le suivi de l'évolution des espèces, la détermination des espèces émergentes, la gestion et valorisation des bio-déchets liés aux EEE ...
 - Élaboration de stratégies territoriales d'intervention, de programmation pluriannuelle de travaux ;
 - Animation territoriale de mise en œuvre de stratégies territoriales d'intervention, de programmation pluriannuelle de travaux spécifique EEE.
- **Interventions de gestion des espèces exotiques envahissantes**
 - Travaux mécaniques et manuels en déclinaison d'une stratégie territoriale d'intervention et/ou en accompagnement d'un projet de restauration de milieu naturel ;
 - Expérimentation de méthodes d'intervention innovantes ;
 - Évaluation et suivi des interventions ;
 - Acquisition de matériels innovants d'intervention.
- **Valoriser et partager l'expérience régionale dans la lutte contre les espèces exotiques envahissantes**
 - Formation, sensibilisation des acteurs, développement de démarches participatives et éco-citoyennes ;
 - Capitalisation et communication autour des retours d'expérience.

Les sous-actions de l'action 1 ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	Habitants, élus, associations, entreprises
<i>Dépenses éligibles</i>	Travaux, études, maîtrise d'œuvre, frais de marchés publics, frais de communication, investissement en matériel. Pour les animations et travaux : frais de personnel, frais de structure.
<i>Dépenses exclues</i>	Acquisition foncière



<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<p>Ces critères peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espèces exotiques envahissantes réglementées (liste nationale des espèces réglementées), avérées ou potentiellement envahissantes (listes CBNBL pour la flore : https://www.cbnbl.org/plantes-exotiques-envahissantes-hauts-france-edition-2020 ou toute actualisation de celle-ci) ³ ; - Capacité du porteur de projet à assurer un suivi qualitatif, quantitatif et si possible standardisé, et une auto-évaluation de son projet (NB : une capacité et un engagement du porteur de projet à transmettre de façon précise et suffisamment diligente une communication sur des surfaces d'intervention géolocalisées est nécessaire pour renseigner un des indicateurs majeurs de résultat) ; - Opérations inscrites dans les documents techniques pluriannuels concertés (tels que des stratégies ou plans de gestion pluriannuels...). - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'opportunité du soutien aux actions proposées sera examinée au regard de la stratégie régionale et/ou d'un argumentaire sur l'importance des enjeux et la capacité à éradiquer sinon contenir l'extension spatiale des espèces considérées ; - Caractéristiques de l'espèce : cycle de vie, potentiel invasif, capacité de dispersion/propagation, menace sur les espèces menacées et/ou habitats d'intérêt patrimonial, capacité technique à supprimer/gérer les populations ; - Caractéristique des espaces concernés : intérêt écologique à échelle locale, régionale, nationale et européenne ; capacité à rétablir des conditions optimales au développement (ou retour) du patrimoine naturel ; - Compétences pluridisciplinaires (scientifiques, techniques mais aussi, le cas échéant, en matière de communication) réunies au sein du porteur de projet ou, à défaut, mobilisées à travers la gouvernance élargie mises en place à l'occasion de la conception puis de la mise en œuvre du projet ;

³ Référence officielle de la publication correspondante : DUMONT, Q. (coord.), WATTERLOT, A., BUCHET, J., TOUSSAINT, B. & HAUGUEL, J.-C., 2020. - *Plantes exotiques envahissantes des Hauts-de-France : 34 fiches de reconnaissance et d'aide à la gestion*. Centre régional de phytosociologie agréé Conservatoire botanique national de Bailleul, 156 p.



	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité et durabilité de la gouvernance et de la mise en œuvre du projet, perspective à long terme du projet ; - Pertinence du coût du projet au regard des résultats attendus (balance coûts-bénéfices), et au regard des coûts généralement constatés dans des opérations similaires (NB : ce critère de coût devra toutefois être relativisé par le caractère stratégique de l'espace concerné par l'intervention) ; - Dimension partenariale du projet ; - Respecter les protocoles d'inventaire et alimenter <i>a minima</i> les bases de données régionales (bases de données faune, flore, végétation, habitats, centre de ressources régional sur les EEE) : en matière d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité, la mobilisation de l'expertise et des disponibilités de contributeurs bénévoles est une dimension importante, de même que le respect des référentiels et protocoles d'inventaire existants (CAMPanule) lors de la collecte des données ainsi que du respect des protocoles en vigueur pour la transmission d'informations aux plateformes de collecte tant à l'échelle régionale que nationale.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	La Commission Européenne dans sa communication du 19 juillet 2016 ne considère pas les actions en faveur de la biodiversité comme étant de nature économique. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>ISREAHDF2 - Surface des sites naturels couverte par des mesures de protection et de restauration</p> <p>L'indicateur ci-dessus est pertinent pour les sous actions 1.1, 1.2, 1.3 et le premier type d'action de la sous-action 1.5.</p>



<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	IL 7 - Nombres de populations d'espèces qui ont vu leur surface/leur taille/leur effectif diminuer grâce à une opération de lutte contre les EEE
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action 1

Protection, restauration et connaissance de la biodiversité et mise en place des infrastructures vertes en milieu urbain

Sous-action 4

Améliorer et valoriser la connaissance de la biodiversité

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,9M € pour l'action 1

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	70 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions	<p>Dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité, il est essentiel de pouvoir s'appuyer sur des stratégies de gestion et de protection de la biodiversité remarquable et ordinaire, qu'elles soient au niveau national, ou régional. Celles-ci se définissent à partir des éléments de connaissance des différents taxons, de leurs écosystèmes et de leurs interactions qui sont parfois méconnus, partiels ou non accessibles.</p> <p>Dans un contexte de changement climatique, où rien n'est figé, il est de plus en plus indispensable d'enrichir et de maintenir un niveau de connaissance de qualité, de le renforcer sur les taxons méconnus en mobilisant les technologies innovantes afin d'assurer la construction de savoirs et d'outils opérationnels pour une meilleure gestion et une protection de la biodiversité.</p> <p>Pour maintenir ce niveau de connaissance de qualité, ces actions d'amélioration de la connaissance doivent permettre d'alimenter les systèmes d'informations biodiversité européen, national et régional (SINP – Système d'information de l'INventaire du Patrimoine naturel) par le biais de ses déclinaisons régionales.</p> <p>Par ailleurs, la mobilisation et l'implication de la société civile et des habitants permettra non seulement de démultiplier les efforts des professionnels tout en répondant à la demande sociale relative au besoin de nature.</p>
--------------------	---



Le renforcement de la connaissance permettra de garantir une intervention pouvant être adaptée et améliorée en continu, en faveur de la biodiversité, des infrastructures vertes et bleues et de l'adaptation du territoire au changement climatique.

Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:

- **Enrichissement et maintien des banques de données régionales sur la faune, la flore, la fonge, les habitats naturels et la géologie, en particulier des taxons méconnus et de la biodiversité « oubliée » :**
 - Mise en place de programmes d'inventaires
 - Cartographie des espèces et habitats naturels
 - Porté à connaissance (atlas, liste rouge, ...)
 - Bancarisation et diffusion des données collectées.
- **Amélioration de la compréhension du fonctionnement des écosystèmes et des trames (verte, bleue, brune, noire) par la réalisation d'études / d'expertises spécifiques au niveau du territoire régional, départemental, intercommunal ou de région naturelle**
 - Sur les corridors,
 - Les déplacements des espèces,
 - Les facteurs de fragmentations,
 - Les points noirs ou obstacles aux déplacements,
 - Intégrant la définition de stratégies globales d'intervention pour leur préservation/restauration/résorption.
- **Optimisation / développement de l'acquisition de connaissance par l'utilisation de technologies innovantes** (ADN environnemental; techniques de Barcoding; automatisation de procédures, vidéo-comptage, bio-acoustique, ...) : acquisition du matériel et analyse des données...
- **Valorisation et diffusion de connaissance** via des outils de mutualisation et de communication facilement accessibles (publications, états des lieux, brochures indicateurs, outils numériques, ...) et notamment par la mise en place d'Observatoires dynamiques.
- **Renforcement de la participation de la société civile et des habitants à l'enrichissement des connaissances** en lien avec les acteurs de la connaissance au travers de la mise en place d'actions de Sciences Participatives, et notamment par le développement d'observatoires participatifs.

Les sous-actions de l'action 1 ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.
<i>Dépenses éligibles</i>	Selon décrets européens d'éligibilité des dépenses et plus particulièrement : Prestations d'entreprises spécialisées, frais d'ingénierie interne à la structure (salaire et charges, frais de fonctionnement directs et indirects), frais de marché public, frais de publicité, frais d'acquisition, travaux-étude, frais de communication, frais d'animation-ingénierie, investissements matériels.
<i>Dépenses exclues</i>	Cette sous-action ne couvre pas les travaux d'acquisition des connaissances liées à la mise en œuvre de projets ou plan d'actions opérationnels qui sont couverts par les fiches précédentes.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Ces critères peuvent évoluer en fonction des réglementations nationales et européennes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribution de l'opération aux politiques régionales (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (objectif : valoriser les cadres de vie et la nature régionale) ; Stratégie Régionale de la Biodiversité (Objectif 4 – sous-objectif 4.1) ; Politique de l'eau ; et/ou aux politiques nationales en déclinaison régionale (Stratégie Nationale Biodiversité ; Stratégie de Création d'Aires Protégées, Plans Nationaux d'Action) ; - La dimension interdisciplinaire et / ou partenariale du projet (en matière d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité, la mobilisation de l'expertise et des disponibilités de contributeurs bénévoles) est une dimension importante, de même que les processus de validation des données transmises qui sont une dimension majeure de la gestion d'un système de gestion des données) ; - Versement des données acquises dans le cadre du projet, <i>a minima</i> dans les bases de données régionales alimentant le SINP régional. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Étendue territoriale des études et suivis proposés : les démarches régionales seront privilégiées ou celles, éventuellement plus restreintes, portant sur des territoires ou espèces à fort enjeu patrimonial; - Zone ou espèce à faible pression d'inventaire en vue d'améliorer leur connaissance ;



	<ul style="list-style-type: none"> - L'amélioration de la compréhension du fonctionnement des écosystèmes doit porter sur un territoire cohérent et suffisamment important pour mettre en œuvre une réelle stratégie de préservation et restauration des continuités écologiques.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>La Commission Européenne dans sa communication du 19 juillet 2016 ne considère pas les actions en faveur de la biodiversité comme étant de nature économique. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.</p>
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>IL CO1 - nombre de données d'observation créées (faunistiques, floristiques, fongiques, géologiques et habitats naturels)</p> <p>IL CO2 - nombre de données bancarisées et accessibles dans les bases de données régionales (faunistiques, floristiques, fongiques, géologiques et habitats naturels)</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action 1

Protection, restauration et connaissance de la biodiversité et mise en place des infrastructures vertes en milieu urbain

Sous-action 5

Protection de la biodiversité par la mobilisation des habitants

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 29,9M € pour l'action 1

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	70 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT)

Exemples d'actions	<p>Dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité, la participation du grand public est absolument nécessaire.</p> <p>Grâce aux démarches engagées en matière de sensibilisation et d'information, le grand public a identifié la préservation de la biodiversité comme une priorité vitale pour les années à venir. La prise en compte de la biodiversité représente désormais une demande sociale forte.</p> <p>Mais force est de constater que cette prise de conscience est insuffisante et ne débouche pas nécessairement sur un changement de comportement. Il convient désormais de changer de braquet et de permettre aux citoyens de passer à l'action.</p> <p>L'enjeu est donc de réussir à mobiliser et accompagner le plus grand nombre d'habitants dans des démarches concrètes et intégrées d'amélioration de la biodiversité remarquable et ordinaire.</p> <p>Dans ce cadre, les projets suivants seront éligibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de programmes participatifs d'aménagements visant l'accueil de la biodiversité et la reconstruction de trames verte et bleue : plantations participatives de haies, aménagements pour la faune et la micro faune (nichoirs, hôtels à insectes, prairies fleuries, cabanes à hérissons,) ; - Réalisation d'inventaires participatifs de la faune et de la flore visant l'amélioration de la connaissance du patrimoine de la région ;
--------------------	---



	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'opérations d'envergure concertée à des échelles de projet cohérentes (zone géographique/ unité patrimoniale/implantation d'une espèce, etc...) associant les habitants et les différents acteurs (les territoires, les communautés éducatives, les jeunes, les réseaux associatifs, les entreprises, etc...) permettant au plus grand nombre de participer à des actions simples et concrètes en faveur de la biodiversité (Ex : Plantations citoyennes, Manifestation grand public participative, Territoire zéro déchets dans la nature, Trame noire, Programme d'éco-jardin...); - Création et développement de démarches innovantes de mobilisation citoyenne, de concepts novateurs en matière d'écocitoyenneté, d'actions intégrant des approches participatives numériques et/ou collaboratives, recherche-action en sciences sociales et intelligence collective au service de la biodiversité (Ex : Éco-psychologie et approches de reconnexion à la nature, Communication engageante, ...). <p>Les sous-actions de l'action 1 ont vocation à être compatibles et les projets pourront donc couvrir plusieurs champs de cette action.</p>
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, Conservatoire du littoral et Agence de l'eau, associations loi 1901.
<i>Dépenses éligibles</i>	Selon décrets européens d'éligibilité des dépenses et notamment : prestations d'entreprises spécialisées, frais d'ingénierie interne à la structure (salaire et charges, frais de fonctionnement directs et indirects), frais de marché public, frais de publicité, frais d'acquisition, travaux-étude, frais de communication, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation. Investissements matériels.
<i>Dépenses exclues</i>	Cette sous-action ne prend pas en charge : <ul style="list-style-type: none"> - Les actions dédiées exclusivement à la sensibilisation et/ou à la communication ; - Les dépenses récurrentes de gestion sauf celles qui suivent les travaux financés au FEDER 2021/2027 dans une période de trois ans.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Action à destination d'un large public ; - permettant une implication des habitants dans des réalisations concrètes ; - mobilisant des partenaires locaux (collectivités, établissements scolaires, entreprises, associations, etc.) et notamment un EPCI, ou une commune de plus de 10 000 habitants; - initiant, portant ou s'inscrivant dans une dynamique territoriale de réseau d'acteurs ; - intégrant des actions de valorisation dès la conception du projet. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions</p>



	<p>posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Opération d'envergure régionale ; - Opération complexe intégrant plusieurs clés d'entrée : démarche intégrée, stratégie locale, etc.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>La Commission Européenne dans sa communication du 19 juillet 2016 ne considère pas les actions en faveur de la biodiversité comme étant de nature économique. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.</p>
<i>OCS applicables</i>	<p>Les options de coûts simplifiés suivantes pourront être appliquées à l'opération à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'un taux horaire pour les dépenses de personnel directes éligibles ; - Taux forfaitaire de 7% des coûts directs éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 15% des coûts directs de personnel éligibles pour déterminer les coûts indirects ; - Taux forfaitaire de 20% des coûts directs éligibles hors dépenses de personnel pour déterminer les dépenses de personnel directes (selon typologie des marchés publics) ; - Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel directes pour déterminer les autres coûts directs éligibles hors dépenses de personnel (selon typologie des marchés publics). <p>Application des OCS au cas par cas : les taux mentionnés sont des taux plafond, qui peuvent être modulés à la baisse par l'autorité de gestion et en fonction du plan de financement de l'opération.</p>
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>ISREAHDF2 - Surface des sites naturels couverte par des mesures de protection et de restauration</p> <p>L'indicateur ci-dessus est pertinent pour les sous actions 1.1, 1.2, 1.3 et le premier type d'action de la sous-action 1.5.</p> <p>IL CYT 1 - nombre de participants aux actions IL CYT 2 - nombre d'acteurs mobilisés IL CYT 3 - nombre de réalisations pour la biodiversité (données de connaissance fournies, plantations, aménagements de milieu, outils créés, publications de résultats de recherche, etc...)</p>
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction de l'Eau et de la Biodiversité biodiversite@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action - 2

Recyclage foncier des sols contaminés au bénéfice d'opérations de réhabilitation à forte ambition en matière de transition écologique

Fonds mobilisé : **FEDER**

Montant alloué prévisionnel : **34M €**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	1 000 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00% comprenant la part minimale exigée du maître d'ouvrage selon la réglementation nationale en vigueur (cf. Art L1111-9 et L1111-10 du CGCT) Le montant de subvention sera plafonné à 3 millions d'euros de FEDER par opération (hors ITI).

Exemples d'actions	<p>La requalification des friches présente une opportunité de reconquête urbaine dont les changements attendus en termes de nouvelles affectations relèvent d'un renouvellement de l'attractivité résidentielle, économique et environnementale.</p> <p>Sur la base d'un projet urbain mixte défini (économique, service public, résidentiel ou environnemental) et de la démonstration d'une réelle surcharge foncière, le FEDER accompagnera les opérations de requalification de friches uniquement en phase de revalorisation des sols à finalité d'espaces publics, soit après la phase de protoaménagement, contribuant ainsi à faire effet levier pour passer à la phase aménagement.</p> <p>L'opération devra impérativement comprendre dans son futur projet d'aménagement des espaces publics et des espaces de nature. Exemple de projet : Création d'un écoquartier avec équipements publics, et/ou équipements privés, habitat, cellules commerciales, ET pourvus d'espaces publics et d'espaces de nature.</p> <p>Seront pris en considération les travaux de viabilisation du site, voiries et réseaux divers (accessibles à tous), les voies et équipements liés aux mobilités douces (piétons, cyclistes, trottinettes et abris parkings), les aménagements paysagers, l'éclairage public et le mobilier urbain.</p> <p>Les enjeux de transition écologique demandent une intervention marquée dans les projets d'aménagement d'aujourd'hui et de demain. Le recyclage du foncier représente ainsi une opportunité d'intervention dans de</p>
--------------------	--



	<p>nombreux domaines afin de répondre aux problématiques du changement climatique. C'est pourquoi il est attendu de la part des maîtres d'ouvrage des actions ambitieuses en termes de gestion de la ressource en eau, de biodiversité, de réduction des émissions de CO2, d'économie circulaire, d'achats et de pratiques éco-responsables. La préservation de l'environnement sera au cœur des préoccupations des nouveaux lieux créés et constituera le fil rouge des opérations.</p> <p>L'espace à requalifier devra compter a minima 1 hectare d'espaces publics et de nature, objet du financement FEDER.</p> <p><i>Pour rappel, il existe des outils permettant d'assurer les premières phases du traitement de requalification des friches : EPF Nord-Pas de Calais, EPF local de l'Oise et ADEME sur la phase de protoaménagement, dépollutions et démolitions ainsi que l'Appel à Projets recyclage foncier Etat (dans le cadre du plan de relance de l'Etat et/ou du fonds vert).</i></p>
CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<p>Collectivités territoriales et leurs groupements, leurs opérateurs publics et privés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissement publics ; - Société d'Economie Mixte compétente en matière d'aménagement ; - Société Publique Locale.
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Dépenses directement imputables à l'opération dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage ; - Prestations de Maîtrise d'œuvre ; - Travaux de Voiries et Réseaux Divers ; - Aménagements paysagers écologiques ; - Eclairage public ; - Signalétique de promotion et de valorisation du site ; - Mobilier urbain éco-conçu...
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les études et frais réglementaires ; - Toute dépense liée au protoaménagement défini comme la remise en état des sols pour une activité similaire à l'activité initiale. Sont donc exclues l'ensemble des coûts relevant des démolitions, de la dépollution réglementaire, de la purge des fondations, du terrassement, le pré-verdissement, ainsi que toutes les charges de gestion et de portage des fonciers recyclés jusqu'à l'échéance de remise des biens à la collectivité locale ou à son mandataire ; - Toute dépense de dépollution et/ ou démolition complémentaires ; - Frais liés au changement de propriétaire et frais de cession ; - Dépenses d'acquisition foncière ; - Les aléas de travaux ; - Toutes dépenses relatives à des travaux de construction neuve ; - Les frais de fonctionnement ; - Les frais de gardiennage et de sécurité ; - Les plantations d'espèces invasives ; - L'entretien des plantations et les garanties ; - Les frais de communication et les insertions publicitaires ; - Les assurances dommages-ouvrages.
<i>Critères d'éligibilité</i>	Les opérations devront cumulativement :



	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Prendre place sur un site en sortie de friche, d'origine polluée et de nature industrielle</u> ; ce qui signifie que cette friche est un espace foncier, anciennement utilisé pour des activités industrielles - c'est-à-dire qui comprenait auparavant une activité destinée à produire, en série, des biens (matériels intermédiaires, de consommation ou d'équipement) par le biais de la transformation de matière 1^{ère} ou matière ayant déjà subi des transformations - majoritairement dépourvu de fonction officielle et en rupture avec le tissu urbain environnant depuis plus de 2 ans, qui présente des problèmes de contamination réels ou perçus, et qui ne permet pas un réemploi sans une intervention préalable de la puissance publique. - <u>Démontrer un projet de requalification mixte et clairement défini</u>, qui sera déployé après remise en état des sols et qui devra revêtir des usages multiples (activité économique, tertiaire, logements, équipements publics), et devra impérativement comprendre dans son futur projet d'aménagement des espaces publics et des espaces de nature. <p>Sont réputées inéligibles les friches d'origine hospitalière, tertiaire et commerciale, ainsi que les friches issues d'équipements publics.</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Durant l'instruction, les opérations seront analysées au regard de critères d'appréciation définis ci-après, afin de mesurer leur contribution au « Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France » correspondant à ladite priorité 5 du Programme Régional 2021-2027.</p> <p>Deux niveaux d'évaluation sont établis pour chaque critère et seront analysés de manière cumulative. L'atteinte d'un niveau qualitatif et ambitieux permettra une bonification de 10% du taux de financement FEDER de l'opération dans la limite du montant maximal de subvention fixé à 3 M€ et en conformité avec la réglementation: Art L1111-9 et L1111-10 du CGCT).</p> <p>Pour pouvoir en bénéficier, des éléments justificatifs joints au dossier de demande de subvention attesteront de la prise en compte du niveau d'exigence maximal pour l'ensemble des critères. L'attribution de la bonification sera laissée à l'appréciation du service instructeur au regard de la cohérence globale du projet.</p>



	Minimum Requis	Niveau donnant droit à la bonification
	<u>Gestion du chantier</u>	
	Existence d'une charte chantier qui traite de la gestion des déchets.	La charte chantier prévoit le recyclage des matériaux et le réemploi sur place ainsi que la lutte contre toute forme de nuisances.
	<u>Biodiversité</u>	
	Maintien des plantations et des arbres existants, plan de lutte contre les espèces invasives et aménagements de nouveaux espaces de nature adaptés aux conditions climatiques du milieu d'implantation.	Végétalisation et/ou renaturation qui conduit à la reconstitution de corridors écologiques en articulation avec une ou plusieurs trames (verte, bleue, brune, noire)
	<u>Gestion des eaux pluviales</u>	
	Optimisation du traitement des eaux et/ou mise en place de système de récupération sur site. Des solutions pour désimperméabiliser les sols sont mis en œuvre.	De nombreux aménagements qualitatifs sont créés : noues, jardins de pluie, bassins tampon en complément d'espaces désimperméabilisés.
	<u>Voiries et mobilités</u>	
	Des voies sont dédiées aux mobilités douces	Les voiries sont optimisées (mobilités douces en voie propre, perméabilité des sols maximisée). Des infrastructures d'éco-mobilité sont créées (garages à vélos, emplacements à trottinettes, bornes électriques).
	<u>Mobilier urbain</u>	
	Recours au mobilier urbain durable (robustesse des matériaux pour un usage dans le temps)	Recours au mobilier et à la signalétique éco-conçus ou recyclés (de la conception, production du mobilier jusqu'à son usage dans le temps)
	<u>Eclairage public</u>	
	Installation en faveur de la sobriété énergétique	Installation en faveur de l'efficacité énergétique (leds, intensité, détecteurs de présence, solaire) et existence d'une trame noire déclinant un plan d'actions
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets	
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	



<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Les financements envisagés au titre du FEDER ne couvriront que des dépenses visant l'aménagement d'espaces publics, accessibles à tous gratuitement et de manière non discriminatoire. Ces espaces ne répondent pas à la définition de l'activité économique. L'aide envisagée n'est donc pas constitutive d'une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO038 - Recyclage foncier des sols contaminés
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR52 - Terrains réhabilités utilisés pour des espaces verts, des logements sociaux, des utilisations économiques ou autres
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr



Priorité 5



Renforcement de la transition écologique des Hauts-de-France

Objectif Spécifique - OSpé 2.7

Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain, et réduire la pollution

Type d'action - 3

Améliorer la qualité de l'air

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 10M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Collectivités : 100% (dans la limite de la réglementation, articles L1111-9 et L1111-10 du CGCT) ; - Associations : 100,00% ; - PME: taux plafond dans le respect de la réglementation des aides d'Etat.

Exemples d'actions	<p>Financement des réseaux de surveillance de la qualité de l'air, appui à des plateformes techniques, à des projets ou investissements pour les territoires et les entreprises visant la réduction des émissions de polluants atmosphériques.</p> <p>L'action vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - affiner la surveillance de polluants non réglementaires au sens des directives européennes (ex : pesticides, pollens) ou au-delà des attendus réglementaires (ex : proximité de l'information) notamment par le financement de nouvelles plateformes techniques ; - créer et mettre en oeuvre les outils nécessaires à la sensibilisation et à la mobilisation des acteurs - mettre les résultats de la surveillance à disposition des territoires engagés dans des démarches Climat, Air, Energie ; - diffuser l'innovation et les bonnes pratiques en faveur de la qualité de l'air - réduire les émissions ou les concentrations de polluants atmosphériques (polluants non réglementaires ou au-delà des attendus réglementaires) grâce à des investissements innovants dans les entreprises et les territoires.
--------------------	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés, établissements publics, groupements d'intérêt public, associations loi 1901, PME (définition européenne)
Bénéficiaires finaux	Habitants de la région et territoires adjacents



<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements : équipements, outils de mesure, serveurs, adaptation des bâtiments nécessaires à la mise en œuvre de l'équipement. - Fonctionnement lié à ces investissements : études préalables, mise en œuvre et maintenance des équipements financés (3 ans à partir de l'installation), ingénierie pour l'émergence, la conduite, l'animation et la valorisation des projets, actions de sensibilisation, communication, frais de marchés publics.
<i>Dépenses exclues</i>	Dépenses de fonctionnement liées aux frais de structure
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les actions concerneront la qualité de l'air extérieur. - Pour les actions de surveillance et de réduction : polluants non réglementaires ou au-delà des attendus réglementaires - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de la mise en œuvre et de la gouvernance du projet ; - Capacité du porteur de projet à assurer le suivi et l'évaluation de son projet (tant vis à vis des obligations de gestion des fonds FEDER que dans un objectif de reproductibilité) ; - Capacité à communiquer, valoriser, diffuser, essayer (reproductibilité du projet) ; - Pour les collectivités : Stratégie air inscrite dans le PCAET - Pour les actions de réduction : Pertinence du coût du projet en regard du gain en réduction des émissions ou des concentrations de polluants atmosphériques
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - N° SA.59108 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - N° SA.111726 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026 ; - N° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - N° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026...
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.



<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de cet indicateur de réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions menées, par cible (professionnels, citoyens, élus...), participant à l'amélioration de la qualité de l'air.
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de ces indicateurs de résultat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'échelle de la programmation seront suivies les émissions de polluants atmosphériques du Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA), repris dans le SRADDET. - Pour les actions de surveillance : Pourcentage de la population couverte par une information de proximité sur la qualité de l'air au-delà de la réglementation (calcul du % par polluant, le calcul de l'indicateur principal correspond à la concaténation des sous-indicateurs par polluant.)
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Agence Hauts-de-France 2020-2040 clide@hautsdefrance.fr</p>



Priorité 6



Améliorer l'usage des transports, voyageurs et marchandises, dans une stratégie d'intermodalité, d'efficacité énergétique et de résilience face aux facteurs climatiques

Objectif Spécifique – OSpé 2.8

Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone

Type d'action - 1

Accompagner les changements de comportement et accroître des modes alternatifs à la voiture individuelle afin de limiter l'impact écologique des déplacements quotidiens

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 22,6M €

<p>Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles</p>	<p>Seules les opérations présentant une assiette éligible supérieure à 200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération seront financées.</p> <p>Pour les espaces de stationnement pour les vélos, les aires de covoiturage et les plateformes de mobilité, ce seuil est fixé à 50 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération.</p> <p>Pour les EPCI de moins de 100 000 habitants ou les communes appartenant à un EPCI de moins de 100 000 habitants, ce seuil est fixé à 50 000 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération.</p>
<p>Taux plafond d'aides publiques</p>	<p>Le taux maximum d'aide publique est conditionné, pour les acteurs publics, par la réglementation nationale (loi MAPTAM, loi NOTRe) et, pour les opérateurs menant une activité économique, par la réglementation en matière d'aide d'État.</p>

<p>Exemples d'actions</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'itinéraires structurants en site propre réservés aux modes actifs - Résorption de points durs cyclables et piétons : aménagements permettant de lever une discontinuité en vue de créer un itinéraire raccourci et continu à destination des modes actifs - Création d'espaces de stationnement pour les vélos - Réalisation de projets visant à mutualiser les déplacements : aires de covoiturage, autostop organisé... - Mise en place de péages urbains positifs - Développement de plateformes de mobilité
---------------------------	---



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; établissements publics ; organismes de recherche ; Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) et Autorité organisatrices de transports (AOT), syndicats mixtes des transports, opérateurs de transport, gestionnaires d'infrastructure ; associations ; entreprises.
<i>Dépenses éligibles</i>	De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> - Strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée ; - Comptabilisées en investissement : travaux, missions de maîtrise d'œuvre, services, conseils, fournitures, équipements ; - Comptabilisées en fonctionnement uniquement pour les opérations de plateformes de mobilité ; - Liées à la mise en œuvre de la publicité européenne ; - Liées à la définition de la contribution de l'opération à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone.
<i>Dépenses exclues</i>	Les dépenses suivantes sont exclues : <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses relatives à la rénovation sans nouvelles fonctionnalités ou l'entretien d'ouvrages ou d'itinéraires existants ; - Dépenses relatives à des travaux règlementaires de dépollution ou des travaux de démolition (proto-aménagement) n'étant pas indispensables à la réalisation du projet ; - Dépenses de fonctionnement engagées par le porteur de projet (excepté pour les projets de plateforme de mobilité), même directement imputables à l'opération, telles que les frais de personnel, les frais de déplacement, de restauration, d'hébergement, les frais de conseil, d'expertise technique, juridique, comptable ou financière (hormis ceux directement liés à l'opération et comptabilisés en investissement), les frais de structure, les frais de location, les frais de sous-traitance, les frais de publicité et/ou de communication liés à la passation des marchés publics, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes,... - Dépenses relatives au gardiennage d'un site ; - Matériel roulant (hors expérimentation et hors matériel roulant non commercialisé).
<i>Critères d'éligibilité</i>	L'ensemble des projets financés doivent : <ul style="list-style-type: none"> - Être en cohérence avec les stratégies menées à l'échelle régionale et infrarégionales définies notamment par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le Schéma régional des véloroutes voies vertes (SR3V), les Schémas interdépartementaux des aires de covoiturage, les Schémas de cohérence territoriale (SCoT), les Plans de mobilité (PDM), les Plans Climat Air-Énergie Territorial (PCAET), les Plans climat territoriaux (PCT), les Plans vélo, les Plans locaux d'urbanisme (PLU) et les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUI) ; - S'inscrire dans un objectif de baisse des émissions de GES ; - Être localisé dans une zone fonctionnelle urbaine (FUA Eurostat/INSEE) ou une unité urbaine (UU/INSEE). <p>Une tolérance pourra être accordée aux itinéraires dont la majorité du linéaire est en zone fonctionnelle urbaine ou une unité urbaine.</p>



Les projets d'**aménagements cyclables et piétons** et les projets de **résorption de points durs cyclables et piétons** doivent à la fois :

- Assurer la lisibilité, la linéarité, la continuité et la sécurité de l'itinéraire ;
- Être connectés au réseau cyclable existant ;
- Favoriser la desserte de pôles générateurs de flux ;
- Le cas échéant, favoriser l'intermodalité avec les autres modes, en particulier les transports en commun ;
- Être en site propre, autrement dit être physiquement séparés de la circulation automobile (piste cyclable séparée de la chaussée, voie rurale réservée sauf riverains et engins autorisés, couloir bus, voie verte, chemin de halage). Une tolérance peut être accordée aux itinéraires comprenant des tronçons ne pouvant pas être réalisés en site propre, après analyse des contraintes techniques inhérentes à la particularité de l'opération.

Dans le cadre des projets de **résorption de points durs cyclables et piétons**, sont éligibles les dépenses relatives à l'aménagement d'itinéraires raccourcis, continus et confortables, adaptés à l'usage des modes actifs. Sont concernés en particulier les investissements de type linéaire, ouvrages d'art, passerelles, rampes d'accès, aménagements de carrefours, permettant la suppression d'une coupure urbaine faisant obstacle à la continuité de l'itinéraire.

Dans le cadre des **projets de création d'itinéraires structurants en site propre réservés aux modes actifs**, ceux-ci doivent être inscrits au Schéma Régional des véloroutes voies vertes (SR3V) ou permettre la connexion de celui-ci aux principaux pôles générateurs (antennes vers les gares et haltes, les principaux sites touristiques patrimoniaux ou naturels accueillant plus de 10 000 personnes par an, les lycées et les centres de formation des apprentis, ou les zones d'emploi de plus de 500 salariés).

Les espaces de **stationnement pour les vélos** doivent :

- Disposer d'un système de sécurisation (attaches vélos, contrôle d'accès...);
- Être implantés sur des lieux stratégiques à proximité immédiate de pôles générateurs de flux ;
- Être connectés au réseau cyclable local existant ou en devenir (inscrit dans un plan de mobilité urbaine durable).

Les **aires de covoiturage** doivent répondre aux critères d'opportunité suivants :

- L'aire est dite "structurante" après analyse, notamment en lien avec les services départementaux et les autorités organisatrices de la mobilité, des différents critères suivants : enjeux locaux, flux de circulation, disponibilités foncières, pratiques existantes, équipements de l'aire, partenariats... S'ils existent, l'aire doit être identifiée dans les schémas de développement d'aires de covoiturage;
- L'aire est non concurrentielle aux réseaux de transport en commun existants et/ou à d'autres modes de transports (logique de chaîne



	<p>d'intermodalité). Cet aspect doit être argumenté sur l'usage attendu de l'aire par rapport à l'offre de transports en commun existant à proximité.</p> <p>Les projets visant à mutualiser les déplacements (covoiturage, autostop organisé...) peuvent être menés à titre expérimental.</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<p>Pour chaque opération, le demandeur présentera la contribution de l'opération à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone.</p> <p>Le service instructeur se réserve le droit de solliciter l'avis d'un organisme externe sur la qualité du projet (ADAV, CEREMA, DREAL, ADEME...).</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau</p> <p><input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>À identifier au regard de la réglementation en vigueur en matière d'aides d'État.</p> <p>SA.58979 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111668 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2023</p> <p>SA.58980 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111117 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026</p> <p>Règlement n° 360-2012 relatif aux aides de minimis SIEG, modifié par le règlement n°2020/1474 du 13 octobre 2020.</p> <p>Règlement (UE) n° 2023/2832 relatif aux aides de minimis SIEG du 13 décembre 2023</p>
<i>OCS applicables</i>	OCS pour les opérations de moins de 200 000 € HT.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO054 - Connexions intermodales nouvelles ou modernisées</p> <p>RCO058 - Linéaire cyclable</p>



<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR029 - Émissions estimées de gaz à effet de serre (Tonnes de CO2eq / an) Cet indicateur traduit les émissions de gaz à effet de serre économisées grâce au projet. Pour calculer cet indicateur, le demandeur s'appuiera sur des données documentées, issues de collectes et d'études spécifiques.
<i>Interlocuteurs</i>	Direction des infrastructures de mobilité et du Canal Seine Nord Europe (DIMCSNE) Europe-DIMCSNE@hautsdefrance.fr



Priorité 6



Améliorer l'usage des transports, voyageurs et marchandises, dans une stratégie d'intermodalité, d'efficacité énergétique et de résilience face aux facteurs climatiques

Objectif Spécifique – OSpé 2.8

Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone

Type d'action 2

Augmenter l'usage des transports durables, voyageurs et marchandises, dans une stratégie d'intermodalité et de réduction des pollutions

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 78M €

<p>Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles</p>	<p>Seules les opérations présentant une assiette éligible supérieure à 200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération seront financées.</p> <p>Pour les EPCI de moins de 100 000 habitants ou les communes appartenant à un EPCI de moins de 100 000 habitants, ce seuil est fixé à 50 000 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération.</p>
<p>Taux de plafond d'aides publiques</p>	<p>Le taux maximum d'aide publique est conditionné, pour les acteurs publics, par la réglementation nationale (loi MAPTAM, loi NOTRe) et, pour les opérateurs menant une activité économique, par la réglementation en matière d'aide d'État.</p>

<p>Exemples d'actions</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pôles d'échanges multimodaux ferroviaires et routiers ; - Parkings relais P+R ; - Lignes de transport à haut niveau de service (THNS) ; - Systèmes billettiques, d'information voyageurs, et d'aide à l'exploitation interopérables à l'échelle régionale ; - Information multimodale dans les nœuds de correspondance ; - Outil participatif reposant sur le vécu de l'usager des transports en commun ; - Création ou modernisation d'installations terminales embranchées (ITE) ; - Création ou modernisation des ports et des plateformes de marchandises multimodales ; - Logistique urbaine pour l'acheminement propre des marchandises sur les derniers kilomètres ; - Systèmes d'aide à l'exploitation et information multimodale : suivi, traçabilité, sécurisation et optimisation des flux de marchandises.
---------------------------	---



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; établissements publics ; organismes de recherche ; Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) et Autorité organisatrices de transports (AOT), syndicats mixtes des transports, opérateurs de transport, gestionnaires d'infrastructure ; associations ; entreprises.
<i>Dépenses éligibles</i>	De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> - Strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée ; - Comptabilisées en investissement : travaux, missions de maîtrise d'œuvre, services, conseils, fournitures, équipements ; - Liées à la mise en œuvre de la publicité européenne ; - Liées à la définition de la contribution de l'opération à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone.
<i>Dépenses exclues</i>	Les dépenses suivantes sont exclues : <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses relatives à la rénovation sans nouvelles fonctionnalités, ou l'entretien d'ouvrages ou d'itinéraires existants ; - Dépenses relatives à des travaux règlementaires de dépollution ou des travaux de démolition (proto-aménagement) n'étant pas indispensables à la réalisation du projet ; - Dépenses de fonctionnement engagées par le porteur de projet, même directement imputables à l'opération, telles que les frais de personnel, les frais de déplacement, de restauration, d'hébergement, les frais de conseil, d'expertise technique, juridique, comptable ou financière (hormis ceux directement liés à l'opération et comptabilisés en investissement), les frais de structure, les frais de location, les frais de sous-traitance, les frais de publicité et/ou de communication liés à la passation des marchés publics, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes,... - Dépenses relatives au gardiennage d'un site ; - Matériel roulant (hors expérimentation et hors matériel roulant non commercialisé) ; - Dépenses relatives aux projets de renouvellement de systèmes billettiques, d'information voyageurs et/ou d'aide à l'exploitation situés sur des ressorts territoriaux ayant déjà bénéficié de subventions FEDER pour le déploiement de systèmes similaires. Les projets peuvent néanmoins être réalisés et financés par phases successives, sans obligation de continuité temporelle.
<i>Critères d'éligibilité</i>	L'ensemble des projets financés doivent : <ul style="list-style-type: none"> - Être en cohérence avec les stratégies menées à l'échelle régionale et infrarégionales définies notamment par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le Schéma régional des véloroutes voies vertes (SR3V), les Schémas interdépartementaux des aires de covoiturage, les Schémas de cohérence territoriale (SCoT), les Plans de mobilité (PDM), les Plans Climat Air-Énergie Territorial (PCAET), les Plans climat territoriaux (PCT), les Plans vélo, les Plans locaux d'urbanisme (PLU) et les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUI) ; - S'inscrire dans un objectif de baisse des émissions de GES ;



- Être localisé dans une zone fonctionnelle urbaine (FUA Eurostat/INSEE) ou une unité urbaine (UU/INSEE), ou assurer une connexion entre ces zones ou unités urbaines.
- Participer à l'augmentation de la part modale des transports de alternatifs au mode routier.

Les projets de **pôles d'échanges multimodaux ferroviaires ou routiers** doivent faciliter l'accès aux modes collectifs et leurs usages. Seuls les équipements et les aménagements dédiés au pôle d'échange multimodal sont éligibles. Tous les modes de rabattement doivent être considérés dans la conception de l'opération (vélo, piétons, transports en commun, covoiturage, dépose minute, taxi, voiture particulière). Sur la base de présentations globales des projets, ceux-ci peuvent être réalisés et financés par phases successives, sans obligation de continuité temporelle.

Les projets de **parkings relais P+R** doivent être situés à proximité directe d'une ligne de transport en commun structurant (métro, tramway, bus à haut niveau de service...). Seules les dépenses strictement nécessaires au stationnement et à l'accès au P+R sont éligibles. Suivant la localisation du parking relais, la mise en place d'un système de contrôle d'accès et/ou d'un système de comptage peut être exigée.

Les projets de **lignes de transport à haut niveau de service (THNS)** correspondent à des lignes de métro, tramway, bus et cars à haut niveau de service, liaison fluviale ou maritime à vocation urbaine se caractérisant par :

- Une infrastructure de qualité présentant un parcours rationalisé notamment en termes de nombre d'arrêts, un itinéraire intégralement ou partiellement en sites propres, un système de priorité en carrefour ;
- Un niveau de service élevé et pérenne avec notamment un temps de parcours optimisé, une forte fréquence et une amplitude horaire élevée ;
- Un matériel roulant performant, confortable et accessible à tous ;
- Une information « voyageur » adaptée, lisible et compréhensible en préparation du voyage, en station et dans le transport ;
- Une identification forte du service ou de la ligne notamment par l'aménagement des stations et de leurs abords, des sites propres, l'esthétique du matériel roulant...

Sont éligibles les dépenses liées à l'infrastructure concourant directement à la circulation du THNS (plateforme et revêtement, signalisation, priorités aux feux...), aux stations et aux aménagements connexes d'intermodalité.

Sont exclues les dépenses liées notamment aux aménagements urbains, aux dépôts et au matériel roulant.

L'assiette éligible est déterminée en fonction du gain en performance global de la ligne de THNS financée.

Les projets de **systèmes billettiques, d'information voyageurs et d'aide à l'exploitation** doivent être interopérables à l'échelle régionale.



Sont éligibles les systèmes qui ouvrent leurs données relatives à l'offre de service pour permettre la constitution d'un référentiel multimodal de transports à l'échelle régionale.

Les projets d'**outil participatif reposant sur le vécu de l'utilisateur des transports en commun** doivent porter sur l'ensemble du territoire régional.

Les projets de **création ou modernisation d'ITE** doivent répondre aux modalités définies dans le cadre des aides d'État, en particulier le régime notifié n°SA.48483 relatif aux aides en faveur de la création et de la modernisation d'installations terminales embranchées (ITE).

Les projets de **création ou de modernisation de plateformes multimodales** doivent être desservis a minima par deux modes de transports distincts (ferroviaire, fluvial, maritime ou routier).

Les projets de **création ou de modernisation des ports fluviaux** se définissent de manière suivante :

- Un port est une zone de terre ferme et d'eau constituée d'infrastructures et d'équipements permettant l'accueil des bateaux, leur chargement et leur déchargement, le stockage de marchandises, la réception et la livraison de ces marchandises et l'embarquement et le débarquement de passagers, de membres d'équipage et d'autres personnes, ainsi que toute autre infrastructure nécessaire aux transporteurs dans le port ;
- Un port intérieur est un port autre que maritime, destiné à l'accueil des bateaux de navigation intérieure.

Ces opérations doivent répondre aux modalités définies dans le cadre des aides d'État, en particulier le régime cadre exempté de notification n°SA.59258 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement.

Les projets de **logistique urbaine** consistent en la création d'espaces logistiques urbains (ELU) ou de centres de distribution urbaine (CDU) permettant la réalisation des circuits de livraison sur les derniers kilomètres par des véhicules à zéro émission.

Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.

Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.



<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Pour chaque opération, le demandeur présentera la contribution de l'opération à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone.</p> <p>Concernant le transport de marchandises, le porteur de projet doit apporter les éléments chiffrés relatifs aux prévisions de trafic sur une période significative.</p> <p>Le service instructeur se réserve le droit de solliciter l'avis d'un organisme externe sur la qualité du projet (ADAV, CEREMA, DREAL, ADEME, VNF, SNCF...).</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<p>À identifier au regard de la réglementation en vigueur en matière d'aides d'État.</p> <p>SA.58979 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111668 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2023</p> <p>SA.58980 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111117 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026</p> <p>Règlement n° 360-2012 relatif aux aides de minimis SIEG, modifié par le règlement n°2020/1474 du 13 octobre 2020.</p> <p>Règlement (UE) n° 2023/2832 relatif aux aides de minimis SIEG du 13 décembre 2023</p> <p>SA.59258 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111667 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2024-2026</p> <p>SA.48483 – Aide à la création et à la modernisation d'installations terminales embranchées (ITE) pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111672 – Régime d'aides exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des installations terminales embranchées (ITE) dans les ports maritimes et intérieurs pour la période 2024-2026</p> <p>SA.59107 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2023</p>



	SA.111729 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2024-2026
<i>OCS applicables</i>	Non applicable pour cette fiche-action
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO054 - Connexions intermodales nouvelles ou modernisées RCO058 - Linéaire cyclable
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR029 - Émissions estimées de gaz à effet de serre (Tonnes de CO2eq / an) Cet indicateur traduit les émissions de gaz à effet de serre économisées grâce au projet. Pour calculer cet indicateur, le demandeur s'appuiera sur des données documentées, issues de collectes et d'études spécifiques.
<i>Interlocuteurs</i>	Direction des infrastructures de mobilité et du Canal Seine Nord Europe Europe-DIMCSNE@hautsdefrance.fr



Priorité 6



Améliorer l'usage des transports, voyageurs et marchandises, dans une stratégie d'intermodalité, d'efficacité énergétique et de résilience face aux facteurs climatiques

Objectif Spécifique – OSpé 2.8

Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone

Type d'action 3

Décarboner les transports

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 14,9M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	Seules les opérations présentant une assiette éligible supérieure à 200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération seront financées.
Taux plafond d'aides publiques	Le taux maximum d'aide publique est conditionné, pour les acteurs publics, par la réglementation nationale (loi MAPTAM, loi NOTRe) et, pour les opérateurs menant une activité économique, par la réglementation en matière d'aide d'État.

Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> - Bornes de recharge et stations d'avitaillement mono ou multicarburants / multivéhicules et équipements associés à destination des véhicules de transport public de voyageurs propres (biogaz, hydrogène et autres énergies à meilleur impact environnemental). - Prototypes relatifs à la modification ou le changement de motorisation de matériel roulant avant industrialisation à grande échelle et répliquabilité (TRL 8 à 9).
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

Bénéficiaires éligibles	Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; établissements publics ; organismes de recherche ; Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) et Autorité organisatrices de transports (AOT) ; syndicats mixtes ; opérateurs de transport de voyageurs et de marchandises ; opérateurs dans le domaine de l'énergie ; gestionnaires d'infrastructure ; associations ; entreprises.
Dépenses éligibles	De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> - Strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée ; - Comptabilisées en investissement : travaux, missions de maîtrise d'œuvre, services, conseils, fournitures, équipements ; - Liées à la mise en œuvre de la publicité européenne ; - Liées à la définition de la contribution de l'opération à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone.



<p><i>Dépenses exclues</i></p>	<p>Les dépenses suivantes sont exclues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses relatives à la rénovation sans nouvelles fonctionnalités ou l'entretien d'ouvrages ou d'itinéraires existants ; - Dépenses relatives à des travaux règlementaires de dépollution ou des travaux de démolition (proto-aménagement) n'étant pas indispensables à la réalisation du projet ; - Dépenses de fonctionnement engagées par le porteur de projet, même directement imputables à l'opération, telles que les frais de personnel, les frais de déplacement, de restauration, d'hébergement, les frais de conseil, d'expertise technique, juridique, comptable ou financière (hormis ceux directement liés à l'opération et comptabilisés en investissement), les frais de structure, les frais de location, les frais de sous-traitance, les frais de publicité et/ou de communication liés à la passation des marchés publics, les dotations aux amortissements et provisions, les impôts et taxes,... - Dépenses relatives au gardiennage d'un site ; - Matériel roulant (hors prototypes relatifs à la modification ou le changement de motorisation).
<p><i>Critères d'éligibilité :</i></p>	<p>L'ensemble des projets financés doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être en cohérence avec les stratégies menées à l'échelle régionale et infrarégionales définies notamment par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), les Schémas de cohérence territoriale (SCoT), les Plans de mobilité (PDM), les Plans Climat Air-Énergie Territorial (PCAET), les Plans climat territoriaux (PCT), les Plans locaux d'urbanisme (PLU) et les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUI), les schémas directeurs IRVE ; - S'inscrire dans un objectif de baisse des émissions de GES ; - Être localisé dans une zone fonctionnelle urbaine (FUA Eurostat/INSEE) ou une unité urbaine (UU/INSEE) ou alimentant majoritairement un réseau desservant une FUA ou une UU. <p>En ce qui concerne l'ensemble des infrastructures de recharge ou d'avitaillement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les énergies distribuées doivent être d'origine renouvelable ; - Les stations doivent permettre l'alimentation en énergie d'au moins un service de transport public de voyageurs. Les stations ouvertes au public doivent être équipées pour assurer un avitaillement et une accessibilité à tout véhicule fonctionnant au type de carburant envisagé. Une preuve du caractère ouvert et multi-acteurs de la station doit être produite. Les stations créées pour l'alimentation exclusive d'un réseau de service de transport public ne sont pas soumises à cette obligation ; - Les infrastructures de recharge ou d'avitaillement ouvertes au public doivent être interopérables ; - Les stations financées ont pour vocation à distribuer du carburant propre essentiellement pour les flottes captives locales (transporteurs de voyageurs locaux) et sont adaptées en conséquence (taille, localisation...). Un travail préalable avec les territoires doit donc être mené ; - Le remplissage rapide des véhicules supérieurs à 3,5 T doit être privilégié : véhicules utilitaires, cars, bus...



	<p>Pour les stations Gaz Naturel Comprimé (GNC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les stations doivent être raccordées aux réseaux de gaz, ou alimentées localement (station adossée à un site de production de biométhane) ; - L'approvisionnement et la vente de carburant doit comporter une part significative de BioGNC dès la mise en service de la station, et atteindre 100% de BioGNC distribué dans l'année suivant la mise en service. <p>Pour les stations hydrogène :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'hydrogène distribué doit être d'origine renouvelable. Le procédé de production étant ouvert à d'autres technologies que l'électrolyse ; - L'usage de l'hydrogène pour la mobilité doit être justifié d'un point de vue énergétique et environnemental en comparaison avec d'autres solutions de décarbonation. La démonstration que la solution hydrogène est indispensable au regard d'une solution 100% électrique doit être élaborée par le porteur de projet ; - Aucun seuil de puissance n'est imposé pour la production de l'hydrogène. <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Pour chaque opération, le demandeur présentera la contribution de l'opération à la transition énergétique et à la réduction des émissions de carbone.</p> <p>Le service instructeur se réserve le droit de solliciter l'avis de services de la Région (DTRI...) ou d'un organisme externe sur la qualité du projet (CEREMA, DREAL, ADEME, Pôle énergie...). La pertinence du projet sera évaluée en fonction de l'impact sur le tissu économique local et régional et sur le secteur du transport routier de voyageurs, et de la cohérence du déploiement d'infrastructures de recharge au regard des stations déjà existantes ou en cours de développement, dans une logique de bonne répartition des stations sur le territoire Hauts-de-France.</p> <p>Une analyse du modèle économique du projet sera effectuée.</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>



<i>dossiers répondants à cette action?</i>	
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>À identifier au regard de la réglementation en vigueur en matière d'aides d'État.</p> <p>SA.58979 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111668 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2024-2026</p> <p>SA.59108 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111726 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026</p> <p>SA.58980 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111117 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026</p> <p>SA.101788 – Régime exempté de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recharge ou de ravitaillement accessibles au public pour les véhicules routiers à émissions faibles ou nulles</p> <p>SA.58995 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023</p> <p>SA.111723 – Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026</p> <p>Règlement n° 360-2012 relatif aux aides de minimis SIEG, modifié par le règlement n°2020/1474 du 13 octobre 2020</p> <p>Règlement n° 2023/2832 relatif aux aides de minimis SIEG</p> <p>Traité de fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), en particulier les articles relatifs à la notion de Service d'intérêt économique général (SIEG)</p>
<i>OCS applicables</i>	Non applicable pour cette fiche-action
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO054 - Connexions intermodales nouvelles ou modernisées
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR029 - Émissions estimées de gaz à effet de serre (Tonnes de CO2eq / an)
<i>Interlocuteurs</i>	<p>Direction des infrastructures de mobilité et du Canal Seine Nord Europe</p> <p>Europe-DIMCSNE@hautsdefrance.fr</p>





B. OBJECTIF STRATEGIQUE 5 – OS 5

Une Europe plus proche des citoyens par l'encouragement du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales

Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 1	Type d'action 2	Type d'action 3	Type d'action 4	Type d'action 5	Type d'action 6
Soutien à des investissements territoriaux intégrés	Requalification des espaces publics des cités minières identifiées au titre de l'ERBM	Requalification des espaces délaissés ET dégradés au bénéfice d'opérations de redynamisation urbaine	Appel à projet patrimoine culturel et touristique	2ème tranche de Nausicaa	Bibliothèque nationale de France

Objectif Spécifique - OS 5.2

Encourager le développement local social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines

Type d'action 1	Type d'action 2
Amélioration de l'offre de services publics dans les domaines de la santé et de la solidarité à travers le financement d'équipements publics	Requalification des espaces délaissés et dégradés au bénéfice d'opérations de redynamisation rurale



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 1

Soutien à des investissements territoriaux intégrés (ITI)

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 37,2M €

Exemples d'actions

Les ITI pourront proposer des opérations répondants aux exigences des objectifs suivants, pour les fiches-actions où cela est précisé :

- **Objectif spécifique 1.2** : tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics
- **Objectif spécifique 1.3** : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs
- **Objectif spécifique 2.7** : Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, ainsi que réduire toutes les formes de pollution (uniquement sur le foncier)
- **Objectif spécifique 5.1**: Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines (uniquement sur les actions Espaces délaissés et Patrimoine culturel et touristique).

Sur la base d'un cahier des charges auquel les territoires devront répondre. L'évaluation des candidatures se fera sur la base d'un rapport produit par les territoires candidats et d'une audition pour présenter leur stratégie territoriale, ainsi que la réponse aux critères de sélection.

Le rapport devra notamment présenter le territoire (périmètre des zones d'intervention, population et principales caractéristiques) ; la stratégie urbaine de développement intégrée; les projets envisagés prévisionnellement pour répondre à cette stratégie et la gouvernance envisagée.

Les candidatures devront répondre aux critères suivants:

- La pertinence de la stratégie territoriale intégrée, des objectifs vis à vis des besoins du territoire et des orientations données au niveau régional ;
- Le processus d'implication des acteurs locaux à la fois dans la gouvernance et dans la sélection des projets ;



	- La cohérence de la programmation: financement, planning, gouvernance.
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	- Communauté d'Agglomération d'Amiens métropole - Métropole européenne de Lille
<i>Critères d'éligibilité</i>	Les critères d'éligibilité seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action et dans le cahier des charges. Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Les critères de sélection seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action et dans le cahier des charges.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	Les candidatures de la Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole et de la Métropole européenne de Lille prendront la forme d'un rapport, qui sera présentée lors d'une audition, organisée par l'autorité de gestion.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RC074 - Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré RC075 - Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	ISRESHDF1 - Nombre de projets soutenus par les ITI
<i>Interlocuteurs</i>	Direction Europe europa@hautsdefrance.fr





Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 2

Requalification des espaces publics des cités minières identifiées au titre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 20M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	2 000 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00%

Exemples d'actions	<p>Dans le cadre de la réhabilitation intégrée des cités minières identifiées au titre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier (ERBM) portant à la fois sur l'habitat et sur leur valorisation patrimoniale, le FEDER accompagnera la requalification des espaces publics des cités, dans un objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de plus grande attractivité de la cité par le changement d'image et à terme une plus grande mixité sociale - de désenclavement des cités par l'amélioration de ses accès aux fonctions centrales de la ville - de flux de circulation apaisés en redonnant la priorité aux piétons et aux cheminements doux. <p>Les opérations présentées devront nécessairement s'inscrire dans une stratégie d'aménagement global des espaces publics pour chacune des cités minières, qui pourra se décliner en plusieurs phases effectives de travaux.</p>
--------------------	---



	<p>La phase de requalification des espaces publics pourra se traduire par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'enfouissement des réseaux permettant une meilleure qualité paysagère et architecturale pour la mise en valeur du patrimoine UNESCO. - La rénovation des réseaux d'assainissement (eaux usées). - le traitement des eaux pluviales limitant l'imperméabilisation des sols (déconnexion du réseau d'assainissement pluvial, infiltration à la parcelle, noues, réservoirs de récupération). - le reprofilage des voiries prenant en compte l'optimisation du stationnement et le traitement des trottoirs. - l'aménagement paysager des entrées de cités, des espaces publics, des voiries et cheminements doux. - la création de cheminements doux piétons et cyclables liaisonnés, le cas échéant avec les cheminements et espaces de nature existant à proximité (type cavaliers miniers, terrils, boisements) permettant de désenclaver la cité par une meilleure connexion avec le centre-ville et autres quartiers de la commune. - la création d'espaces publics favorisant la cohésion sociale (tels que jardins partagés, parcs et squares, aires de jeux) - la création de poches de stationnements paysagers, avec un traitement des eaux de ruissellement à la parcelle. <p>En complément de la requalification des espaces publics et au regard du caractère intégré des opérations de réhabilitation des cités minières, le FEDER pourra également soutenir la réhabilitation d'un bâtiment à finalité d'équipement public. En connexion directe avec les espaces publics requalifiés, il est attendu que les fonctions attribuées à ce bâti participent pleinement au cœur de vie et à l'attractivité de la cité.</p>
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) signataires de l'ERBM du Nord et du Pas-de-Calais, leurs communes, leurs groupements ainsi que leurs opérateurs publics et privés, à l'exception des bailleurs sociaux.
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Dépenses directement imputables à l'opération dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ; - Les prestations de Maîtrise d'œuvre ; - Les travaux de Voiries et Réseaux Divers ; - Les aménagements paysagers ; - L'éclairage public ; - Le mobilier urbain ; - La déconnexion des réseaux d'assainissement et d'eau pluviale, infiltration à la parcelle, noues, réservoir de récupération des eaux ; - Les travaux de réhabilitation de bâtiments et les travaux d'extension (dans la limite de 30 % de la surface totale du bâtiment réhabilité).



<p><i>Dépenses exclues</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les études et frais réglementaires ainsi que les travaux de mise en conformité liés à une obligation réglementaire ; - Les aléas de travaux ; - Les frais de fonctionnement ; - Les frais de gardiennage et de sécurité ; - Les plantations d'espèces invasives ; - L'entretien et la garantie des plantations ; - Les assurances dommages-ouvrages ; - Les dépenses d'acquisition foncière ; - Les frais liés au changement de propriétaire et frais de cession ; - Toutes dépenses liées à des travaux de dépollution; - Toutes dépenses relatives à des travaux de construction neuve (hors extension).
<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<p>Les opérations devront cumulativement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'inscrire dans une stratégie territoriale définie qui veillera : <ul style="list-style-type: none"> • à la cohérence des opérations dans le schéma d'aménagement global des espaces publics de la cité minière à requalifier (notamment au regard de l'ordonnancement des travaux), • au respect des préconisations du « Référentiel d'ambitions partagées » de l'ERBM - Etre identifiées en tant que cités minières priorisées dans la liste des opérations de rénovation intégrée de l'ERBM. <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Les critères de sélection seront précisés dans chaque appel à projets relatif à cette action.</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement Général d'Exemption du 17 juin 2014 (ou de tout autre base juridique qui viendrait le remplacer ultérieurement) :



	<ul style="list-style-type: none"> • Article 53 : Régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine • Article 56 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales - Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 - Régime cadre exempté de notification N° SA.111117 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	ISRESHDF2 - Nombre de cités minières engagées dans une requalification de ces espaces publics et bénéficiant d'un soutien européen
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 3

Requalification des espaces délaissés ET dégradés au bénéfice d'opérations de redynamisation urbaine

Fonds mobilise : **FEDER**

Montant alloué prévisionnel : **15M €**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	1 000 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00%

Exemples d'actions	<p>Le FEDER accompagnera les opérations de requalification et/ou création d'espaces publics et espaces de nature sur la base d'un projet de redynamisation urbaine défini.</p> <p>La phase de revalorisation des sols pourra se traduire par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la viabilisation du site (Voiries et Réseaux Divers) ; - la création de cheminements doux piétons et cyclables liaisonnés avec les cheminements existants à proximité ; - les aménagements paysagers ; - la création d'espaces de rencontres, parvis ; - le traitement des eaux pluviales favorisant la perméabilisation des sols (déconnexion du réseau d'assainissement pluvial, infiltration à la parcelle, noues, réservoir de récupération). <p>Le FEDER pourra également accompagner les travaux de réhabilitation d'un bâtiment patrimonial présent sur le site sous réserve d'une part que son nouvel usage soit inscrit dans le futur projet d'aménagement et d'autre part qu'il dispose d'une reconnaissance patrimoniale attestée par une autorité publique compétente.</p> <p>Les opérations proposées devront impérativement comprendre l'implication des habitants et/ou futurs usagers au projet d'aménagement. L'objectif premier se concentre sur la redynamisation du quartier et donc l'appropriation du site en devenir et l'amélioration du cadre de vie pour et avec les habitants/ usagers.</p> <p><i>Pour rappel, il existe des outils permettant d'assurer les premières phases du traitement de requalification des friches : EPF Nord-Pas de Calais, EPF local de l'Oise et ADEME sur la phase de protoaménagement, dépollutions et démolitions ainsi que l'Appel à Projets recyclage foncier Etat (dans le cadre du plan de relance de l'Etat).</i></p>
--------------------	--



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés situés en zone urbaine (cf. cartographie annexée au cahier des charges de l'appel à projets): <ul style="list-style-type: none"> - Etablissements publics ; - Société d'Economie Mixte compétente en matière d'aménagement ; - Société Publique Locale.
<i>Dépenses éligibles</i>	Dépenses directement imputables à l'opération dont : <ul style="list-style-type: none"> - Prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, - Prestations de Maîtrise d'œuvre ; - Travaux de Voiries et Réseaux Divers ; - Aménagements paysagers ; - Eclairage public ; - Signalétique de valorisation et de promotion du site ; - Mobilier urbain ; - Déconnexion des réseaux d'assainissement et d'eau pluviale, infiltration à la parcelle, noues, réservoir de récupération des eaux; - Dépenses contribuant à requalifier la valeur patrimoniale d'un bâtiment dans la limite de 50 % de la dépense éligible des travaux liés à ce bâtiment.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les études et frais réglementaires ainsi que les travaux de mise en conformité liés à une obligation réglementaire ; - Toute dépense liée au protoaménagement défini comme la remise en état des sols pour une activité similaire à l'activité initiale. Sont donc exclues l'ensemble des coûts relevant des démolitions, de la dépollution réglementaire, de la purge des fondations, du terrassement, le pré-verdissement, ainsi que toutes les charges de gestion et de portage des fonciers recyclés jusqu'à l'échéance de remise des biens à la collectivité locale ou à son mandataire ; - Toute dépense de dépollution et/ ou démolition complémentaires ; - Frais liés au changement de propriétaire et frais de cession ; - Dépenses d'acquisition foncière ; - Les aléas de travaux ; - Toutes dépenses relatives à des travaux de construction neuve ; - Les frais de fonctionnement ; - Les frais de gardiennage et de sécurité ; - Les plantations d'espèces invasives ; - L'entretien et la garantie des plantations ; - Les assurances dommages-ouvrages.



<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<p>Les opérations devront cumulativement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre place sur des espaces délaissés et dégradés: ces espaces ayant connu une activité passée sont bâtis ou non, dépourvus de fonction officielle du fait d'une gestion irrégulière ou d'un abandon depuis plus de 2 ans, et présentant souvent une végétation spontanée. Le caractère dégradé peut se traduire par la présence d'éléments abîmés, des tags, des dépôts de déchets, de squats. - Etre définies par un projet structurant: c'est-à-dire un projet qui répond aux besoins des habitants ou usagers et dont la finalité est de participer à la redynamisation du territoire, contribuant de fait à une meilleure attractivité. - Présenter un caractère intégré: les opérations devront s'inscrire dans une dynamique territoriale, issue d'une réflexion globale d'aménagement du site. A travers une gouvernance multipartenariale, il s'agira d'identifier l'ensemble des activités (commerces de proximité, mobilité, qualité de la desserte, espaces publics, logements, équipements publics, services, lien social...) qui permettront d'apprécier une programmation d'ensemble et définiront un caractère intégré aux opérations de redynamisation urbaine. <p><i>Sont réputées inéligibles les opérations de requalification sur des sites en friche pollués et d'origine industrielle (renvoi vers OS2).</i></p> <p><i>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</i></p> <p><i>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</i></p> <p><i>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</i></p>				
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="550 1489 1394 1545">Contribution du projet à l'amélioration du cadre de vie</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="550 1545 1394 1657">Choix des aménagements contribuant à changer l'image du quartier</td> </tr> <tr> <td data-bbox="550 1657 1394 1724">Choix des aménagements contribuant à renforcer les liens sociaux</td> </tr> <tr> <td data-bbox="550 1724 1394 1818">Choix des aménagements contribuant à la reconnexion avec les quartiers et les espaces environnants</td> </tr> </tbody> </table>	Contribution du projet à l'amélioration du cadre de vie	Choix des aménagements contribuant à changer l'image du quartier	Choix des aménagements contribuant à renforcer les liens sociaux	Choix des aménagements contribuant à la reconnexion avec les quartiers et les espaces environnants
Contribution du projet à l'amélioration du cadre de vie					
Choix des aménagements contribuant à changer l'image du quartier					
Choix des aménagements contribuant à renforcer les liens sociaux					
Choix des aménagements contribuant à la reconnexion avec les quartiers et les espaces environnants					



	<p>Implication des usagers dans la construction du projet</p> <p>Prise en compte de l'implication des habitants / usagers</p> <p>Contribution du projet d'aménagement à la transition écologique</p> <p>Qualité des espaces verts au regard de la transition écologique</p> <p>Qualité des aménagements au regard de la transition écologique (gestion des eaux pluviales, mobilier urbain, éclairage public)</p>
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement Général d'Exemption du 17 juin 2014 (ou de tout autre base juridique qui viendrait le remplacer ultérieurement) : <ul style="list-style-type: none"> • Article 53 : Régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine • Article 56 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales - Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 - Régime cadre exempté de notification N° SA.111117 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO 113 - Espace ouvert créé ou réhabilité en zone urbaine
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 4

Appel à projet patrimoine culturel et touristique

Fonds mobilisé : **FEDER**

Montant alloué prévisionnel : **15M €**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	1 000 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les subventions
Taux plafond d'aides publiques	Jusqu'à 100 % selon la réglementation en vigueur

Exemples d'actions	<p>Contexte général : Pour les Hauts-de-France, le patrimoine culturel et touristique est considéré comme vecteur de changement d'image, de cohésion et d'attractivité des territoires.</p> <p>Le patrimoine culturel désigne un patrimoine matériel ayant des significations symboliques, artistiques, esthétiques, ethnologiques ou anthropologiques, scientifiques et sociales, regroupant les monuments, les groupes de bâtiments et sites, les musées. Il comprend également les sites ou monuments de mémoire et le patrimoine industriel, ainsi que les équipements patrimoniaux à vocation culturelle. Il comprend également les sites ou monuments de mémoire et le patrimoine industriel, ainsi que les équipements patrimoniaux à vocation culturelle et le patrimoine naturel. Est exclu de cet appel à projets le patrimoine culturel immatériel comme les festivals, les célébrations etc.</p> <p>Le patrimoine touristique constitue une offre liée à un type d'activité touristique pour lequel la motivation essentielle du visiteur est d'apprendre, de découvrir, d'expérimenter et de consommer des attractions et des produits tangibles et intangibles d'une destination au travers d'une expérience vécue. A ce titre, les résultats des travaux menés par Hauts-de-France Tourisme sur le développement de l'expérience visiteur dans les musées pourrait servir de guide pour favoriser la mise en tourisme de ces équipements. Le patrimoine</p>
--------------------	---



culturel doit s'inscrire dans un processus de mise en tourisme, dans un objectif de développement local et de cohésion sociale et territoriale.

Actions soutenues au titre de l'Appel à projets :

Cet appel à projets a pour objectif de soutenir des opérations d'envergure du patrimoine culturel et touristique de la Région Hauts-de-France, à condition que le projet soit structurant à l'échelle intercommunale, départementale ou régionale.

Par structurant, il est attendu que le projet concourt à participer à l'attractivité du territoire, en valorisant l'image du territoire concerné et en participant au dynamisme du développement local.

Le patrimoine soutenu ne devra pas nécessairement être classé ou inscrit, mais son intérêt patrimonial remarquable devra être démontré par la collectivité territoriale de sa localisation.

L'appel à projets vise à :

- soutenir la transition écologique et numérique du patrimoine déjà mis en tourisme, notamment en soutenant la transition des usages existants pour améliorer le parcours des visiteurs.
- soutenir la mise en tourisme de patrimoine culturel et/ou touristique sur le territoire régional urbain : il s'agira de soutenir la création d'un lieu touristique qui permettra la valorisation d'un élément du patrimoine non mis en valeur à ce jour. Le soutien aux transitions écologiques et numériques dans le processus de mise en patrimoine sera privilégié pour la sélection des opérations.

Il pourra s'agir notamment :

- Encourager les expérimentations numériques comme vecteur de développement des activités de mise en valeur du patrimoine ;
- Améliorer les parcours des visiteurs et la mise en valeur du patrimoine. Ces aspects pourront porter sur la scénographie du patrimoine culturel et touristique.
- Consolider et développer un tourisme culturel responsable et de proximité.

Les actions soutenues doivent également avoir pour objectif de concourir à la transition écologique du site soutenu.

Sont exclus de cet appel à projets :

- le patrimoine culturel immatériel comme les festivals, les célébrations etc ; les événements ponctuels et saisonniers ; les installations et expositions démontables ainsi que les lieux de culte sacralisés ;
- les projets dont la finalité d'usage serait hôtelière. Dans le cas des projets à finalités d'usage multiples, le projet pourra faire l'objet d'un financement au titre du présent appel à projets mais les dépenses relatives à l'usage hôtelier seront exclues;



	<ul style="list-style-type: none"> - les travaux d'aménagement de sites naturels (voies et infrastructures d'accès ou de délestage, parkings, mobilier, signalétique) ; - les opérations dont les travaux programmés portent exclusivement sur de la mise aux normes et de l'entretien courant.
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Collectivités territoriales et leurs groupements, leurs opérateurs publics et privés, associations
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre d'un projet visant à la mise en tourisme : Coûts de construction, de modernisation, de conservation ou d'amélioration de l'infrastructure, pour autant que chaque année, sa capacité, tant en termes de temps que d'espace, soit utilisée au moins à 80 % à des fins culturelles; - Dans le cadre d'un projet soutenant la transition d'usage existants ou de nouveaux usages d'un patrimoine déjà mis en tourisme : Coûts de sauvegarde, de préservation, de restauration et de réhabilitation du patrimoine culturel matériel, en dehors des coûts supplémentaires générés par le stockage dans des conditions appropriées et l'utilisation d'outils et de matériaux spéciaux ainsi que les coûts de documentation, de recherche, de numérisation et de publication; - Coûts supportés pour rendre le patrimoine culturel plus accessible au public, ce qui inclut les coûts liés à la numérisation et à d'autres nouvelles technologies, les coûts engagés pour améliorer l'accessibilité pour les personnes ayant des besoins particuliers (rampes et ascenseurs destinés aux personnes handicapées, indications en braille, expositions touche-à-tout dans les musées, notamment) et pour promouvoir la diversité culturelle en matière de présentations, de programmes et de visiteurs; - Dans ce cadre, les aménagements paysagers pourront être éligibles s'ils font partie intégrante du caractère patrimonial du projet.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts d'acquisition, ce qui inclut la location-vente, le transfert de possession ou le déplacement physique du patrimoine culturel; - Coûts de fonctionnement de la structure ; - Coûts du projet relatif à l'usage hôtelier éventuel de la structure - Frais liés au changement de propriétaire et frais de cession ; aléas de travaux ; frais de gardiennage et de sécurité ; assurances dommages-ouvrages - VRD, aménagements paysagers et éclairage public ne concourant pas à la mise en valeur du patrimoine ou pour le cheminement vers celui-ci ; Signalétique de valorisation et de promotion du site ; mobilier urbain ; plantations d'espèces invasives.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les opérations devront cumulativement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre place dans une zone urbaine : une cartographie sera jointe à l'appel à projets ; - Soutenir un élément de patrimoine culturel et touristique d'envergure intercommunale, départementale ou régionale



	<p>- Présenter un caractère intégré : les opérations devront s'inscrire dans une dynamique territoriale, issue d'une stratégie de développement culturel et touristique par exemple.</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>	
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Critères de sélection</p>	<p><i>Questionnements destinés à aider le porteur dans la prise en compte des critères de sélection</i></p>
<p>1) Contribution du projet à la stratégie territoriale définie Adéquation du projet avec les objectifs stratégiques du territoire (stratégie locale désignée par le porteur dans sa candidature)</p>	<p>En quoi le projet contribue-t-il à la mise en œuvre de la stratégie territoriale? Comment le projet intègre-t-il les objectifs stratégiques du territoire?</p>	
<p>2) Contribution du projet à la mise en tourisme et/ou l'amélioration du parcours visiteur</p>	<p>Dans quelle mesure les actions prévues dans le projet contribuent-elles à la mise en tourisme et/ou à l'amélioration du parcours du visiteur? Dans quelle mesure les actions prévues permettent-elles une nouvelle dynamique de l'infrastructure culturelle et/ou touristique ? Dans quelle mesure les actions prévues permettent-elles une nouvelle dynamique du territoire d'implantation de l'infrastructure ?</p>	
<p>3) Contribution du projet à la transition écologique</p>	<p>Dans quelle mesure les actions prévues prennent en compte une dimension significative d'amélioration de la performance énergétique ?</p>	
<p>4) Contribution du projet à la transition numérique</p>	<p>Dans quelle mesure les actions prévues prennent en compte une dimension significative de transition numérique ? Dans quelle mesure les actions prévoient-elles l'usage du numérique comme outil de démocratie culturelle?</p>	



		Dans quelle mesure les actions prévoient-elles le recours au numérique comme vecteur de valorisation du patrimoine?
	5) Contribution du projet à l'inclusion, l'interactivité et l'accessibilité des visiteurs	Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements spécifiques aux besoins spécifiques des visiteurs? Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements favorisant l'interactivité des visiteurs? Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements innovants et/ou basés sur l'expérimentation?
	6) Prise en compte de l'implication des citoyens / habitants / usagers / visiteurs	Quelle est la place des habitants et/ou des citoyens / habitants / usagers / visiteurs dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet?
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets	
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023 ; - Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026... 	
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.	
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO77 - Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR77 - Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	
<i>Interlocuteurs</i>	Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr	



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 5

Action spécifique - Deuxième tranche du Centre National de la Mer (Nausicaa) à Boulogne-sur-Mer

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 5,6M €

Exemples d'actions	<p>NB : Lors de l'adoption de la première version de ce document en Comité de suivi du 07 novembre 2022, certains éléments de cette fiche ne sont pas encore stabilisés. Une version définitive de cette fiche sera proposée dans une version ultérieure du DOMO.</p> <p>Le dossier Nausicaa a été programmé en 2018 en tant que grand projet du programme FEDER-SFE-IEJ Nord-Pas de Calais 2014-2020. Il s'agit d'un projet d'extension d'un aquarium à caractère scientifique. L'extension lui permet de devenir un des principaux équipements de ce type en Europe, constituant un élément clé de la reconversion de ce territoire très impacté par la crise de la pêche et le BREXIT. Ce projet d'extension a connu un coup d'arrêt lié à la crise sanitaire et la phase 2 a donc été reportée sur le programme Hauts-de-France 2021-2027.</p> <p>Votée par délibération au sein de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais le 09 février 2015, ce projet s'inscrit à l'échelle locale au sein du Plan climat air énergie territorial (PCAET), qui vient affirmer les compétences des intercommunalités en matière notamment de politique climatique et énergétique. Le projet Nausicaa s'inscrit dans ce plan. Une enquête publiée a eu lieu du 21 septembre au 22 octobre 2015. Pour cette seconde phase, le projet est validé en délibération au 30 juin 2022.</p>
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Communauté d'Agglomération du Boulonnais
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Les dépenses éligibles sont notamment les investissements relatifs à cette seconde tranche de Nausicaa.</p> <p>L'ensemble des dépenses éligibles seront précisées dans une version ultérieure de cette fiche-action.</p>
<i>Dépenses exclues</i>	Les dépenses exclues seront précisées dans une version ultérieure de cette fiche-action.



<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les critères d'éligibilité seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action.</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Les critères de sélection seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RC077 - Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR77 - Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.1

Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines

Type d'action 6

Action spécifique – Bibliothèque nationale de France

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 20,2M €

Exemples d'actions	<p>NB : Lors de l'adoption de la première version de ce document en Comité de suivi du 07 novembre 2022, certains éléments de cette fiche ne sont pas encore stabilisés. Une version définitive de cette fiche sera proposée dans une version ultérieure du DOMO.</p> <p>La Bibliothèque nationale de France a souhaité créer un pôle de conservation pour ses collections et un conservatoire national de la presse. Amiens Métropole a candidaté à un appel à manifestation d'intérêt pour accueillir ce projet dans le cadre d'une logique de renouvellement urbain, l'idée étant par ailleurs de créer des liens entre ce projet et d'autres projets du territoire, dans une approche intégrée et structurante.</p>
--------------------	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<i>Bénéficiaires éligibles</i>	Bibliothèque Nationale de France
<i>Dépenses éligibles</i>	Les dépenses éligibles seront précisées dans une version ultérieure de cette fiche-action.
<i>Dépenses exclues</i>	Les dépenses exclues seront précisées dans une version ultérieure de cette fiche-action.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Les critères d'éligibilité seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action.</p> <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Les critères de sélection seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action.



<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Indicateurs de réalisation</i>	RCO77 - Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	RCR77 - Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien
<i>Interlocuteurs</i>	Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.2

Encourager le développement local social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines

Type d'action 1

Amélioration de l'offre de services publics dans les domaines de la santé à travers le financement d'équipements publics

Fonds mobilisé : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 10M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	250 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	70,00%

Exemples d'actions	<p>En région Hauts-de-France, la situation sociodémographique et sanitaire est plus fortement dégradée que la moyenne nationale et présente des écarts entre territoires renforcés par des problématiques d'accès aux services publics.</p> <p>La prise en compte des besoins de services aux populations et de leur accessibilité constitue un enjeu spécifique particulièrement en milieu rural et périurbain pour contribuer au mieux vivre des habitants et garantir un développement équilibré des territoires.</p> <p>Dans un objectif de réduction des inégalités sociales et territoriales de la région Hauts-de-France, le FEDER accompagnera le financement d'équipements publics des espaces ruraux et périurbains dans les domaines de la santé et de la solidarité.</p> <p>Exemple d'opérations visant l'amélioration de services publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Catégorie 1 : Dans le domaine de la santé : la création, l'extension et la réhabilitation de maisons de santé pluri professionnelles (MSP) et de centres de santé polyvalents dont les projets de santé sont labellisés ou en cours de labellisation par l'ARS dans les zones sous dotées en offre de soins (Zone d'Intervention Prioritaire, Zone d'Action Complémentaire et Zone d'Accompagnement Régional), incluant l'aménagement de logements à destination des professionnels de santé. <p>L'expérimentation menée par l'ARS en matière de création de centres de soins non programmés sera également éligible.</p>
--------------------	---



	<ul style="list-style-type: none"> - Catégorie 2 : Dans le domaine de la solidarité : expérimenter par la création, l'extension ou la réhabilitation d'équipements publics (opérations bâtementaires), innovants dans la réponse apportée aux besoins du territoire (nouvelles formes de services au public répondant à des besoins socio-sanitaires nouveaux ou mal satisfaits). Les projets d'achat d'équipements matériels pour ces structures seront également soutenus à condition : <ul style="list-style-type: none"> • D'améliorer, moderniser la prise en charge et équiper les établissements du médico-social ; • D'apporter une solution de prise en charge non existante pour des problématiques nouvelles ; • De compléter l'offre médico-sociale sur le territoire regional. <p>Plus globalement, ces équipements répondent à la stratégie régionale de santé et s'inscrivent dans le Projet Régional de Santé 2018 -2028 et le Schéma régional de santé de l'Agence régionale de santé qui ont pour finalité d'améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.</p> <p>Ces opérations viseront des projets transversaux et innovants en termes de prévention et d'offre de soins, de rayonnement intercommunal, multi-partenariaux et démontrant une plus-value pour le territoire notamment en termes d'accessibilité (facilité et temps d'accès, accessibilité numérique et sociale)</p> <p>Les équipements identifiés comme non éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les cabinets médicaux ; - Les équipements roulants, véhicules (voitures équipées, bus équipés, ambulances, camions de pompier, véhicules du SMUR) ; - Les équipements itinérants (matériel roulant...) ; - Les maisons ou missions départementales ; - Les maisons de quartier ; - Les Maisons de services aux publics (MSAP) Maisons France service...
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<p>La maîtrise d'ouvrage peut être portée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés ; - les établissements publics ou associations à but non lucratif statutairement compétentes pour le portage des opérations financées au titre des catégories 1 et 2 de la présente fiche ; - Les sociétés civiles immobilières statutairement compétentes pour porter la maîtrise d'ouvrage d'opérations immobilières en vue d'une mise à disposition exclusivement au bénéfice d'opérateurs agissant dans le cadre de la catégorie 1 de la présente fiche ; - Les établissements publics à caractère administrative de l'Etat français.



<p><i>Dépenses éligibles</i></p>	<p>Dépenses directement imputables à l'opération dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage liées à l'opération de construction ; - Prestations de Maîtrise d'œuvre ; - Travaux de construction neuve ; - Travaux de réhabilitation d'un bâtiment existant ; - Dépenses d'acquisition foncière ou immobilière (à hauteur de 10% maximum de l'assiette éligible) ; - Dépenses d'acquisitions foncières ou immobilières dans le cadre des friches délaissées / en maîtrise d'artificialisation des sols (à hauteur de 15% maximum de l'assiette éligible) ; - Les dépenses liées aux VRD limitées aux aménagements directs du bâtiment (à hauteur de 10% maximum de l'assiette éligible) ; - Acquisition d'équipements portables sanitaires et ou de prise en charge (dans la limite de 3 équipements par projet).
<p><i>Dépenses exclues</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les études et les travaux de seule mise en conformité liés à une obligation réglementaire ; - Les frais de gardiennage et de sécurité ; - Les coûts de démolition ; - Les frais liés au changement de propriétaire ; - Les frais de fonctionnement courants et charges d'exploitation ; - Les aléas de travaux ; - Les petits équipements, matériels médicaux (thermomètre, ciseaux, stéthoscope, ainsi que le matériel à usage unique...); - Les équipements informatiques (à titre d'exemples ordinateur de bureau, télévision, enceinte, poste de radio, écran de visio, vidéoprojecteur, casques, micro, applications, smartphones, câblage fibre interne au bâtiment...); - Les dépenses de mobilier de bureaux et d'aménagement des locaux et des logements ; - Les assurances dommages-ouvrages.
<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<p>Les opérations devront cumulativement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etre situées en zones sous-dotées des soins de premier recours telles que définies par l'ARS (Zone d'Intervention Prioritaire, Zone d'Action Complémentaire, Zone d'Accompagnement Régional) (uniquement pour les projets de la catégorie 1) ; - Etre situées en zone rurale selon la définition de l'INSEE <ul style="list-style-type: none"> • Une cartographie au croisement des zonages ARS et INSEE sera annexée au cahier des charges de l'appel à projets. - Disposer d'un projet de santé labellisé ou en cours de labellisation par l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour les structures d'exercice coordonné (Maisons de Santé Pluriprofessionnelles, centres de santé polyvalents, équipes de soins primaires, Communautés Professionnelles Territoriales de Santé). et les centres de soins non programmés fixes. (Uniquement pour les projets de la catégorie 1) ; - Etre éligible temporellement ;



	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le seuil minimal de dépenses prévisionnelles ; - Etre en conformité avec les objectifs du Programme et de l'OS <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	Les critères de sélection seront précisés dans l'appel à projets relatif à cette action. Néanmoins, l'étude des dossiers portera notamment sur le déficit de financement de l'opération.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>L'instruction des demandes d'aide fera l'objet d'une analyse au regard des critères de qualification de l'aide d'Etat au sens de l'article 107§1.</p> <p>Pour l'essentiel, les opérations relevant de la présente fiche action pourront échapper à l'application de ladite réglementation, en raison du caractère purement local des opérations, sous réserve d'une analyse au cas par cas.</p> <p>Pour les opérations qui relèveraient de la réglementation des aides d'Etat, il sera fait application :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du régime cadre exempté de notification N° SA.58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023 adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, - du régime cadre exempté de notification N° SA.111117 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026, - de tout autre base juridique qui viendrait les remplacer ultérieurement...
<i>Indicateurs de réalisation</i>	ISREAHDF3 - Nombre de structures à vocation de santé et/ou de solidarité créées ou réhabilitées



<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	ISRESHDF3 - Nombre de professionnels de santé participant au développement ou à l'amélioration de l'offre de soin en milieu autre qu'urbain
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de la Santé Europe-DSAN@hautsdefrance.fr



Priorité 7



Contribution au développement d'une approche intégrée, durable et solidaire

Objectif Spécifique - OS 5.2

Encourager le développement local social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines

Type d'action 2

Requalification des espaces délaissés et dégradés au bénéfice d'opérations de redynamisation rurale

Fonds mobilise : FEDER

Montant alloué prévisionnel : 7M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	1 000 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00%

Exemples d'actions	<p>Le FEDER accompagnera les opérations de requalification et/ou création d'espaces publics et espaces de nature sur la base d'un projet de redynamisation défini.</p> <p>La phase de revalorisation des sols pourra se traduire par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la viabilisation du site (Voiries et Réseaux Divers) ; - la création de cheminements doux piétons et cyclables liaisonnés avec les cheminements existants à proximité ; - les aménagements paysagers ; - la création d'espaces de rencontres, parvis ; - le traitement des eaux pluviales favorisant la perméabilisation des sols (déconnexion du réseau d'assainissement pluvial, infiltration à la parcelle, noues, réservoir de récupération). <p>Le FEDER pourra également accompagner les travaux de réhabilitation d'un bâtiment patrimonial présent sur le site sous réserve d'une part que son nouvel usage soit inscrit dans le futur projet d'aménagement et d'autre part qu'il dispose d'une reconnaissance patrimoniale attestée par une autorité publique compétente.</p> <p>Les opérations proposées devront impérativement comprendre l'implication des habitants et/ou futurs usagers au projet d'aménagement. L'objectif premier se concentre sur la redynamisation du quartier et donc l'appropriation du site en devenir et l'amélioration du cadre de vie pour et avec les habitants/ usagers.</p>
--------------------	---



	<p>Pour rappel, il existe des outils permettant d'assurer les premières phases du traitement de requalification des friches : EPF Nord-Pas de Calais, EPF local de l'Oise et ADEME sur la phase de protoaménagement, dépollutions et démolitions ainsi que l'Appel à Projets recyclage foncier Etat (dans le cadre du plan de relance de l'Etat).</p>
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<p>Collectivités territoriales, leurs groupements et leurs opérateurs publics et privés, situés en zone autre qu'urbaine (cf. cartographie annexée au cahier des charges de l'appel à projets) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissement publics ; - Société d'Economie Mixte compétente en matière d'aménagement ; - Société Publique Locale.
<i>Dépenses éligibles</i>	<p>Dépenses directement imputables à l'opération dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ; - Prestations de Maîtrise d'œuvre ; - Travaux de Voiries et Réseaux Divers ; - Aménagements paysagers ; - Eclairage public ; - Signalétique de valorisation et de promotion du site ; - Mobilier urbain ; - Déconnection des réseaux d'assainissement et d'eau pluviale, infiltration à la parcelle, noues, réservoir de récupération des eaux...; - Dépenses contribuant à requalifier la valeur patrimoniale d'un bâtiment dans la limite de 50 % de la dépense éligible des coûts de travaux liés à ce bâtiment.
<i>Dépenses exclues</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les études et frais réglementaires ainsi que les travaux de mise en conformité liés à une obligation réglementaire ; - Toute dépense liée au protoaménagement défini comme la remise en état des sols pour une activité similaire à l'activité initiale. Sont donc exclues l'ensemble des coûts relevant des démolitions, de la dépollution réglementaire, de la purge des fondations, du terrassement, le pré-verdissement, ainsi que toutes les charges de gestion et de portage des fonciers recyclés jusqu'à l'échéance de remise des biens à la collectivité locale ou à son mandataire ; - Toute dépense de dépollution et/ ou démolition complémentaires; - Frais liés au changement de propriétaire et frais de cession ; - Dépenses d'acquisition foncière ; - Les aléas de travaux ; - Toutes dépenses relatives à des travaux de construction neuve - Les frais de fonctionnement ; - Les frais de gardiennage et de sécurité ; - Les plantations d'espèces invasives ; - L'entretien et la garantie des plantations ; - Les assurances dommages-ouvrages.



<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<p>Les opérations devront cumulativement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre place sur des espaces délaissés et dégradés : ces espaces ayant connu une activité passée sont bâtis ou non, dépourvus de fonction officielle du fait d'une gestion irrégulière ou d'un abandon depuis plus de 2 ans, et présentant souvent une végétation spontanée. Le caractère dégradé peut se traduire par la présence d'éléments abîmés, des tags, des dépôts de déchets, de squats. - Etre définies par un projet structurant : c'est-à-dire un projet qui répond aux besoins des habitants ou usagers et dont la finalité est de participer à la redynamisation du territoire, contribuant de fait à une meilleure attractivité. - Présenter un caractère intégré : les opérations devront s'inscrire dans une dynamique territoriale, issue d'une réflexion globale d'aménagement du site. A travers une gouvernance multipartenariale, il s'agira d'identifier l'ensemble des activités (commerces de proximité, mobilité, qualité de la desserte, espaces publics, logements, équipements publics, services, lien social...) qui permettront d'apprécier une programmation d'ensemble et définiront un caractère intégré aux opérations de redynamisation urbaine. <p><i>Sont réputées inéligibles les opérations de requalification sur des sites en friche pollués et d'origine industrielle (renvoi vers OS2).</i></p> <p><i>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</i> <i>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</i> <i>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</i></p>
<p><i>Critères de sélection des opérations</i></p>	<p>Les critères de sélection seront précisés dans l'appel à projets relatif à cette action.</p>
<p><i>Modalités de sélection des opérations</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets</p>
<p><i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p><i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Règlement Général d'Exemption du 17 juin 2014 (ou de tout autre base juridique qui viendrait le remplacer ultérieurement) : <ul style="list-style-type: none"> • Article 53 : Régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine



	<ul style="list-style-type: none">• Article 56 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales- Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026- Régime cadre exempté de notification N° SA.111117 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement Europe-DATL@hautsdefrance.fr



C. OBJECTIF STRATEGIQUE 4 – OS 4 FSE+

Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux

Priorité 8



Insertion des
jeunes et lutte
contre le
décrochage

Objectif Spécifique - OSpé 4.1

Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale

Type d'action

Développement de parcours individualisés et adaptés visant l'emploi des jeunes

Objectif Spécifique - OSpé 4.6

Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées.

Type d'action

Renforcement des dispositifs de rattachement de tous les jeunes (lycéens, apprentis, étudiants)

Priorité 9



Orientation et
découverte des
métiers et des
formations

Objectif Spécifique - OSpé 4.5

Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages (FSE+)

Type d'action

Diversifier les choix possibles en matière d'orientation, favoriser l'accès à l'apprentissage, à l'alternance, à l'enseignement supérieur et la découverte des métiers et des formations

Priorité 10



Innovation et
Expérimentation
sociale

Objectif Spécifique - OSpé 4.5

Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages (FSE+)

Type d'action

Innovation et expérimentation sociale

Priorité 11



Formation
professionnelle en
réponse aux
besoins en
compétences

Objectif Spécifique - OSpé 4.7

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de perfectionnement professionnel et de requalification flexibles pour tous en tenant compte des compétences numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle

Type d'action

Augmenter le niveau de qualification et accroître l'employabilité des personnes en recherche d'emploi, en emploi précaire ou éloignées du marché du travail par la mise en œuvre d'une stratégie de formation professionnelle agile et adéquate aux besoins en compétences des entreprises et de l'économie du territoire régional



Priorité 8



Insertion des jeunes et lutte contre le décrochage

Objectif Spécifique - OSpé 4.1

Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale

Type d'action

Développement de parcours individualisés et adaptés visant l'emploi des jeunes

Fonds mobilisé : **FSE+**

Montant alloué prévisionnel : **30,6M €**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	200 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00% dans le respect de la réglementation des aides d'Etat
Vigilance pour le double financement	Les porteurs sont invités à se référer aux lignes de partage Etat/Région concernant le FSE+ pour éviter tout risque de double financement.

Exemples d'actions	<p>1) Actions de repérage des jeunes et plus particulièrement du public NEET le plus éloigné de l'emploi et en rupture institutionnelle ;</p> <p>2) Actions de remobilisation et d'appui des jeunes éloignés de l'emploi pour la construction d'un « Parcours de réussite » visant à l'accès à un parcours de formation ou d'emploi dont apprentissage via notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accompagnement individualisé à l'identification du projet et au parcours à déployer pour atteindre les objectifs fixés (exemple : casser les représentations sur les métiers, mise en situation professionnelle, mise en relation avec les employeurs ou les établissements de formation...) - Le développement d'actions d'accompagnement et de formations adaptées spécifiques, visant à développer les compétences clés des jeunes et nécessaires à l'aboutissement de leurs projets : soft skills, remise à niveau, savoir de bases, acquisition de compétences numériques... - L'appui aux mesures dédiées à créer un cadre favorable à l'insertion professionnelle durable des jeunes en levant les freins périphériques <p>Par exemple pour l'obtention d'une formation des actions sur l'orientation, la mobilité, le cadre de vie :</p>
--------------------	--



	<p>3) Actions visant à développer des projets en lien avec des opérateurs mettant l'alternance et le lien jeunes/entreprises au cœur de leurs missions ;</p> <p>4) Actions visant à accompagner toute initiative sectorielle de préparation individuelle et/ou collectives aux métiers, en lien avec les CFA et les opérateurs de l'emploi (exemples : hôtellerie-restauration, numérique, ...) pour une insertion rapide dans l'emploi ;</p> <p>5) Soutien à l'insertion professionnelle des jeunes au travers de l'apprentissage et de l'alternance.</p> <p>Les actions pourront également concourir au soutien aux dispositifs d'accompagnement spécifique et renforcés pour les jeunes en situation de handicap visant une insertion professionnelle durable...</p>
--	--

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Associations, Fondations ; - Branches professionnelles, OPCO ; - CFA ; - Chambres consulaires ; - Organismes de formation ; - Etablissements d'enseignement supérieur publics, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général ; - Instituts et écoles de formations sanitaires et sociales ; - Missions locales ; - Collectivités territoriales et EPCI ; - Conseil régional Hauts-de-France ; - Etablissement public, GIP ; - Autorités académiques.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	<p>Jeunes de moins de 30 ans résidant sur le territoire Hauts-de-France en situation de décrochage ou NEET :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jeunes décrocheurs ayant rompu leur parcours de formation l'année précédente - Jeunes NEET c'est à dire les jeunes qui ne sont pas en emploi, en études ou en formation (« not in employment, education or training »). <ul style="list-style-type: none"> • Sans emploi et ne suivant ni étude ni formation, ni en stage - Inactifs ou chômeurs inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> • strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée, engagées et payées par le bénéficiaire ; • pouvant être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ; • n'ayant pas bénéficié d'un autre financement européen. - Nature des dépenses éligibles : prestations externes, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement. - Pour l'ensemble des dossiers retenus, les frais liés à la mise en œuvre des obligations de publicité européenne sont éligibles.



<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FSE+ et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets devront se dérouler en région Hauts-de-France. - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les priorités transversales concernant l'égalité entre hommes/femmes, le développement durable et le principe de non-discrimination s'appliquent à ces opérations. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec les dispositifs régionaux relevant de l'alternance et l'apprentissage, de l'orientation et de la sécurisation des parcours. - Caractère innovant tant dans l'accompagnement proposé que dans l'approche partenariale présentée ; - Temporalité des projets qui doivent être appréciés au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions proposées (viabilité du calendrier de réalisation) ; - Vérification de l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus (viabilité du calendrier, capacité opérationnelles et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la faisabilité de l'opération ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FSE+.
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>Principalement hors champs concurrentiel (Eventuellement SIEG) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Régime Général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651-2014 du 17 juin 2014 ; - Règlement UE n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides des minimis SIEG (services d'intérêt Economique Général) ; - Règlement UE n°2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis SIEG



<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	EECO07 - Participants de 18 à 29 ans Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de cet indicateur de réalisation supplémentaire: - Nombre de participants de 16 à 17 ans
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	CR4 - Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Apprentissage et de l'Alternance Europe-DIRAA@hautsdefrance.fr Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr



Priorité 8

Insertion des jeunes et lutte contre le décrochage

Objectif Spécifique - OSpé 4.6

Promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées.

Type d'action

Renforcement des dispositifs de rattachage de tous les jeunes (lycéens, apprentis, étudiants)

Fonds mobilise : FSE+

Montant alloué prévisionnel : 19,7M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	<p>200 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération</p> <p>Sauf pour les dossiers ayant trait aux formations sanitaires et sociales qui sont des nouveaux champs éligibles au FSE+, le seuil minimal sera de 100 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération.</p>
Taux plafond d'aides publiques	100,00% dans le respect de la réglementation des aides d'Etat.
Vigilance pour le double financement	Les porteurs sont invités à se référer aux lignes de partage Etat/Région concernant le FSE+ pour éviter tout risque de double financement.



<p>Exemples d'actions</p>	<p>Les actions prévues dans le cadre de cet objectif spécifique sont les suivantes :</p> <p>1) Développer des mesures d'accompagnement individualisées des jeunes (tutorat, mentorat, ateliers de remise à niveau,...) pour la poursuite des parcours de formation (lycéens, alternants, étudiants)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions visant l'accompagnement individualisé des alternants dans leur parcours de formation par de nouvelles pratiques pédagogiques et par le biais de mesures d'écoute active et de remédiation aux problématiques psycho-sociales des apprentis : exemple mise en place des cellules d'écoute pour le public en grande difficulté ; - Initier et/ou renforcer la notion de parcours de formation en enseignement supérieur pour les publics défavorisés ; - Développer des dispositifs pédagogiques partagés établissant des passerelles et les compétences en enseignement supérieur pour une employabilité aboutie ; - Permettre et accompagner les réorientations précoces (ex : possibilité de réorientation dès le 2ème semestre de la première année d'enseignement supérieur quelle que soit la filière, BTS 18 mois) ; - Proposer des parcours de réussite spécifiques en lien avec le projet personnel et professionnel des élèves et étudiants les plus en difficulté (difficultés sociales, scolaires, de projection) (Exemple un déploiement des compétences, un projet de territoire pour répondre à un besoin spécifique...) - Intensifier le tutorat et l'accompagnement personnalisé des élèves pour accompagner la montée en compétences et en qualification ; - Initier des projets de remédiation et de réussite pour les élèves et étudiants et diminuer le taux d'abandon ; - Lutter contre la désaffection des jeunes, des formations d'enseignement supérieur, par une politique concertée de diffusion de la culture scientifique technique et industrielle. <p>2) Développer des mesures de repérage et de prévention des situations de rupture de parcours</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions innovantes de repérage et d'accompagnement individualisé des jeunes sortis du système scolaire sans solution ; - Les actions visant à anticiper et diminuer les ruptures de contrats d'apprentissage ; - Les projets visant l'optimisation de l'accès, du maintien du retour à l'apprentissage et une insertion professionnelle durable du jeune à l'issue de sa formation : placement de l'entreprise au cœur du dispositif de l'alternance, professionnalisation des jeunes, etc.
---------------------------	--



	<p>3) Soutenir la coordination des acteurs sur tout le territoire régional et favoriser la construction de parcours efficaces de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un observatoire régional permettant d'évaluer l'efficacité des actions portant sur les parcours des jeunes et leur sécurisation : <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un diagnostic partagé • Déploiement d'études ciblées • Collecte et suivi des données ; - Actions d'animation et de mise en réseau des acteurs sur l'ensemble du territoire régional : mise en visibilité et en cohérence des solutions proposées aux jeunes.
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Associations, Fondations ; - Branches professionnelles, OPCO ; - CFA ; - Chambres consulaires ; - Organismes de formation ; - Etablissements d'enseignement supérieur publics, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général ; - Instituts et écoles de formations sanitaires et sociales ; - Missions locales ; - Collectivités territoriales et EPCI ; - Conseil régional Hauts-de-France ; - Etablissement public, GIP ; - Autorités académiques.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Jeunes de moins de 30 ans résidant en Hauts-de-France en difficulté dans leur parcours de formation en recherche d'une solution d'insertion durable ; - Lycéens, élèves, étudiants ; - Alternants et candidats à l'alternance.
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> • strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée, engagées et payées par le bénéficiaire ; • pouvant être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ; • n'ayant pas bénéficié d'un autre financement européen. - Nature des dépenses éligibles : prestations externes, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement. Pour l'ensemble des dossiers retenus, les frais liés à la mise en œuvre des obligations de publicité européenne sont éligibles.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FSE+ et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets devront se dérouler en région Hauts-de-France. - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le



	<p>descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les priorités transversales concernant l'égalité entre hommes/femmes, le développement durable et le principe de non-discrimination s'appliquent à ces opérations. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). - Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec les dispositifs régionaux relevant de l'alternance et l'apprentissage, de l'orientation et de la sécurisation des parcours. - Caractère innovant tant dans l'accompagnement proposé que dans l'approche partenariale présentée ; - Temporalité des projets qui doivent être appréciés au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions proposées (viabilité du calendrier de réalisation) ; - Vérification de l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus (viabilité du calendrier, capacité opérationnelles et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la faisabilité de l'opération ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FSE+.
<i>Modalités de sélection des opérations :</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<p>Principalement hors champs concurrentiel (Eventuellement SIEG) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Régime Général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651-2014 du 17 juin 2014 ; - Règlement UE n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides des minimis SIEG (services d'intérêt Economique Général); - Règlement UE n°2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis SIEG
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>EECO07 - Participants de 18 à 29 ans</p> <p>Le service instructeur pourra analyser les projets également au regard de cet indicateur de réalisation supplémentaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de participants de 16 à 17 ans



<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	CR2 - Participants suivant un enseignement ou une action de formation au terme de leur participation CR4 - Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation
<i>Interlocuteurs</i>	<p> Pour les projets visant des jeunes inscrits ou candidats en établissements d'enseignement supérieur et écoles et instituts de formations sanitaires et sociales : Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr </p> <p> Pour les projets visant les jeunes apprentis, alternants et demandeurs d'emploi en difficulté candidats à ces parcours : Direction de l'Apprentissage et de l'Alternance Europe-DIRAA@hautsdefrance.fr </p> <p> Pour les projets visant les publics jeunes de moins de 30 ans en rupture de parcours de formation : Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr </p>



Priorité 9



Orientation et découverte des métiers et des formations

Objectif Spécifique - OSpé 4.5

Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numérique et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages.

Type d'action

Diversifier les choix possibles en matière d'orientation, favoriser l'accès à l'apprentissage, à l'alternance, à l'enseignement supérieur et la découverte des métiers et des formations

Fonds mobilisé : **FSE+**

Montant alloué prévisionnel : **17,4M€**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	100 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération
Taux plafond d'aides publiques	100,00% dans le respect de la réglementation des aides d'Etat
Vigilance pour le double financement	Les porteurs sont invités à se référer aux lignes de partage Etat/Région concernant le FSE+ pour éviter tout risque de double financement.

Exemples d'actions	<p>Les actions prévues dans le cadre de cet objectif spécifique sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Soutenir les événementiels et autres manifestations dans le champ de l'orientation et de l'information des métiers <ul style="list-style-type: none"> - Actions d'animation et d'information territorialisées visant à diversifier les choix d'orientation et d'insertion professionnelle (dont évènements, manifestations, forums, salons, concours...); - Financement de nouveaux outils d'information sur les métiers et l'ensemble des voies de formation (dont outils webs)... 2) Renforcer l'animation de l'orientation sur le territoire des Hauts-de-France, afin de favoriser la coopération entre acteurs <ul style="list-style-type: none"> - Actions de coordination visant à renforcer la coopération des acteurs socio-éducatifs et économiques sur le champ de l'orientation... 3) Renforcer la coordination et la coopération territoriale afin d'apporter une réponse de proximité aux besoins des différents publics (jeunes, adultes en recherche d'orientation ou de réorientation, ...). <ul style="list-style-type: none"> - Plateforme téléphonique de mise en relation (à destination du grand public)...
--------------------	---



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Associations, Fondations ; - Branches professionnelles, OPCO ; - CFA ; - Chambres consulaires ; - Organismes de formation ; - Etablissements d'enseignement supérieur publics, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général ; - Instituts et écoles de formations sanitaires et sociales ; - Missions locales ; - Collectivités territoriales et EPCI ; - Conseil régional Hauts-de-France ; - Etablissement public, GIP ; - Autorités académiques; - Groupement d'intérêt économique (GIE)...
<i>Bénéficiaires finaux</i>	- Tout public
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> • strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée, engagées et payées par le bénéficiaire ; • pouvant être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ; • n'ayant pas bénéficié d'un autre financement européen. - Nature des dépenses éligibles : prestations externes, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement. - Pour l'ensemble des dossiers retenus, les frais liés à la mise en œuvre des obligations de publicité européenne sont éligibles.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FSE+ et du régime d'aide d'Etat retenu.
<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets devront se dérouler en région Hauts-de-France. - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les priorités transversales concernant l'égalité entre hommes/femmes, le développement durable et le principe de non-discrimination s'appliquent à ces opérations. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). - Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.



	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence avec les dispositifs régionaux relevant de l'alternance et l'apprentissage, de l'orientation et de la sécurisation des parcours. - Caractère innovant tant dans l'accompagnement proposé que dans l'approche partenariale présentée ; - Temporalité des projets qui doivent être appréciés au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions proposées (viabilité du calendrier de réalisation) ; - Vérification de l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus (viabilité du calendrier, capacité opérationnelles et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la faisabilité de l'opération ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FSE+.
<i>Modalités de sélection des opérations :</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Principalement hors champs concurrentiel (Eventuellement SIEG) : <ul style="list-style-type: none"> - Régime Général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651-2014 du 17 juin 2014 ; - Règlement UE n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides des minimis SIEG (services d'intérêt Economique Général); - Règlement UE n°2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis SIEG
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	ISFSE1 - Nombre d'action d'information en matière d'orientation réalisées
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	ISRESFSE1 - Nombre de personnes ayant bénéficié des actions d'information en matière d'orientation
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Apprentissage et de l'Alternance Europe-DIRA@hautsdefrance.fr Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr



Priorité 10



Innovation et Expérimentation sociale

Objectif Spécifique - OSpé 4.5

Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail, notamment par la validation de l'apprentissage non formel et informel, pour favoriser l'acquisition de compétences clés dont les compétences entrepreneuriales et numériques, et en promouvant la mise en place de systèmes de formation en alternance et d'apprentissages (FSE+)

Type d'action

Innovation et expérimentation sociale

Fonds mobilisé : **FSE +**

Montant alloué prévisionnel : **28,2M €**

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - 200 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les actions 1 - 100 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les actions 2 - 100 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les actions 3 thème 1 - 200 000,00 € HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération pour les actions 3 thème 2
Taux plafond d'aides publiques	100,00% dans le respect de la réglementation des aides d'Etat
Vigilance pour le double financement	Les porteurs sont invités à se référer aux lignes de partage Etat/Région concernant le FSE+ pour éviter tout risque de double financement.

Exemples d'actions	<p>1) Lutter contre les disparités territoriales</p> <p>Cette action a pour but d'informer et orienter les publics les plus éloignés en mettant notamment en oeuvre les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déploiement d'un dispositif régional mobile d'information et d'aide à l'orientation destiné à aller vers les publics les plus éloignés de l'information dans les territoires identifiés comme prioritaires par l'autorité de gestion régionale. Ce projet doit intégrer plusieurs opérations : l'acquisition et l'aménagement de véhicules adaptés, et leur équipement, le pilotage global de l'action, L'animation en « résidence », l'évaluation ex-ante et post-action, et la création des outils nécessaires au suivi, la collecte des données ;
--------------------	--



- Initiatives territoriales, favorisant le changement d'échelle et permettant d'installer une politique globale et durable d'accompagnement des jeunes ;
- Déploiement de dispositifs numériques innovants et pédagogiques d'aide à l'orientation, destinés à aller vers les publics les plus éloignés de l'information sur le territoire des Hauts-de-France ;
- Déploiement de dispositifs innovants d'aide à l'orientation notamment par l'immersion plurisectorielle pour les jeunes des Hauts-de France.

2) Lutter contre les disparités sociales

Cette action a pour but de faciliter la réussite des apprenants par l'innovation sociale tout au long de leurs parcours de formation et développer l'employabilité en mettant notamment en oeuvre les actions suivantes :

- Mise en place de moyens pédagogiques nouveaux, multimodaux (présentiel, distanciel, synchrone/asynchrone...) pour faciliter les parcours d'études et l'employabilité des élèves et étudiants les plus fragiles, notamment les boursiers ;
- Par exemple des projets :
 - participant au développement de l'attractivité des établissements et des antennes d'université situés en zones rurales et/ou dans des territoires périphériques ;
 - en complémentarité de l'appel à projet régional annuel relatif aux équipements pédagogiques et numériques en formations sanitaires et sociales ;
 - de médiation scientifique comme un bus Proch'sciences pour présenter des nouveaux équipements comme une imprimante 3D ou des résultats de travaux de recherche sur les territoires.

3) Mettre en réseau des structures de formation pour répondre aux besoins d'une filière économique, tout en développant l'employabilité des jeunes du territoire

- **Thème 1 : Accompagner les apprenants toutes voies de formation vers la qualification et l'emploi en appui avec les campus des métiers et des qualifications**
 - Attractivité des métiers en lien avec les campus et continuité des parcours: organiser des sessions de formation découvertes des métiers au sein des campus, développer des outils innovants permettant au public d'identifier les étapes à franchir pour accéder à la formation et à l'emploi ;
 - Innovation pédagogique : optimisation des espaces d'innovation partagée au sein du campus ; S'adapter aux nouvelles modalités d'apprentissage entre le distanciel, le présentiel pour tous. Animation de tiers lieux permettant des rencontres entre apprenants et professionnels pour faciliter la découverte des métiers et l'insertion professionnelle.;



	<ul style="list-style-type: none"> • Réussite éducative accompagnement personnalisé de type mentorat avec détection des talents dès le collège et accompagnement vers les formations supérieures. l'entrepreneuriat des jeunes ; • Mobilité internationale : ouvrir les frontières aux apprenants, favoriser leur accès à l'emploi ou la formation à l'international ; • Recherche : action permettant la vulgarisation de la culture scientifique, l'information sur les évolutions scientifiques et leurs impacts sur les besoins en compétences. <p>- Thème 2 : faciliter l'accès à l'alternance par l'innovation sociale et l'essaimage de nouveaux dispositifs à destination des publics jeunes les plus vulnérable exclus de la formation et de l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Action visant à faire évoluer une démarche existante pour permettre l'insertion professionnelle durable des jeunes les plus fragilisés ; • Soutien à la diffusion de projets d'innovation au niveau infrarégional (extension à un autre Département ou commune par exemple) ; • Soutien aux pédagogies alternatives et innovantes « le faire pour apprendre » adaptés à des publics et /ou des territoires fragiles.
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaires éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Associations, Fondations ; - Branches professionnelles, OPCO ; - CFA ; - Chambres consulaires ; - Organismes de formation ; - Etablissements d'enseignement supérieur publics, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général ; - Instituts et écoles de formations sanitaires et sociales ; - Missions locales ; - Collectivités territoriales et EPCI ; - Conseil régional Hauts-de-France ; - Etablissement public, GIP ; - Autorités académiques.
<i>Bénéficiaires finaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Collégiens, Lycéens, apprentis, stagiaires de la formation professionnelle, élèves de formation sanitaires et sociales, étudiants, demandeurs d'emploi, Alternants et candidats à l'alternance, jeunes et familles. Public NEET
<i>Dépenses éligibles</i>	<ul style="list-style-type: none"> - De manière générale, sont éligibles les dépenses : <ul style="list-style-type: none"> • strictement nécessaires à la mise en œuvre de l'opération financée, engagées et payées par le bénéficiaire ; • pouvant être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ; • n'ayant pas bénéficié d'un autre financement européen.



	<ul style="list-style-type: none"> - Nature des dépenses éligibles : prestations externes, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement. Pour l'ensemble des dossiers retenus, les frais liés à la mise en œuvre des obligations de publicité européenne sont éligibles.
<i>Dépenses exclues</i>	L'ensemble des dépenses exclues prévues par les décrets d'application de dépenses exclues au FSE+ et du régime d'aide d'Etat retenu.

<i>Critères d'éligibilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les opérations doivent porter prioritairement sur les territoires les plus vulnérables et concerner les jeunes et leurs familles les plus éloignés de l'information. Les priorités transversales concernant l'égalité entre hommes/femmes, le développement durable et le principe de non-discrimination s'appliquent à ces opérations. - Elles pourront plus spécifiquement concerner un public boursier, demandeur d'emploi en particulier les moins qualifiés, apprentis en cours de formation et candidats à l'alternance. - Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans l'objectif spécifique. Le diagnostic et le descriptif des opérations doivent être précis et détaillés dans la demande de subvention, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens opérationnels mobilisés à cette fin. - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Methodologie nationale). Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.
<i>Critères de sélection des opérations :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Caractérisation de l'innovation : prise en compte des nouvelles technologies ; des nouvelles tendances de la société apprenante, des outils et dispositifs déjà existants... - Prise en compte du public cible ; - Dynamique partenariale ; - Dynamique territoriale ; - Dimension pédagogique adaptée au public ; - Impact sur l'employabilité ; - Actions permettant de réduire la fracture numérique et garantir une équité territoriale (ref carte agence 20/40 territoires fragilités numériques) ; - Cohérence avec le cadre régional : les politiques régionales d'enseignement supérieur et de formations sanitaires et sociales, de l'apprentissage, de l'orientation et des politiques éducatives ; - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FSE+.



<i>Modalités de sélection des opérations :</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input checked="" type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	Principalement hors champs concurrentiel (Eventuellement SIEG) : - Régime Général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651-2014 du 17 juin 2014 ; - Règlement UE n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides des minimis SIEG (services d'intérêt Economique Général); - Règlement UE n°2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis SIEG
<i>OCS applicables</i>	L'ensemble des dispositions forfaitaires et options coûts simplifiés définis par l'autorité de gestion sont applicables.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	ECO01 - Nombre de participants ISFSE3 - Nombre d'actions en innovation sociale
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	ISRESFSE2 - Nombre de participants en sortie positive ISRESFSE3 - Nombre de personnes ayant bénéficié de l'action
<i>Interlocuteurs</i>	Direction de l'Apprentissage et de l'Alternance pour l'action 3 (thème 2) Europe-DIRAA@hautsdefrance.fr Direction Europe pour les actions 1,2 et 3 (thème 1) Europe@hautsdefrance.fr



Priorité 11



Formation professionnelle en réponse aux besoins en compétences

Objectif Spécifique - OSpé 4.7

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de perfectionnement professionnel et de requalification flexibles pour tous en tenant compte des compétences numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle

Type d'action

Augmenter le niveau de qualification et accroître l'employabilité des personnes en recherche d'emploi, en emploi précaire ou éloignées du marché du travail par la mise en œuvre d'une stratégie de formation professionnelle agile et adéquate aux besoins en compétences des entreprises et de l'économie du territoire régional

Fonds mobilise : FSE +

Montant alloué prévisionnel : 127,23 M€

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	Sans objet
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans le respect de la réglementation des aides d'Etat)

Exemples d'actions	<p>En articulation avec le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP), le Plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC), le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et la dynamique Troisième révolution industrielle (TRI/Rev3), les actions types reposent sur une démarche intégrée et modularisée allant de la redynamisation jusqu'à la certification / spécialisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement socio-pédagogique et professionnelle : maîtrise des fondamentaux et savoirs de base ; savoir compter, lire, écrire ; actions de lutte contre l'illectronisme ; compétences transversales et comportementales pour intégrer un collectif de formation et/ou de travail ; - Action de pré-qualification : définition, consolidation, validation de projet professionnel ; savoir s'orienter tout au long de la vie ; acquisition des soft skills ; préprofessionnalisation ; certification CléA ; - Action de formation certifiante, qualifiante, diplômante reconnue au RNCP et/ou au CERTIFINFO (TP, CAP, BEP, CQP ...)
--------------------	--



	<ul style="list-style-type: none"> - Modules de spécialisation auprès de publics disposant certains prérequis (qualification / certification, expérience professionnelle significative / confirmée, compétences antérieurement acquises ...); - Modules de formation à des techniques de base à destination de publics souhaitant intégrer rapidement un secteur d'activités identifié ou souhaitant développer leur polyvalence ; - Action d'acquisition de compétences entrepreneuriales destinées à créer, reprendre, gérer une entreprise (formation qualifiante reconnue au RNCP et/ou formation courte, modulaire et plus individualisée). <p>Ces actions doivent permettre d'améliorer et/ou d'accroître : les entrées en formation ; le niveau de qualification et l'insertion professionnelle durable ; les compétences et l'employabilité ; l'adéquation des compétences des publics aux besoins des employeurs, des entreprises, de l'économie régionale.</p>
--	---

CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION	
<i>Bénéficiaire éligible</i>	Région Hauts-de-France (action exclusivement mise en œuvre sous maîtrise d'ouvrage régionale)
<i>Bénéficiaires finaux</i>	<p>L'action vise essentiellement, mais non exhaustivement, les principaux bénéficiaires finaux suivants :</p> <p>Demandeurs d'emploi (DEI, DNI, DELD ...); Jeunes sortis prématurément du système scolaire sans diplôme ; DE séniors et/ou en situation de handicap ; Salariés sous contrat aidé et d'insertion ; Personnes bénéficiaires d'emplois d'avenir ; Salariés à temps partiel et/ou précaires ; Personnes en CLCA / PréParE ; Bénéficiaires des minima sociaux (B-RSA) ; Anciens militaires de carrière ou sportifs professionnels de haut-niveau en reconversion ; Personnes sous « main de justice » détenues en établissement pénitentiaire ; Bénévoles visant une certification en lien avec leur bénévolat ; Aides familiaux ou conjoints collaborateurs d'artisans ou de commerçants ...</p> <p>Aussi, tous les publics cibles visés dans les cahiers des charges des Programmes régionaux de formation (PRF) et/ou des Services d'intérêt économique général (SIEG) Formation sont éligibles au FSE+ dans le cadre du programme, et des règlements européens</p>



<i>Dépenses éligibles</i>	<p>En application des Barèmes standards de coût unitaire (BSCU), les dépenses éligibles sont celles directes liées aux participants. Aussi, elles comprennent tous les frais et sujétions afférents à la bonne exécution des actions et parcours de formation.</p> <p>Par exemple : éléments prévus aux cahiers des charges ; mise à disposition des locaux et plateaux techniques ; face-à-face pédagogique ; guidance des stagiaires dans leur progression et leurs apprentissages ; suivi de la période en entreprise ; suivi réalisé pendant le parcours de formation ; des fournitures et matières d'œuvre (dont EPI) ; temps dédiés à l'information sur la formation en amont du démarrage de l'action ; coûts de suivi administratif des stagiaires ; coûts de présentation des candidats à l'examen ; accompagnement périphérique à la formation ; temps d'ingénierie nécessaire à la préparation des contenus et à leur adaptation ...</p>
<i>Dépenses exclues</i>	Sans objet
<i>Critères d'éligibilité</i>	<p>Sont éligibles les dépenses prévues et justifiées conformément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au Règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil en date du 24.06.2021, et portant dispositions communes (RPDC) - Au Règlement (UE) n° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil en date du 24.06.2021, et instituant le Fonds social européen Plus (RFSE+) - Au Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 <p>Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale).</p> <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<i>Critères de sélection des opérations</i>	<p>Au titre de la politique régionale de formation professionnelle, deux cadres d'intervention pourront être mobilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'achat de prestation, avec Avis d'appel public à la concurrence (AAPC), et dont la sélection des opérateurs et des actions se conforme au Code des marchés publics (CMP) du 01.04.2019 (critères pondérés, hiérarchisés, notation ...) - Le Service d'intérêt économique général (SIEG), avec Appel public à propositions (APP), et dont la procédure de recensement et d'habilitation des opérateurs et de sélection des actions se conforme au décret n° 2014-1390 du 21.11.2014



	<p>En complément, une sélection plus fine des actions à cofinancer sera opérée par la Région : niveau de certification en cohérence avec les enjeux de la P11 ; méthode statistique et représentative de tous les CB / DEF et des territoires</p>
Modalités de sélection des opérations	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> - Décret n° 2014-1390 du 21.11.2014 relatif à la procédure d'habilitation des organismes chargés d'action d'insertion et de formation professionnelle ; - Décision de la Commission n° C(2011) 9380 du 20.12.2011 relative à l'application de l'art. 106, paragraphe 2, du TFUE aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG ; - Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023 n° SA.40207 (ex SA.58981) - Régime cadre exempté de notification relatif aux aides de la formation pour la période 2024-2026 N°SA.111722
OCS applicables	<p>Barèmes standards de coût unitaire (BSCU) en application des articles 51, 53 et 94 du Règlement (UE) n° 2021 / 1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, avec évaluation ex ante de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coûts moyens homogènes déterminés à partir de données historiques, objectives et statistiques répondant aux exigences réglementaires de justesse, d'équité et de véracité, - Coûts majorés d'un taux d'échec (12,23 %) inhérent aux parcours ne pouvant être assujettis aux BSCU, - Coûts assujettis aux modalités d'adaptation des montants prévues à l'item 2 de l'annexe IX du Règlement délégué (UE) n° 2021 / 702 de la Commission du 10 décembre 2020, - Indicateur et unité de mesure : « Nombre de participant ayant achevé son parcours de formation », avec une unique typologie de sortie positive, - Justificatifs principaux de réalisation de l'unité de mesure : attestation de fin de formation et liste des participants par action générée dans l'Extranet de gestion sur la base des télé-déclarations des organismes de formation. <p><u>BSCU Formation professionnelle</u> (base 2021)</p>



	Code et intitulé des Domaines emploi formation	Coûts unitaires
	Z Formation générale, orientation	2 026 €
	E Entretien et sûreté (Services aux entreprises et aux particuliers)	
	H Commerce	
	D Transport, logistique	2 508 €
	J Hôtellerie, restauration, tourisme	
	G Fonctions administratives et tertiaires	
	I Santé, social	4 049 €
	C Industrie	
	L Sports, Arts, culture	
	K Métiers de bouche et de la beauté - Artisanat d'art	6 087 €
	A Agriculture, Environnement, Pêche, Aquaculture	
	F Informatique et création numérique	
	B Bâtiment et Travaux Publics (BTP)	
<i>Indicateurs de réalisation</i>	EECO02 - Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	EECR03 - Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	
<i>Interlocuteurs</i>	Direction Europe Europe@hautsdefrance.fr	





D. OBJECTIF STRATEGIQUE FTJ – OS FTJ

Fonds pour une Transition Juste

Priorité
12

Fonds pour une
Transition Juste

Objectif Spécifique - OSpé 8.1

Permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi, de la transition vers les objectifs de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici à 2050, sur la base de l'accord de Paris

Type d'action

Mesures pour une Transition Juste



Priorité
12

Fonds pour une Transition Juste

Objectif Spécifique - OSpé 8.1

Permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi, de la transition vers les objectifs de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici à 2050, sur la base de l'accord de Paris

Type d'action

Mesures pour une Transition Juste

Fonds mobilisé : FTJ

Montant alloué prévisionnel : 227,8M €

Seuil minimal des dépenses éligibles prévisionnelles	500 000,00€ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération Pour les opérations collaboratives, le seuil plancher est à apprécier au regard du plan de financement global tous partenaires confondus (mais application d'un seuil minimum par partenaire de 100 000,00 € ou 50 000,00 € de FTJ HT ou TTC selon le régime de TVA applicable à l'opération). Options de coûts simplifiés forfaitaires ou à défaut dépense unitaire supérieure à 1000€ (montant imputé par facture)
Taux plafond d'aides publiques	100,00 % (dans le respect de la réglementation des aides d'Etat)

Exemples d'actions	<p>NB : Lors de l'adoption de la première version de ce document en Comité de suivi du 07 novembre 2022, certains éléments de cette fiche ne sont pas encore stabilisés. Une version définitive de cette fiche sera proposée dans une version ultérieure du DOMO.</p> <p>Les opérations proposées au soutien du Fonds de Transition Juste s'inscrivent toutes dans une logique de diversification économique consécutive de la transition vers une économie bas carbone, à travers une mobilisation des filières génératrices de valeur ajoutée associée à l'économie circulaire.</p> <p>Les entreprises EU-ETS seront soutenues uniquement au titre de la Recherche Développement Innovation, aucune aide à l'investissement ne sera éligible pour les activités ETS.</p> <p>1) Investissements dans les activités de recherche et d'innovation, y compris celles menées par les universités et</p>
--------------------	--



les organismes publics de recherche, et dans la promotion du transfert de technologies de pointe :

Projets de développement expérimental et de recherche industrielle portés par les entreprises et projets portés par les organismes de recherche et de diffusion de la connaissance relativement aux transferts de technologies et au développement de partenariat avec le tissu entrepreneurial, dans le domaine de l'écoconception et de l'allongement de la durée de vie des produits (par exemple, le passage des batteries "liquides" au "tout solide", l'amélioration de leur recyclabilité, les ciments bas carbone) ou les nouvelles technologies de recyclage (par exemple, l'hydrométallurgie, le recyclage chimique des plastiques, technologies de bioconversion).

2) Investissements productifs dans les PME, y compris les microentreprises et les jeunes pousses, conduisant à la diversification, à la modernisation et à la reconversion économiques

Développement et consolidation d'équipementiers pour fournir des solutions technologiques pour d'une part, assurer la traçabilité des approvisionnements et la relation entre les producteurs de matières premières recyclées et les utilisateurs, et d'autre part augmenter la performance du réemploi et recyclage des matières (par exemple, technologies de bioconversion, équipements de recyclage mécanique et chimique, de pyro-métallurgie et hydro-métallurgie, technologies d'incorporation de matière première recyclés dans de nouveaux produits).

3) Investissements dans la création de nouvelles entreprises, notamment au moyen d'incubateurs d'entreprises et de services de conseil, conduisant à la création d'emplois

Mobilisation de l'écosystème du service aux entreprises dans le cadre du développement des chaînes de valeurs circulaires des matières pour les entreprises innovantes dans les procédés organisationnels et technologiques, par exemple sur les enjeux d'éco-conception liées la chimie fine, de formulation dans le domaine des biotechnologies et des produits biosourcés, ou les nouveaux alliages métaux nécessaires à la transition énergétique.

4) Investissements dans le renforcement de l'économie circulaire, notamment grâce à la prévention et à la réduction des déchets, à l'utilisation efficace des ressources, à la réutilisation, à la réparation et au recyclage

- Sur la base d'une analyse en cycle de vie comparative et en évitant les conflits d'usage avec l'alimentation, mobilisation des résidus de biomasse, les algues, des résidus du bois à destination de procédés de transformation en vue de la production de produits biosourcés éco-conçus présentant de nouvelles fonctionnalités et/ou des performances techniques



- supérieures, ou au moins équivalentes à leurs homologues pétrosourcée ou minérale (par exemple plastiques biosourcés, matériaux biosourcés pour les industries de la construction);
- Développement de plateformes de préparation et mise en circulation des matériaux issus de la déconstruction/rénovation du BTP, et accompagnement des entreprises dans la transformation industrielle des matériaux issus du BTP par l'adjonction de nouvelles briques technologiques, pour extraire des matières premières secondaires issus des produits, matériaux et déchets de déconstruction, et incorporer les matières premières recyclées pour assurer, par exemple une production de béton recyclé, de verre recyclé à partir de calcin ;
 - Renforcement de l'activité de recyclage des plastiques concernant les cinq principales résines (polyéthylène, le polypropylène, le polystyrène, le polychlorure de vinyle et le polyéthylène téréphtalate) avec pour chacune, une filière de recyclage spécifique et un enjeu d'augmentation de la matière première recyclé et de leur incorporation pour des applications à haute valeur ajoutée. Cela passe par l'industrialisation du recyclage chimique et l'innovation dans le recyclage mécanique pour traiter un plus large panel de types de déchets plastiques entrants;
 - Développement de solutions innovantes permettant d'intégrer des matières plastiques issues du recyclage dans de nouveaux produits et/ou permettant d'augmenter substantiellement la quantité de matières plastiques issues du recyclage dans des produits qui en intègrent déjà ;
 - Développement et consolidation de la chaîne de valeur du recyclage des métaux de la préparation du déchet jusqu'à l'incorporation dans les produits. Il s'agit en premier lieu de renforcer le recyclage des ferrailles et de l'aluminium pour apporter une réponse à la décarbonation de la sidérurgie intégrée et de la filière d'aluminium, tout en conservant la maîtrise des approvisionnements.
- Les métaux stratégiques sont indispensables à la transition bas carbone et leur périmètre, en plus des métaux « critiques », peuvent inclure un ensemble assez large de métaux, y compris des métaux de base, certains alliages ou superalliages. Les filières de recyclage des métaux stratégiques sont encore émergentes. L'exploitation des « mines urbaines » doit être consolidée, et le flux entrant doit être élargi à d'autres produits en fin de vie ou à des déchets industriels afin d'accroître la rentabilité des usines de recyclage (par exemple, recyclage des gisements croissants de batteries en fin de vie, mise en place d'une filière de seconde vie des modules issus des batteries de véhicules électriques, à destination, par exemple, de nouvelles batteries pour le stockage stationnaire, structuration d'une filière de recyclage des aimants).



CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTION

<p><i>Bénéficiaires éligibles</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs de l'innovation et du développement, dont les Pôles de compétitivité et d'excellence et le réseau consulaire ; - Entreprises, sociétés de projet, collectivités territoriales et leurs opérateurs ; - Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche ou une structure unique (avec personnalité morale) de portage et de gestion du projet qui peut être l'un des acteurs par délégation du collectif ou un tiers; - Les entreprises EU-ETS seront soutenues uniquement au titre de la Recherche Développement Innovation. - Les entreprises autres que les PME seront soutenues uniquement pour les investissements non productifs.
<p><i>Dépenses éligibles</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Strictement nécessaires à la mise en oeuvre de l'opération financée, engagées et payées par le bénéficiaire ; - Concernant les dépenses de personnel : Tout ETP valorisé sur le projet doit être minimum à 10% de son temps de travail (plancher en dessous duquel la valorisation RH est non éligible) - Les frais de mission sont éligibles uniquement sous OCS forfaitaires.
<p><i>Dépenses exclues</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses exclues par les décrets d'application et les règlements européens et régime d'aide d'Etat retenu ; - Les investissements productifs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant des activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ; - Les investissements productifs dans des entreprises autres que des PME.
<p><i>Critères d'éligibilité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Éligibilité géographique des opérations: Département du Nord et du Pas-de-Calais ; - Les actions éligibles sont en conformité au DNSH par incidence négligeable, ou par l'évaluation DNSH de fond (Méthodologie nationale). <p>Lors du dépôt du dossier de subvention et du travail d'instruction, au cas par cas, si le service instructeur estime que les conditions exonératoires de respect du principe DNSH ne sont pas remplies pour un projet, le porteur devra fournir une réponse justifiée aux questions posées, directement en lien avec les objectifs environnementaux de l'Union européenne.</p> <p>Les projets causant un préjudice important du point de vue de l'environnement seront exclus au sens de l'article 17 du règlement 2020/852.</p>
<p><i>Critères de sélection</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de l'opérateur à porter un dossier FTJ ; - Les dossiers de demande de subvention et les conventions seront mono bénéficiaires, avec un regard spécifique, pour les acteurs de la recherche, pour les opérations collaboratives de grande envergure impliquant plusieurs partenaires au cas par cas. Les opérations collaboratives associant plusieurs partenaires, gérées au titre du FTJ en mono bénéficiaires devront être programmées de manière à préserver la cohérence de l'ensemble du projet. Dans ce cas le plan de financement



	<p>global validé par le coordinateur de l'opération d'envergure doit être transmis à l'appui de l'instruction. Cela sera analysé et validé à l'instruction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accord de partenariat ou tout document officiel équivalent est obligatoire au dépôt du projet en opération collaborative avec chef de file dans e-Synergie, afin d'apprécier les modalités de partage de la propriété intellectuelle des résultats (a minima pour la programmation projet d'accord de partenariat ou document équivalent, la version définitive signée par les partenaires est exigible pour le premier paiement).
<i>Modalités de sélection des opérations</i>	<input checked="" type="checkbox"/> Sélection au fil de l'eau <input type="checkbox"/> Sélection par appels à projets
<i>L'organisme intermédiaire ITI peut-il présélectionner des dossiers répondants à cette action?</i>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<i>Principaux régimes d'aides d'Etat mobilisables</i>	<ul style="list-style-type: none"> - SA.58979 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ; - SA.111668 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2024-2026; - SA.59106 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 ; - SA.111728 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 ; - SA.58995 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023 ; - SA.111723 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ; - SA.59108 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023 ; - SA.111726 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026...
<i>OCS applicables</i>	Les OCS applicables seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action.
<i>Indicateurs de réalisation</i>	<p>RCO01 - Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)</p> <p>RCO02 - Entreprises soutenues au moyen de subventions</p>
<i>Rappel des indicateurs de résultats</i>	<p>RCR01 - Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>RCR02 - Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)</p> <p>RCR29 – Emissions estimées de gaz à effet de serre</p>



Interlocuteurs

Les interlocuteurs seront précisés dans une version ultérieure de cette fiche-action.



